

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La couverture des engagements à vue de la Banque Nationale depuis cent ans — Législation économique — Statistiques.

LA COUVERTURE DES ENGAGEMENTS A VUE DE LA BANQUE NATIONALE DEPUIS CENT ANS.

L'objet de ces lignes est de retracer l'évolution des idées consacrées par les prescriptions légales relatives à la couverture des engagements à vue de la Banque Nationale, et d'exposer comment les autorités monétaires les ont en général comprises et appliquées. Les opinions émises sur ces idées et ces applications à la Chambre et au Sénat par d'autres que le Ministre des Finances ou les dirigeants de la Banque qui furent parlementaires, ne sont pas prises en considération ici : leur influence fut indirecte et plutôt faible. Il en est de même des opinions proclamées en ces matières par les théoriciens et les polémistes : leur incidence a consisté à renforcer parfois la politique jugée la meilleure par les autorités ; elle ne s'est guère étendue à l'élaboration des mesures légales.

Quant à l'évolution de la couverture elle-même, les lignes suivantes s'y réfèrent de façon accidentelle : elle a été décrite en détail par ailleurs (1).

(1) Voir les ouvrages consacrés à la Banque par : C. DE STRUCKER, « Les fonctions et les opérations de la Banque Nationale de 1914 à 1918 », Bruxelles, 1939, 334 p.; P. KAUCH, « La Banque Nationale de Belgique, t. I : 1850-1918 », Bruxelles, 1950, 432 pp.; voir aussi les notices publiées par L.-H. DUPRIEZ : « Les étapes de l'adaptation économique à une inflation soudaine : France et Belgique de 1919 à 1926 » (*Economic Essays in honor of Gustav Cassel*, Londres, 1933, pp. 117-128); « L'évolution monétaire de la Belgique de 1925 à 1938 » (ici même, XIV^e année, vol. I, n° 4, avril 1939, pp. 275-276).

Notion première de la couverture

La notion de couverture à laquelle le fondateur de la Banque s'est arrêté repose sur l'étude des travaux contemporains et l'expérience acquise par les banques d'émission existantes, mais surtout sur des considérations de bon sens, la crainte du cours forcé et le souci d'éviter autant que possible les crises financières.

Elle est née de l'idée très simple, très ancienne et cependant si souvent méconnue, que le billet de banque et la monnaie scripturale ont une nature identique ; pour autant que l'on désire réglementer l'émission, cette idée aboutit logiquement à soumettre les banques commerciales et les institutions se livrant au financement de l'industrie à des statuts distincts. C'est le fondement même de la première réforme bancaire en Belgique : elle scinda les deux grandes banques mixtes de l'époque et transféra leur privilège d'émission à un nouvel établissement ; mais, pour des raisons contingentes, elle n'alla pas jusqu'à réglementer l'émission de la circulation scripturale, d'ailleurs presque inexistante ; on ne pouvait s'imaginer qu'un jour cette monnaie concurrencerait le métal et les billets. De l'avis général, l'assainissement de la circulation fiduciaire assurerait l'équilibre monétaire à l'avenir.

La loi du 5 mai 1850 poussa la logique jusqu'à l'extrême pointe compatible avec les circonstances; à cet égard surtout, il est permis de dire « qu'en 1850, la Banque Nationale se présentait réellement comme le modèle le plus parfait de banque d'émission sur le continent » (2).

La notion de couverture consacrée par cette loi est bien adaptée au caractère « d'une banque d'escompte et d'émission » comme l'appelait le fondateur, c'est-à-dire d'une banque commerciale pure. D'après des concepts encore en vigueur, une telle institution doit garder ses actifs constamment liquides et ne peut se livrer qu'à des opérations absolument sûres; ainsi que le dit l'exposé des motifs de la loi susdite, elle doit « en quelque sorte, être infaillible » et ne peut faire l'escompte que de « valeurs créées mais non livrées et dont le prix est payable dans des délais rapprochés » (3). D'où l'obligation de gager le montant des billets en circulation par des valeurs facilement réalisables, qui restera entière en droit bien qu'après 1914 elle ne sera plus observée rigoureusement. D'où aussi les stipulations relatives à la qualité et au terme du papier escomptable ainsi qu'à la nature des opérations de crédit autorisées. D'où encore les mesures prises pour limiter étroitement les avances sur fonds publics, les avances à l'Etat, les interventions sur le marché libre, à raison des risques qu'elles comportent. D'où enfin les contrôles organiques exercés par le gouvernement sur l'institution, contrôles qui, pendant plusieurs décades, n'eurent pas d'équivalent à l'étranger.

La liquidité de la contre-partie globale des émissions est réalisée au plus haut degré dans cette fraction de la contre-partie qui est désignée, selon une terminologie assez flottante, par les expressions encaisse, réserve, réserve de couverture ou couverture tout court (4).

Celle-ci doit être conservée toujours sous une forme absolument liquide afin que la convertibilité des billets et le remboursement des dépôts soient à tout moment garantis. Les règles élémentaires d'une bonne gestion obligeront à elles seules toute banque d'émission à adapter le volume de la couverture à l'importance des besoins de la convertibilité intérieure et extérieure, compte tenu de la mesure dans laquelle le billet est considéré par le public comme moyen de paiement.

Mais par raison de prudence et aussi par suite de l'idée fort répandue au milieu du XIX^e siècle, qu'émettre des billets s'apparente à l'exercice du droit régalien de battre monnaie, le législateur a soumis l'exercice de ce droit à la constitution d'une couverture minima composée d'avoirs bien déterminés.

(2) P. KAUCH, *op. cit.*, t. I : 1850-1918, p. 82.

(3) *Banque Nationale*, Statuts, lois et arrêtés organiques. Bruxelles, 1850, pp. 70 et 67.

(4) Sur la distinction entre la notion de couverture générale et celle de la couverture métallique, voir E. ULRICH : « Les principes de la réorganisation des banques centrales en Europe après la guerre », Paris, 1931, p. 212.

Il ne manque pas d'intérêt de reprendre les considérations en vertu desquelles le fondateur de la Banque a établi la proportion légale et les éléments constitutifs de la couverture : elles démontrent — chose qui se vérifie partout ailleurs également — combien ces considérations sont contingentes et fragiles, combien les règles y relatives, bien qu'elles déterminent en très grande partie la politique des banques centrales, reposent sur de simples conventions.

Il y a cent ans, en Belgique, la proportion ne pouvait pas être basse parce que le billet n'était pas un instrument de grande circulation : la plus petite coupure que la Banque était autorisée à émettre, celle de vingt francs, équivaut de nos jours, sur la base de la valeur officielle de l'or, à fr. 326,70. D'autres considérations militaient dans le même sens. D'abord la circulation métallique était très mêlée et d'un aspect en quelque sorte moyenâgeux : elle était composée des résidus d'occupations successives et de rares frappes nationales, bien que la Belgique fût autonome depuis vingt ans. En second lieu, il fallait opérer le retrait des coupures de la Banque de Belgique, de la Société Générale et de la Banque de Flandre ou de Gand. Enfin, il y avait des doutes quant au succès de la nouvelle institution. Le billet, élément d'unification de la circulation nationale, tant fiduciaire que métallique, devait donc être un « billet de confiance » par opposition au « papier-monnaie » dont l'émission avait fort augmenté depuis la crise de 1848. Il devait par conséquent être gagé solidement. D'un autre côté, il y avait de sérieuses raisons pour ne pas exagérer le montant de la proportion légale, la circulation métallique satisfaisant en grande partie les besoins en moyens de paiement internationaux en régime de frappe libre, et le frein à l'émission que constitue la proportion pouvant être renforcé par d'autres moyens.

La science ne fournissait aucune lumière sur le moment à partir duquel l'émission devient exagérée, ni, de ce fait même, sur le niveau idéal du minimum de couverture. C'est ce qui amena Frère-Orban à fixer celle-ci en faisant cheminer sa pensée de façon curieuse mais très pragmatique. Prenant prétexte de ce que, pour des raisons d'ordre politique, il était obligé de prescrire la constitution d'un capital alors qu'il jugeait qu'une banque d'émission peut fonctionner sans celui-ci, et de ce que l'opinion publique considérait en général le capital comme gage de l'émission à l'époque; tenant compte d'autre part des mouvements de la circulation fiduciaire antérieure à 1850, il jugea que l'émission n'atteindrait pas avant longtemps soixante-quinze millions, soit le triple du capital sur lequel les négociateurs s'étaient mis d'accord, et établit provisoirement la proportion légale au tiers des engagements à vue (5).

(5) « La circulation du papier de banque ne sera pas telle, qu'avec son capital réalisé, elle ne puisse faire face aux demandes de remboursements », *Banque Nationale*, o. c., p. 79.

Cette proportion n'avait donc, selon le fondateur, qu'un caractère expérimental; le minimum de l'encaisse était, à son très sage avis, fonction « du temps, des circonstances et peut-être aussi un peu de l'esprit public » (6). Afin d'en soustraire les modifications éventuelles à la procédure longue et difficile qu'implique la sanction des Chambres, il ne l'incorpora pas dans la loi organique, mais dans les statuts, dont l'approbation, par arrêté royal, facilitait les adaptations.

Encore jugea-t-il indispensable de donner à la couverture un certain degré d'élasticité; il permit à la Banque d'abaisser la proportion au quart avec l'autorisation du Gouvernement, marquant ainsi un progrès certain sur la législation régissant les autres instituts d'émission. Il n'alla cependant pas plus loin. La crainte d'une émission excessive et du cours forcé qui en était la rançon redoutée lui inspirait une si grande prudence qu'il soumit le nouvel établissement à une série de contrôles.

L'un de ces contrôles peut être considéré à la rigueur comme un moyen de freiner l'essor de la circulation. La charte accorde en effet au Gouvernement, c'est-à-dire en fin de compte au Ministre des Finances, le droit de déterminer « de commun accord avec la Banque, la forme des coupures, le mode de leur émission, et leur quantité pour chaque catégorie ». Cette disposition, inspirée partiellement par un souci analogue à celui qui, en France notamment, avait fait établir le régime du plafond de l'émission, n'avait cependant pas une portée aussi formelle. Elle tendait surtout à établir sur des bases saines la collaboration technique avec le Ministre, chose extrêmement importante à un moment où, l'usage du billet n'étant pas encore entré dans les mœurs, les adversaires congénitaux de la Banque étaient portés à l'accuser de faire la concurrence au numéraire, à la circulation d'écus d'argent et de louis d'or en particulier. L'accord des pouvoirs publics sur l'aspect des coupures, leur mode d'émission et leur importance relative dans le total de la circulation fiduciaire, donnait plus d'éclat au billet, par la consécration officielle qu'il lui conférait. Le fondateur redoutait à tel point les attaques de ce genre qu'en dépit de son désir d'atténuer encore plus la rigidité des stipulations relatives à la couverture, il n'osa pas accorder le cours légal aux billets — ils auraient été les premiers à en bénéficier sur le continent —, certain comme il l'était, après avoir soigneusement sondé l'opinion publique (7), de susciter une vive opposition. Il dut se contenter de les admettre dans les caisses publiques.

Le contrôle technique de la circulation aurait, d'après l'exposé des motifs de la loi de 1850, dû faire l'objet d'un règlement spécial, qui ne fut jamais élaboré. Celui relatif au volume respectif des billets

dans l'émission totale disparut de la loi organique en 1937, à l'occasion d'une toilette des textes. Il était devenu depuis longtemps une formalité sans grande portée. Il n'avait servi qu'une seule fois à peser sur le niveau de l'émission, en 1853, lorsqu'un ministre des finances favorable à la Société Générale, tenta de s'opposer au succès de la jeune et encore fragile Banque Nationale.

Le texte de la première loi organique régissant la couverture avait une souplesse sans égale à l'époque. Il parut tellement supérieur à celui qui était en vigueur en France et en Angleterre, que la Nederlandsche Bank s'en inspira lors de la réforme en 1864, et l'Allemagne lors de la fondation de la Reichsbank en 1873 (8).

Evolution des notions et de la législation relatives à la couverture entre 1850 et 1914

En ce qui concerne la composition de la couverture, la loi initiale imposa, sans plus, la constitution d'une encaisse. Les statuts ajoutaient que cette encaisse devait être métallique. Mais d'accord avec le Ministre des Finances, la réserve a compris, dans des proportions qui ont fort varié, entre 1851 et 1926, non seulement des matières servant d'étalon et des espèces faites de ces métaux, mais encore des bons d'affinage et de monnayage représentant des lingots appartenant à des tiers et confiés à la Monnaie aux fins d'être affinés ou frappés. Au surplus, la Banque y assimila très tôt tout ou partie du portefeuille étranger, du papier de premier ordre que les endosseurs s'étaient engagés à réescompter à la première demande ou à couvrir en matières ou espèces métalliques. Elle n'agit d'abord de la sorte que dans les cas où la couverture était en dessous de la proportion autorisée. Vers 1870, elle incorpora définitivement ce portefeuille dans l'encaisse, au moment même où elle fit de ses opérations sur devises une pratique permanente.

Le Ministre des Finances a toujours été d'accord avec cette façon de procéder. Dès l'origine, il a permis que le portefeuille étranger figurât aux situations périodiques comme sous-rubrique de l'encaisse. « Les modifications survenues en 1865 et en 1871 à cet égard confirmèrent la fonction spéciale du portefeuille étranger. Cette assimilation ne fut pas contestée lors des débats de 1872, à l'occasion du premier renouvellement du privilège, et lorsqu'elle le fut en 1900, le législateur en confirma le bien-fondé » (9).

Le maintien de la proportion était facilité depuis l'origine par une tradition en vertu de laquelle la Banque pouvait échanger contre effets nationaux, les

(6) Banque Nationale, o. c., p. 75.
(7) P. KAUCH, o. c., pp. 68 et 64-65.

(8) E. ULRICH et M.-H. DE KOCK entre autres, par un manque de perspective historique, citent l'exemple de la Reichsbank comme étant le plus remarquable de ce système. (E. ULRICH, o. c., p. 214; M.-H. DE KOCK, *Central Banking*, Londres, 1947. 2^e édit., pp. 34-35.)
(9) P. KAUCH, o. c., pp. 246-247.

avoirs en or ou en devises qui lui étaient confiés par le Trésor en sa qualité de caissier de l'Etat, ainsi que le portefeuille étranger que la Caisse d'Epargne avait constitué peu à peu après sa création en 1865. Depuis 1872, ces deux portefeuilles servirent de réserve de sécurité.

En dépit de cet appui, l'Institut d'émission jugeait souvent la proportion gênante. Les traditions relatives à l'or du Trésor et au portefeuille d'appoint ne lui donnaient pas la garantie absolue de pouvoir en user au moment propice. La crise de 1870, au cours de laquelle l'Etat évacua ses avoirs métalliques, fut démonstrative à cet égard. La Banque ne put redresser la situation qu'au moment où elle reçut l'autorisation extra-légale d'abaisser la proportion en dessous du quart. En rompant avec la loi, le Gouvernement reconnaissait implicitement que la proportion n'avait rien de sacro-saint, bien qu'après avoir été expérimentale elle fût devenue traditionnelle. Peu auparavant, en 1866, Thiers avait rappelé, en ce qui la concerne, ce que constituait la base même de la pensée du Ministre des Finances en 1850 : « Se l'imposer absolument n'est pas sage. C'est bien assez quand on approche de ce terme qui signale l'épuisement de la réserve métallique, c'est bien assez d'avoir devant soi ce sujet de terreur, sans y ajouter la terreur d'avoir une limite fixe et absolue. Quand on est au-dessous du tiers on est en droit d'être mal à l'aise, mais avec de la fermeté, du sang-froid, des mesures bien prises, il est possible de s'arrêter » (10).

Lors des pourparlers relatifs au renouvellement du privilège, en 1872, le commissaire du Gouvernement, dans un rapport au chef du Département des Finances, alla encore plus loin : « Le principe de la proportion légale est considéré comme une garantie plus efficace de la circulation (que la couverture constituée par des valeurs facilement réalisables), mais je la crois bien plus nuisible qu'utile. Il appartient à la Banque, dans sa liberté d'action et sous sa responsabilité, d'établir cette proportion. Mais fixer la limite absolue, c'est s'exposer à la voir étranglée par un texte. » Jugeant la défense de l'encaisse suffisamment assurée par la politique du taux de l'escompte, il ajouta : « C'est le seul remède sinon agréable, du moins productif. La liberté laissée à la Banque n'aurait donc nullement pour effet de diminuer l'encaisse d'une façon générale, car on ne peut raisonnablement supposer qu'elle s'exposerait bénévolement à des risques pour arriver à diminuer ses profits... Seulement, comme elle aurait une plus grande liberté d'allure, elle se montrerait moins timorée et, dans les époques de crise, elle ne marchanderait pas au commerce l'argent de liquidation dont il a besoin momentanément et extraordinairement. Si une panique se répandait parmi les porteurs de ses billets, la Banque ne se trouverait plus

(10) « Enquête sur les principes et les faits généraux qui régissent la circulation monétaire et fiduciaire », Paris, 1869, t. III, pp. 436-437.

menacée par la limite, se préoccuperait moins d'un orage montant et se montrerait moins anxieuse de voir les encaisses se réduire pour atténuer son passif » (11).

Ces considérations incitèrent le Gouvernement à assouplir davantage la législation. La limite du tiers fut maintenue, mais celle du quart auquel le Gouvernement pouvait l'autoriser à descendre fut supprimée. La Banque eut désormais le droit de descendre en dessous du tiers, sans autre palier formel, avec le seul accord du Ministre des Finances. Quelque temps après, en 1873, un nouvel élément d'élasticité fut créé par l'établissement du cours légal des billets qui avait alors une portée pratique et visait simplement à sauvegarder l'institut d'émission contre un drainage d'or intérieur en temps de crise ou de panique.

Evolution de la proportion de couverture réelle jusqu'à la fin du XIX^e siècle

Le graphique 1 permet de suivre l'évolution de l'encaisse et de la proportion réelle depuis 1850 jusqu'à la première guerre mondiale.

Jusqu'aux environs de 1870, l'encaisse ne comprend de devises que par intervalles. Par la suite, elle est composée de devises pour une part croissant sans interruption jusqu'en 1906. Le pourcentage de l'or diminue de façon presque constante, jusqu'à osciller entre 15,2 et 19,2 p. c. de 1896 à 1900.

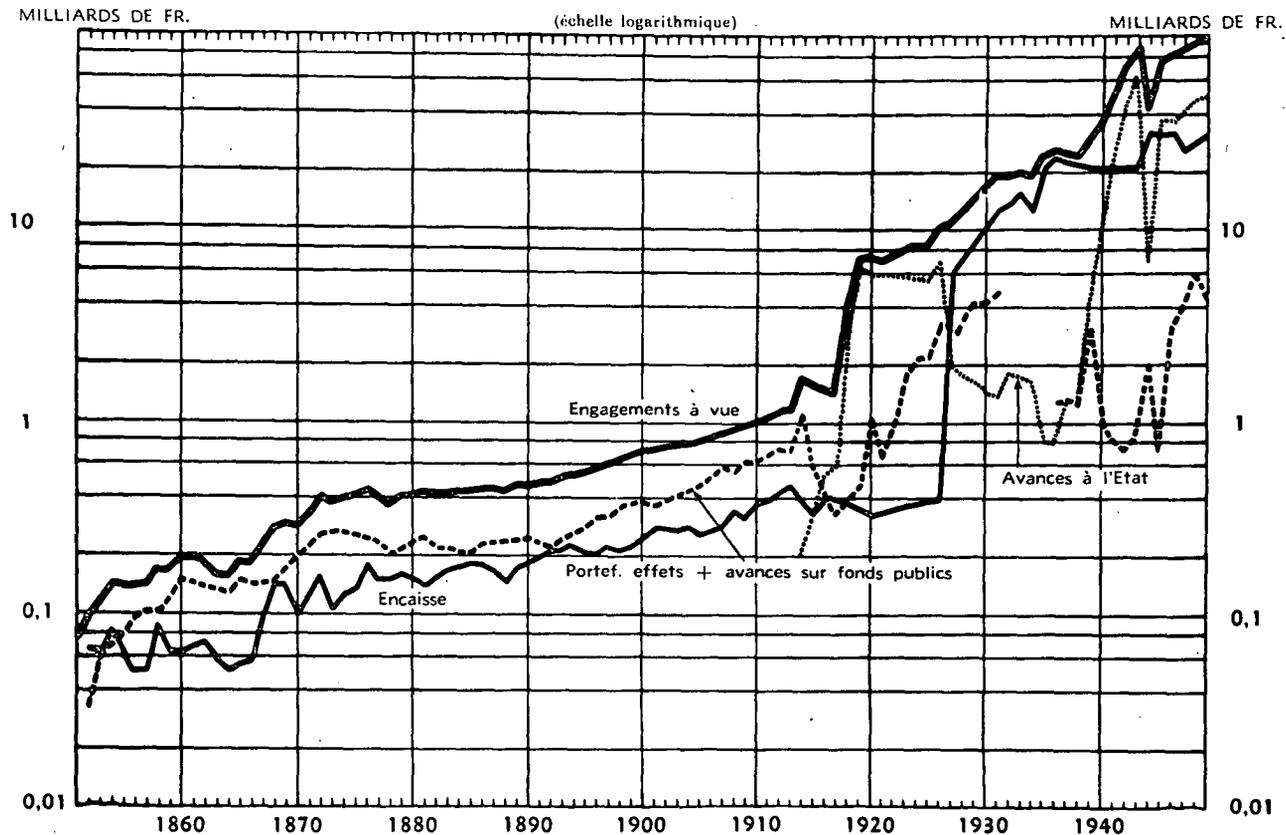
La moyenne annuelle de la proportion dépasse toujours le tiers sauf en 1874, pendant la brève période d'émission inflatoire provoquée par la participation active de la Belgique aux énormes transactions de change afférentes au paiement de l'indemnité de guerre due par la France à l'Allemagne. Mais elle est rarement de beaucoup supérieure à 33 p. c. Pendant trente ans, elle se tient légèrement au-dessus de 40 p. c.

Ces moyennes recouvrent cependant de nombreuses chutes en dessous du niveau légal, sans que pour autant l'autorisation gouvernementale ou ministérielle fût toujours demandée. Elle ne le fut pratiquement que si la baisse de la couverture se prolongeait jusqu'au point de devoir apparaître aux situations périodiques, mensuelles jusqu'en 1872, hebdomadaires depuis lors.

Jusqu'au début du XX^e siècle, le climat reste d'ailleurs favorable au maintien d'une couverture proche de la proportion et d'une faible réserve métallique. L'incidence de la conjoncture internationale s'exerce de façon amortie sur l'économie belge. La structure de l'appareil de crédit maintient le marché en banque, de sorte que la politique du taux de l'escompte garde son efficacité. Les besoins de la convertibilité intérieure diminuent en raison directe du

(11) Weber à Malou, ministre des Finances, 10 février 1872 (Archives de la Banque Nationale).

Sources des engagements à vue



succès des billets, fort accusé depuis 1870. Le billet de vingt francs remplace de plus en plus le louis d'or; son montant dans la circulation globale ne représente qu'environ 2,5 p. c. en 1859, mais passe à 14,5 p. c. en 1900. L'écu devient peu à peu la seule pièce métallique en circulation à côté des monnaies divisionnaires. Grâce aux accords conclus avec la Banque de France, l'approvisionnement en pièces blanches servant à la convertibilité intérieure n'offre pas de grandes difficultés.

Dans un régime d'étalon monétaire automatique, même imparfait, la proportion légale se maintient d'ailleurs facilement aussi longtemps que l'on se trouve en période d'expansion économique fondamentale, ce qui est le cas jusqu'à la guerre. Aussi la Banque est-elle peu disposée à accumuler des réserves métalliques abondantes et à dépasser la proportion. Elle n'éprouve aucunement le désir de contribuer activement à l'expansion de la circulation fiduciaire; elle favorise, au contraire, le développement des modes de paiement amétalliques. Des soucis de rentabilité la préoccupent tout comme les autres instituts d'émission dont on reconnaît partout que ce sont des entreprises privées concessionnaires, assujetties à certaines règles pour l'émission des billets (12). Le but de lucre se manifeste d'ailleurs de façon modérée et ne suscite que peu de réactions, sauf auprès de

certain, qui contestent encore la légitimité de son monopole. Elle considère le métal comme un capital mort. Sans doute l'état de son portefeuille commercial pourrait-il l'inciter à gonfler l'encaisse afin de compenser ainsi l'élasticité toute relative d'une masse d'effets qui ne répondent pas aux prescriptions formelles de ses statuts. Mais l'évolution économique lui permet la plupart du temps de passer outre.

Le revirement de la tendance entre 1900 et 1914

Entre 1900 et 1914, la Banque juge cependant devoir reviser son attitude à l'égard de la couverture, augmenter progressivement la proportion réelle et accroître les réserves d'or. Des raisons d'ordre très divers dont elle surestime souvent l'importance, par suite des remous de l'opinion publique et des critiques parfois inconsidérées dont elle est l'objet, la décident à rompre avec une tradition plus que trentenaire.

L'extension rapide des opérations de crédit auxquelles se livrent les banques privées restreint son emprise sur le marché. En 1899, la part de son portefeuille commercial dans le portefeuille total des banques belges est encore de 61 p. c. en chiffres ronds; en 1913, elle n'est plus que de 45 p. c. Le taux hors banque suit moins fidèlement les impulsions du taux officiel. Le portefeuille des institutions privées attire le papier de qualité parce que les entreprises

(12) R. Mossé, « La monnaie », Paris, 1950, p. 27.

rencontrent auprès d'elles des facilités que la Banque n'est pas tenue de fournir ou qu'elle ne peut développer sans être accusée de se livrer à une concurrence déloyale. Ainsi se précisent les modifications de structure auxquelles elle devra chercher remède après la première guerre mondiale.

D'un autre côté, la situation des changes inspire des inquiétudes ici comme dans d'autres pays, tels que la Suisse, la Hollande et l'Allemagne. La baisse des cours, très faible cependant, ne parvient pas à être enrayée de façon durable. Le seul état de la balance des comptes explique ce phénomène en grande partie, mais il semble que sa permanence tout au moins soit attribuable à la méthode défectueuse dont les changes sont cotés à Bruxelles et à l'incidence concomitante du drainage des écus. Peu importe d'ailleurs la véritable raison de la détérioration du franc : le fait essentiel est qu'elle préoccupe vivement l'opinion publique. On constate alors pour la première fois qu'au moment où se manifeste une grande abondance de billets, les signes de méfiance vis-à-vis de ceux-ci se multiplient aisément. Bien que, dans un système d'échange devenu très complexe, l'expansion de la circulation monétaire soit parfaitement justifiée, beaucoup parlent d'inflation et tiennent la Banque pour responsable de l'état des changes. A l'étranger, surtout en Angleterre et en France, la presse se fait l'écho de cette méfiance et va jusqu'à déconseiller les placements en valeurs belges, vu l'état de la couverture.

Deux autres facteurs contribuent à déterminer un revirement. La Banque redoute désormais au plus haut point les conséquences d'une rupture de l'Union latine, qui tarirait la source d'approvisionnement en écus fournis par la Banque de France et entraînerait l'adoption de l'étalon de change-or pur et simple, pour lequel elle a toujours manifesté une vive prédilection. En second lieu, la tension internationale, si vive depuis 1906, incite à la constitution de réserves de change pour permettre au pays de vivre de façon indépendante sous le couvert de ses garanties de neutralité dans l'éventualité d'un conflit armé.

En 1906, la Banque décide de porter la couverture réelle à 50 p. c. des engagements à vue, dont la moitié au minimum en or, et la moitié au maximum en effets sur l'étranger. A partir de 1908, la proportion se relève, bien que les engagements à vue s'accroissent et que le drainage spéculatif des écus continue à sévir. Mais l'objectif final est encore loin d'être atteint au moment où le pays est envahi : la moyenne annuelle de l'encaisse métallique passe de 20,5 à 30,4 p. c. il est vrai, mais celle de l'encaisse totale reste pratiquement inchangée à 40 p. c.

Modifications survenues dans la notion de couverture depuis la guerre 1914-1918

La guerre hâte le mûrissement des tendances constatées depuis quelques décades dans la structure monétaire nationale. La circulation métallique est

réduite aux seules monnaies divisionnaires auxquelles sont assimilés pièces et billets de cent sous et, plus tard, pièces et billets de 20 et de 50 francs. La circulation fiduciaire et scripturale constitue la presque totalité du volume des instruments de paiement. Les problèmes posés par les transactions internationales acquièrent une importance prédominante par suite de l'instabilité des changes. Les vieilles tendances à l'étalon-or s'accusent, mais ne se matérialiseront qu'en 1926. La responsabilité de l'Etat en matière monétaire s'accroît à raison des réglementations requises par la défense du change, ainsi que du financement d'une partie de ses besoins par la banque centrale.

De profondes modifications sont introduites dans la législation relative à la contre-partie des engagements à vue et à la proportion légale.

Avant 1914, cette partie de la couverture globale qui n'est pas constituée par des moyens de paiement à caractère international devait être absolument liquide, d'où la sévérité de la loi à l'égard des opérations d'escompte et d'avances, et les restrictions fondamentales apportées aux avoirs de la Banque en fonds publics. Depuis lors, une grande partie de ces avoirs a été constituée par des créances sur l'Etat, surtout en 1914-1926 et depuis 1939. La loi du 28 juillet 1948 a même consolidé ces créances à concurrence de 35 milliards en chiffres ronds, soit environ le tiers des engagements à vue au début de 1951, rompant brutalement avec le principe de liquidité consacré antérieurement. Les autres créances de la Banque sur l'Etat, quoique étant à court terme en droit, ne répondent plus en fait aux conceptions d'élasticité orthodoxes.

Les dangers inhérents au financement des besoins du Trésor par les avances de la banque centrale amènent les autorités monétaires à limiter celles-ci conventionnellement par des marges établies à raison de considérations de prudence, de politique monétaire et budgétaire traditionnelles. C'est un moyen appréciable de limiter les dégâts du cours forcé qui impose à la Banque une responsabilité nouvelle, liée directement à la situation des finances publiques. Ce phénomène, propre à tous les instituts d'émission, a conduit le législateur à étendre quelque peu les limites des moyens d'action classiques de la Banque, notamment par l'élargissement du cadre des opérations sur le marché libre, mais il lui a fait surtout comprendre que ces moyens d'action ne pouvaient reprendre leur efficacité d'autrefois si la création de monnaie scripturale n'était pas réglementée.

Bien que, depuis le dernier quart du XIX^e siècle, les troubles résultant du caractère inorganique de la création de monnaie scripturale fussent apparents, bien que les leçons si claires de Cantillon, de Thornton, Gilbert, Macleod et Tooke, qui assimilent le billet et la monnaie scripturale, eussent tracé la voie depuis longtemps, bien que le professeur Ansiaux eût insisté, en 1912, devant la Commission monétaire,

sur le fait que « la substitution progressive de la monnaie scripturale aux coupures équivalait à remplacer une circulation de billets réglementée par une circulation de dépôts non réglementée et qu'ainsi la protection assurée au public qui utilise des moyens fiduciaires était réduite à néant » (13), il fallut attendre que se produisît à partir de 1930, une situation comparable à celle dans laquelle les banques mixtes avaient été plongées en 1848, pour que l'émission de cette monnaie fût soumise à contrôle. Depuis 1934-1935, l'action directe de la politique du taux de l'escompte s'est conjuguée de façon utile avec le jeu des proportions mobiles imposées aux banques privées.

Des modifications non moins considérables affectent les notions traditionnelles relatives à la couverture. Celle-ci n'a pratiquement plus servi à assurer la convertibilité intérieure. Il faut d'ailleurs ajouter qu'elle n'avait jamais été entière. En effet, si, dans le système antérieur à la guerre, les billets étaient librement remboursables, ce droit était de moins en moins respecté par la plupart des membres de l'Union latine, par suite de la suppression de la frappe libre de l'argent en 1876 et du fait que, depuis 1882, le prix de l'or, compte tenu des cours des changes, était en règle générale trop élevé pour couvrir les frais de fabrication. En outre, la Banque usa assez souvent de certaine latitude que lui laissaient ses statuts pour restreindre les remboursements en écus quand elle était gênée : les agents en province pouvaient, en effet, ajourner le remboursement des billets pendant les délais indispensables pour acheminer les réserves de pièces depuis le siège central. Vers la fin du siècle, donnant de l'argent ou de l'or à son gré, elle ne cédait plus de métal jaune sinon dans les rares cas où elle ne disposait pas d'écus, de telle façon que tout l'or non thésaurisé se concentra dans son encaisse. Mais l'obligation de convertir subsistait pleinement, au point qu'aux époques où la Banque usait d'une façon un peu abusive des latitudes susdites, elle dut le faire sous sa seule responsabilité, le Ministre des Finances ne voulant pas donner son assentiment à une interprétation sans doute critiquable de la loi.

L'instauration du cours forcé en 1914, et surtout le maintien de celui-ci jusqu'en 1926, son rétablissement passager en 1935 et durable depuis 1939, ont porté un coup mortel à la convertibilité intérieure dont la notion même a disparu de la conscience publique. Même lorsque le droit à la conversion fut décrété en 1926, au moment où l'étalon-or fut instauré, le remboursement en or, en argent à sa valeur-or, en devises-or sur l'étranger, se fit au choix de la Banque, comme auparavant; mais dans les circonstances nouvelles, cette disposition réduisit singulièrement la portée de la convertibilité. Seuls l'achat et la vente de lingots aux guichets eurent encore une

certaine importance, mais ne servirent en fin de compte qu'à alimenter l'industrie d'un côté, la thésaurisation de l'autre; cette dernière particularité ajouta son poids aux motifs invoqués pour instaurer le cours forcé dans les périodes de tension internationale grave.

Ainsi la convertibilité n'a pratiquement plus servi qu'aux transactions internationales. La couverture est devenue essentiellement la réserve de change suprême de la nation. Sans doute l'avait-elle toujours été et serait-on mal venu de prétendre qu'elle remplit, depuis 1914, un rôle nouveau. Mais le niveau de la couverture devient le baromètre de la confiance que mérite la devise nationale, sauf en période de cours forcé, pendant laquelle sa considération s'efface devant celle du volume des billets. L'encaisse suscite la convoitise de ceux qui veulent mettre leurs liquidités à l'abri des fluctuations des changes et de l'effet des dévaluations; mal défendue, elle risque d'être entraînée par une énorme masse de capitaux erratiques en quête de sécurité à travers un monde agité.

Il en résulte que la Banque a des responsabilités partagées; les changes étant déterminés par des facteurs fortement influencés par la politique économique générale, elle n'est plus toujours en mesure, depuis 1918, d'en assurer seule l'équilibre en toute circonstance. L'Etat partage ces responsabilités, surtout quand il suspend la convertibilité non seulement pour sauvegarder les réserves de change nationales, mais aussi pour pouvoir procurer au Trésor des ressources financières.

En vertu de cet état de choses, le Trésor a alimenté l'encaisse à diverses reprises au moyen du produit d'emprunts extérieurs; dans d'autres cas, notamment entre 1919 et 1926, il a gardé par devers lui des montants considérables de devises obtenues par ces emprunts, au lieu de les céder à la Banque. La raison première de cette façon de procéder résulte du cours forcé et d'un régime de changes fluctuant : aussi longtemps que le taux de dépréciation de l'unité monétaire n'était pas fixé par la loi, la valeur théorique de cette unité restait inchangée et la comptabilisation des devises à ce taux devenait illogique et troublante; la cession des réserves de devises du Trésor à la Banque aurait abouti à gonfler sans nécessité les engagements à vue et à lui endosser des risques injustifiés.

La dualité des responsabilités est également à la base des décisions qui ont été prises quant à l'affectation du bénéfice comptable de la réévaluation de l'encaisse en 1926, 1936, 1948 et 1950 : il a été attribué à l'Etat. Il en est résulté que, sur le plan juridique, la propriété de l'encaisse ne relève plus du droit commun comme ce fut le cas auparavant. Tout se passe comme si l'institut d'émission continuait à jouir uniquement d'un droit de disposition cependant que les plus-values résultant de dévaluations reviennent

(13) P. KAUCH, *o. c.*, pp. 267-268.

implicitement à la communauté, les pertes résultant de manipulations monétaires devant être supportées par le Trésor. Mais jamais ces normes apparentes n'ont été soumises à un examen approfondi, jamais elles n'ont donné lieu à une réglementation durable.

Modification de la proportion légale et des éléments constitutifs de la couverture en 1926

L'inflation et la dépréciation des changes entre 1919 et 1926 avaient bouleversé à tel point la confiance qu'au moment où le gouvernement opéra ce qu'il croyait être une stabilisation définitive, il obtint du Parlement que la proportion fût fixée au niveau très élevé de 40 p. c., la couverture-or ne pouvant être inférieure à 30 p. c. En même temps, les stipulations qui avaient donné depuis soixante-quinze ans une si grande élasticité au jeu de la couverture furent supprimées d'un trait de plume.

Ces dispositions allaient à l'encontre de toutes les notions admises par le législateur en 1850, en 1872 et en 1900. Elles n'infirment en aucune façon le bien-fondé d'un système qui avait fait ses preuves. Elles s'expliquent par le désir de rompre avec le passé — la création du belga en est une autre preuve —, de provoquer une réaction sociale favorable à la stabilisation; elles s'expliquent aussi par la valeur psychologique toute nouvelle qui fut accordée à l'encaisse en 1926 et par la contagion des réformes monétaires pratiquées ailleurs.

Le législateur engageait ainsi l'avenir; à longue échéance, il compliquait singulièrement la tâche de l'institut d'émission.

Les facteurs de rigidité introduits dans l'émission étaient dangereux parce que la banque centrale disposait, tout au moins jusqu'en 1934-1935, de peu de moyens susceptibles de resserrer rapidement et en tout cas d'augmenter directement la liquidité du marché monétaire. En cherchant le salut dans des règles strictes au point que les législateurs d'une période pourtant orthodoxe les avaient rejetées, ils démunissaient la Banque de possibilités d'agir que l'absence de contrôle organique sur l'appareil bancaire rendait pourtant indispensables. Bien plus, à force de ménager l'opinion publique au lieu de l'éduquer, à force de vouloir peser sur le facteur psychologique, la proportion légale dut être dépassée sérieusement pour laisser la Banque libre de ses mouvements. Enfin, étant donné l'attention constante avec laquelle le public suivait l'évolution du rapport légal, l'institut d'émission fut rapidement tenté de constituer des réserves occultes susceptibles de cacher les à-coups de la proportion.

Les modifications susdites ont présenté le triple inconvénient de placer très haut le niveau autour duquel oscille la confiance, d'amener la Banque, d'accord avec le Département des Finances, à aménager

les situations périodiques d'une façon qui ne traduit pas la situation réelle, de provoquer des réactions beaucoup plus vives tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger au moment où cette situation réelle fut divulguée.

Les conclusions auxquelles aboutit, quelques années après, la Délégation de l'or du Comité financier de la Société des Nations, parlant des raisons d'ordre psychologique pour lesquelles beaucoup de pays avaient introduit dans leur législation monétaire le système d'un minimum de couverture « suffisant » — système auquel la Belgique était habituée depuis trois quarts de siècle —, sont caractéristiques à cet égard : « Le minimum de couverture d'or n'est, en période normale, jamais utilisé, disent-elles; même lorsque les dispositions législatives en autorisent l'emploi dans certaines circonstances, les conditions imposées sont telles que les banques sont en fait obligées de détenir une marge importante en monnaie d'or (ou en avoirs étrangers) en sus de ce minimum. Le rôle principal de ce minimum légal est donc d'inspirer la confiance, car toutes les opérations sont effectuées, non à l'aide de ce minimum, mais à l'aide de la marge additionnelle détenue en or ou en avoirs immédiatement convertibles en or. Ce minimum est donc en grande partie le résultat d'une convention, et il est tout à fait certain qu'on pourrait réaliser une économie considérable en réduisant le montant du minimum généralement admis. Nous croyons que cette réduction pourrait se faire sans porter atteinte en aucune façon à l'organisation générale du crédit » (14). Des suggestions analogues furent présentées plus tard, entre autres à la Conférence Monétaire et Economique de Londres en 1933. En 1944, la Société des Nations, faisant le bilan de l'expérience monétaire internationale pendant l'entre-deux-guerres, ne trouvait pas hors de propos de rappeler cette vérité première, que seul l'excédent de la couverture légale est disponible pour servir de monnaie internationale, et citait à l'appui de sa thèse une boutade empruntée aux *Economic Essays and Addresses* de Pigou et Robertson, d'après laquelle obliger par là les banques centrales à maintenir une convertibilité constante entre la monnaie nationale et les monnaies étrangères revient à dire que « pour assurer que les taxis ne manqueront jamais, une certaine proportion de taxis doit toujours se trouver en stationnement » (15).

Depuis 1926, la confiance du législateur dans les bienfaits d'une couverture élevée est cependant restée si forte qu'il en dota deux autres éléments de la circulation monétaire au sens large, alors que ceux-ci n'inspiraient aucune crainte particulière au

(14) E. ULRICH, O. C., p. 257.

(15) « L'expérience monétaire internationale », Société des Nations, Genève, 1944, p. 107.

public : les comptes chèques et les monnaies divisionnaires. Par une convention du 23 février 1927, une réserve fut constituée pour les fonds de tiers en comptes chèques; le placement de cette réserve fut confié à la Banque; alimentée progressivement en or à concurrence de 500 millions, elle disparut en 1939, vendue à la Banque pour compte de l'Etat, lors du resserrement des disponibilités du Trésor à la veille de la guerre. En 1930 fut constitué un Fonds monétaire couvrant la circulation divisionnaire, tout inutile qu'il fût sur le plan technique et théorique; ce fonds, comme ceux qui l'avaient précédé depuis 1886 et qui avaient eu un sort analogue, reposait entièrement sur le crédit de l'Etat, notion très floue et très contingente; placées à raison de 40 p. c. en or et en devises convertibles en or, ces réserves disparurent en 1934, en période de crise, lorsque son portefeuille fut transféré à l'Office central de la petite Epargne.

Si les dispositions relatives à la couverture des chèques postaux et aux monnaies divisionnaires moururent de leur belle mort, par contre celles relatives à la proportion légale de la Banque restèrent intactes, bien que l'occasion de revenir au statut antérieur à 1926, ou du moins à un statut plus souple, se fût présentée lors des réformes monétaires et des revisions de la loi organique subséquentes. Lorsque, en 1939, le niveau de la proportion légale fut remis en question, parce qu'il ne paraissait pas entièrement compatible avec les considérations théoriques et les nécessités pratiques, les instances compétentes jugèrent préférable de surseoir à un examen approfondi de la question, vu les circonstances internationales et l'état de l'opinion publique, bien que les changements très importants apportés au régime de la couverture dans un pays où l'opinion publique est aussi traditionnaliste que dans le Royaume-Uni, eussent démontré, au début de la même année, que la proportion peut être abaissée sans provoquer de répercussions susceptibles d'ébranler la confiance.

La loi de 1926 n'apporte pas de changements fondamentaux aux prescriptions relatives à la composition de la couverture. L'étalon de change-or introduit officiellement à cette date, avait été pratiqué depuis longtemps déjà avant la guerre 1914-1918, sous une forme adaptée aux circonstances propres au régime de l'Union latine. L'argent disparaît progressivement de l'encaisse; ce qui en reste en 1926 est cédé au Trésor pour la frappe de monnaies divisionnaires. L'or et les devises-or sont seuls à composer les réserves de change jusqu'en 1940; les moyens d'action de la Banque sont élargis en même temps sur le marché des changes. C'est à partir de 1940 seulement que, par suite des accords de change et des réglementations de transferts, de nouveaux éléments de couverture à caractère international sont compris dans la couverture; ces éléments n'ayant pas la liquidité requise, les autorités monétaires s'efforcent d'en limiter le montant conventionnellement.

Evolution de la proportion de couverture réelle depuis 1914-1918

Bien qu'en 1914-1918, en 1935 et depuis 1939, le cours forcé ait suspendu l'application de la proportion légale, la Banque n'a pas eu moins d'égards pour celle-ci qu'auparavant. A n'observer que les moyennes annuelles de la proportion réelle depuis la stabilisation de 1926, on constate que, jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, elle a dépassé notablement le niveau légal : elle n'a jamais été inférieure à 67 p. c.; elle a atteint 89,1 p. c. en 1937; la quotité de l'encaisse par rapport aux seuls billets en circulation n'est pas descendue sous 70 p. c.; elle a dépassé 100 p. c. entre 1935 et 1937, le maximum étant de 107 p. c. pendant l'année intermédiaire. L'examen des chiffres hebdomadaires aboutit à des constatations un peu différentes; mais aux plus mauvais moments, l'encaisse dépasse encore très largement le pourcentage légal.

Cette évolution est en opposition nette avec celle d'avant 1906; elle laisse loin derrière elle l'objectif que la Banque s'était fixé cette année-là; elle dépasse les exigences normales du *banking principle* et ne se justifie que par des contingences historiques. En effet, entre 1906 et 1939, le législateur et la Banque n'ont cessé de considérer une encaisse considérable comme le meilleur moyen d'amortir les mouvements erratiques de capitaux, et comme un moyen susceptible de prémunir la devise nationale contre une dévaluation éventuelle dans un régime de changes instables.

Bien que, depuis la guerre, la situation ait très fort changé, des efforts considérables ont été déployés pour maintenir une encaisse métallique abondante; exprimée en moyenne annuelle, elle a dépassé constamment 30 p. c.; compte tenu des avoirs en devises, la proportion de couverture a oscillé entre 45 p. c. et 56 p. c. en chiffres ronds.

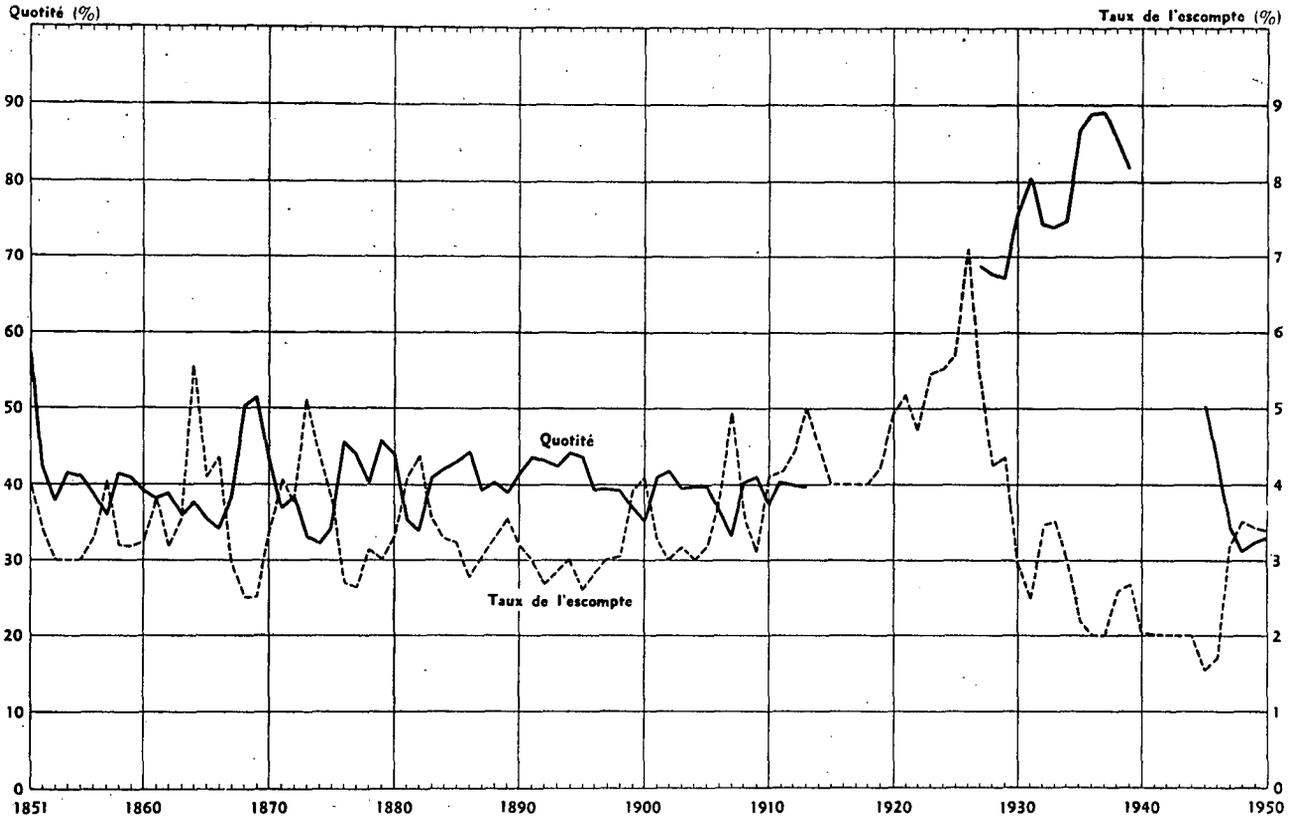
Un tel état de choses fait ressortir que la Banque a toujours considéré comme son devoir fondamental de détenir une couverture réelle dépassant la proportion légale dans la mesure que des raisons d'ordre économique général lui paraissent rendre désirable; ses obligations lui imposent, en effet, un degré de prudence qui dépasse les prescriptions de la loi. Il existe, à cet égard, une dissociation fondamentale entre les devoirs permanents d'un institut d'émission et les opinions que se fait le législateur sur le caractère approprié de textes qu'il modifie à son gré selon des convictions qui, très souvent, ne tiennent pas suffisamment compte des besoins techniques inhérents à la défense d'une monnaie saine. Maintenir en vigueur la proportion légale elle-même, quel que soit son niveau, a en outre, depuis environ quarante ans, la valeur d'un frein puissant à une émission exagérée faite sous l'impulsion des pouvoirs publics, portés, dans des circonstances difficiles, à financer par le recours à la banque centrale les déficits de trésorerie

qu'il est malaisé de couvrir par les ressources budgétaires normales. Aussi est-il compréhensible que la Banque ait jugé indispensable, chaque fois que le

cours forcé a été instauré, qu'il y fût mis fin aussitôt que possible et que les prescriptions relatives à la couverture légale fussent à nouveau observées.

GRAPHIQUE II

Quotité moyenne de l'encaisse par rapport aux engagements à vue et taux moyen de l'escompte



LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au *Moniteur* belge, au cours du mois précédant celui de la parution du *Bulletin*.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

I — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 28 décembre 1950

modifiant l'arrêté du Régent du 13 juin 1949 organique des conseils d'entreprise (*Moniteur*, 12 janvier 1951, p. 171).

Arrêté royal du 28 décembre 1950

modifiant l'arrêté du Régent du 13 juillet 1949, organisant l'élection des délégués aux conseils d'entreprise (*Moniteur*, 12 janvier 1951, p. 172).

Arrêté royal du 18 janvier 1951

portant création du Conseil professionnel du métal (*Moniteur*, 31 janvier 1951, p. 601).

Vu la loi du 20 septembre 1948, portant organisation de l'économie, notamment les articles 6 à 8 et 13;

Vu l'avis du Conseil central de l'économie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

SECTION I. — Dénomination et composition.

Article 1^{er}. — Il est institué, par application de l'article 6 de la loi du 20 septembre 1948, un établissement public dénommé « Conseil professionnel du métal », qui a pour mission d'adresser à un Ministre et au Conseil

central de l'économie, soit d'initiative, soit à la demande de ces autorités et sous forme de rapports exprimant les différents points de vue exposés en son sein, tous avis ou propositions concernant les problèmes relatifs à la branche d'activité ci-après déterminée.

Art. 2. — Cette branche d'activité économique comprend :

le traitement des minerais ferreux et non ferreux ;
la production et la transformation des métaux ferreux et non ferreux ;

l'usinage, l'assemblage et le montage des produits ferreux et non ferreux en ouvrages et engins métalliques, mécaniques et électro-mécaniques ;

le commerce d'importation, d'exportation, de gros et de détail des minerais, métaux, produits et fabrications susmentionnés ;

et toutes les activités directement connexes, que déterminera le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 3. — Le Conseil professionnel du métal comprend, outre le président :

a) huit membres effectifs nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives des chefs d'entreprises de la branche susmentionnée ;

b) huit membres effectifs nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives des travailleurs de la branche d'activité susmentionnée ;

c) deux personnalités réputées pour leur valeur scientifique ou technique.

Il compte autant de membres suppléants que d'effectifs.

Art. 4. — En vue de la nomination des membres visés à l'article 3, a) et b) du présent arrêté et de leurs suppléants, le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions invite les organisations les plus représentatives des chefs d'entreprises et des travailleurs intéressés, à lui présenter dans le délai d'un mois,

une liste de deux candidats aux fonctions de membre effectif et de deux candidats aux fonctions de membre suppléant pour chaque siège qui leur sera attribué.

Art. 5. — Dans le délai d'un mois à dater de leur nomination, les membres nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives prévues à l'article 3, a) et b) du présent arrêté se réunissent sur convocation et sous la présidence du président ou, à son défaut, du doyen d'âge.

Ils établissent au cours de cette réunion, en vue de la nomination des personnalités visées à l'article 3, c), du présent arrêté et de leurs suppléants, une liste de deux candidats membre effectif et de deux candidats membre suppléant, choisis parmi les personnalités présentées par les membres nommés conformément à l'article 3, a), du présent arrêté, et une liste de deux candidats membre effectif et de deux candidats membre suppléant, choisis parmi les personnalités présentées par les membres nommés conformément à l'article 3, b), du présent arrêté. Ces listes sont transmises au Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 6. — Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de membres effectifs ou suppléants, nommés conformément à l'article 4 du présent arrêté, le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, invite les organisations visées selon les cas, à l'article 3, a) ou à l'article 3, b), du présent arrêté, à lui adresser, dans le délai d'un mois, une liste de deux candidats par siège vacant.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de personnalités nommées conformément à l'article 5 du présent arrêté, les membres du Conseil professionnel nommés en application de l'article 3, a) et b) du présent arrêté, établissent, par siège vacant, une liste de deux candidats, choisis parmi les personnalités présentées selon le cas, par les membres nommés en application de l'article 3, a) ou 3, b) du présent arrêté. Cette liste est transmise au Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, dans le délai d'un mois à dater de la vacance.

Art. 7. — Le nom d'un candidat ne peut figurer plus d'une fois sur une liste déterminée de présentation.

Le candidat effectif peut être nommé membre suppléant.

Art. 8. — Tout candidat membre du Conseil professionnel doit :

- 1° être Belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques.

Art. 9. — Le mandat des membres du Conseil professionnel nommés en application de l'article 3 du présent arrêté est d'une durée de quatre ans. Toutefois, le premier mandat est d'une durée de deux ans.

Le mandat est renouvelable.

Les personnes nommées en remplacement d'un membre du Conseil professionnel achèvent le mandat de leur prédécesseur.

Art. 10. — Le mandat du président est d'une durée de six ans. Il est renouvelable.

Le mandat du premier président est toutefois d'une durée de trois ans.

SECTION II. — Modalités de fonctionnement.

Art. 11. — Le Conseil professionnel du métal établit son siège dans l'agglomération bruxelloise, telle qu'elle est délimitée à l'article 2, § 5, de la loi du 28 juin 1932, relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Art. 12. — Il se réunit sur convocation de son président.

Il siège au moins une fois par trimestre.

Si un Ministre, le Conseil central de l'économie ou deux membres effectifs du Conseil professionnel en forment la demande, il doit être réuni endéans la quinzaine avec à l'ordre du jour l'objet demandé.

Art. 13. — Le Conseil professionnel ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres, non compris le président, sont présents.

Toutefois, après une deuxième convocation, il délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 14. — Chaque membre effectif du Conseil professionnel peut se faire remplacer par un membre sup-

pléant, choisi dans la même catégorie que le membre effectif qu'il remplace. Ce dernier est tenu de faire connaître le nom du suppléant au président avant l'ouverture de la séance.

Art. 15. — A défaut de président, le doyen d'âge des membres effectifs nommés en application de l'article 3, c) du présent arrêté, a tous les pouvoirs et attributions du président.

Art. 16. — Le vote se fait à main levée ou par appel nominal. Il a lieu au scrutin secret lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nomination ou de révocation.

Lorsque le vote n'a pas lieu au scrutin secret, le président vote en dernier lieu et sa voix est prépondérante en cas de parité des voix.

Art. 17. — Les séances ne sont pas publiques.

Art. 18. — Le Conseil professionnel constitue en son sein un bureau dont le président du Conseil professionnel assume la présidence.

Le règlement d'ordre intérieur détermine la composition et les modalités de fonctionnement du bureau.

Le bureau se réunit à l'initiative du président. Si l'un des membres du bureau le demande, il doit se réunir dans les quinze jours.

Art. 19. — Le bureau prépare les affaires à soumettre au Conseil professionnel; il établit l'ordre du jour des séances du Conseil professionnel, veille à l'exécution de ses décisions et lui fait rapport sur l'activité du secrétariat.

Il peut déléguer temporairement au président une ou plusieurs de ses attributions.

Art. 20. — Le secrétaire remplit les fonctions de rapporteur auprès du Conseil professionnel et du bureau et est chargé de l'exécution de leurs décisions.

Art. 21. — Le président ou, à son défaut, le secrétaire, représente le Conseil professionnel dans les actes publics et sous seing privé.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues, au nom du Conseil professionnel, par le président ou, à son défaut, par le secrétaire.

Art. 22. — Un exemplaire des rapports prévus à l'article 6, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1948 susmentionnée, des ordres du jour et des procès-verbaux des séances du Conseil professionnel est transmis au Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 23. — Les dispositions de la loi du 28 juin 1932, relative à l'emploi des langues en matière administrative, sont applicables à l'activité administrative du Conseil professionnel et à l'organisation de ses services administratifs.

Les documents mentionnés à l'article 22 du présent arrêté sont rédigés dans les deux langues nationales.

Art. 24. — En matière administrative, financière et budgétaire, le contrôle des actes du Conseil professionnel est exercé par un commissaire du Gouvernement. Celui-ci est assisté par un commissaire-adjoint qui, le cas échéant, le remplace.

Les fonctions de commissaire et de commissaire-adjoint du Gouvernement seront exercées par le commissaire et le commissaire-adjoint du Gouvernement près du Conseil central de l'économie.

Ceux-ci ont à l'égard du Conseil professionnel les mêmes pouvoirs que ceux prévus à l'article 15 de l'arrêté du Régent du 6 mars 1950, déterminant les modalités de fonctionnement du Conseil central de l'économie.

Art. 25. — Le Conseil professionnel ne peut posséder en propriété, ou autrement, que les immeubles nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

Les disponibilités en numéraire excédant les menues dépenses journalières sont déposées à l'Office central des chèques et virements postaux.

Art. 26. — Il est accordé au président un double jeton de présence et des dédommements forfaitaires pour frais de déplacement, de séjour et de représentation.

Des jetons de présence et des indemnités pour frais de déplacement et de séjour sont attribués aux membres du Conseil professionnel. Ils peuvent l'être au commissaire du Gouvernement et à son adjoint.

Il sera fait application du régime en vigueur dans les départements ministériels à l'égard des directeurs, en ce

qui concerne les frais de déplacement des membres du Conseil professionnel. Des dédommagements forfaitaires pour frais de séjour leur sont accordés.

Le budget annuel du Conseil professionnel fixe le montant des dédommagements forfaitaires et des jetons de présence.

Art. 27. — Le Conseil professionnel peut faire appel à des experts. Le montant de l'indemnité qui leur est attribuée est fixé par le bureau, le commissaire du Gouvernement entendu.

Art. 28. — Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté royal du 18 janvier 1951

portant création du Conseil professionnel du textile et du vêtement (Moniteur, 31 janvier 1951, p. 604).

Vu la loi du 20 septembre 1948, portant organisation de l'Économie, notamment les articles 6 à 8 et 13;

Vu l'avis du Conseil central de l'économie;

Vu l'avis du Conseil d'État;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

SECTION I. — Dénomination et composition.

Article 1^{er}. — Il est institué, par application de l'article 6 de la loi du 20 septembre 1948, un établissement public dénommé « Conseil professionnel du textile et du vêtement » qui a pour mission d'adresser à un Ministre et au Conseil central de l'économie, soit d'initiative, soit à la demande de ces autorités et sous forme de rapports exprimant les différents points de vue exposés en son sein, tous avis ou propositions concernant les problèmes relatifs à la branche d'activité ci-après déterminée.

Art. 2. — Cette branche d'activité économique comprend :

la mise en œuvre de matières textiles aux différents stades du processus de leur transformation et de leur achèvement;

la production de fibres textiles par procédé chimique; le rouissage et le teillage du lin;

la confection industrielle et artisanale et le travail sur mesure de tout article en matières textiles, la fabrication, la confection ou la transformation d'un élément ou d'un accessoire du vêtement;

le commerce d'importation, d'exportation, de gros et de détail des matières premières, produits et accessoires susmentionnés;

la teinture, le nettoyage et le blanchissage de ceux-ci; et toutes les activités directement connexes, que déterminera le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 3. — Le Conseil professionnel du textile et du vêtement comprend, outre le président :

a) quatorze membres effectifs nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives des chefs d'entreprises de la branche susmentionnée;

b) quatorze membres effectifs nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives des travailleurs de la branche d'activité susmentionnée;

c) deux personnalités réputées pour leur valeur scientifique ou technique.

Il compte autant de membres suppléants que d'effectifs.

Art. 4. — En vue de la nomination des membres visés à l'article 3, a) et b), du présent arrêté et de leurs suppléants, le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions invite les organisations les plus représentatives des chefs d'entreprises et des travailleurs intéressés, à lui présenter dans le délai d'un mois, une liste de deux candidats aux fonctions de membre effectif et de deux candidats aux fonctions de membre suppléant pour chaque siège qui leur sera attribué.

Art. 5. — Dans le délai d'un mois à dater de leur nomination, les membres nommés parmi les candidats présentés par les organisations les plus représentatives prévues à l'article 3, a) et b), du présent arrêté se réunissent

sur convocation et sous la présidence du président ou, à son défaut, du doyen d'âge.

Ils établissent au cours de cette réunion, en vue de la nomination des personnalités visées à l'article 3, c), du présent arrêté et de leurs suppléants, une liste de deux candidats membre effectif et de deux candidats membre suppléant, choisis parmi les personnalités présentées par les membres nommés conformément à l'article 3, a), du présent arrêté, et une liste de deux candidats membre effectif et de deux candidats membre suppléant, choisis parmi les personnalités présentées par les membres nommés conformément à l'article 3, b), du présent arrêté. Ces listes sont transmises au Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 6. — Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de membres effectifs ou suppléants, nommés conformément à l'article 4 du présent arrêté, le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions invite les organisations visées selon le cas, à l'article 3, a) ou à l'article 3, b), du présent arrêté, à lui adresser dans le délai d'un mois, une liste de deux candidats par siège vacant.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de personnalités nommées conformément à l'article 5 du présent arrêté, les membres du Conseil professionnel nommés en application de l'article 3, a) et b), du présent arrêté, établissent, par siège vacant, une liste de deux candidats, choisis parmi les personnalités présentées selon le cas, par les membres nommés en application de l'article 3, a) ou 3, b) du présent arrêté. Cette liste est transmise au Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions, dans le délai d'un mois à dater de la vacance.

Art. 7. — Le nom d'un candidat ne peut figurer plus d'une fois sur une liste déterminée de présentation.

Le candidat effectif peut être nommé membre suppléant.

Art. 8. — Tout candidat membre du Conseil professionnel doit :

1^o être Belge;

2^o jouir des droits civils et politiques.

Art. 9. — Le mandat des membres du Conseil professionnel nommés en application de l'article 3 du présent arrêté est d'une durée de quatre ans. Toutefois, le premier mandat est d'une durée de deux ans.

Le mandat est renouvelable.

Les personnes nommées en remplacement d'un membre du Conseil professionnel achèvent le mandat de leur prédécesseur.

Art. 10. — Le mandat du président est d'une durée de six ans. Il est renouvelable.

Le mandat du premier président est toutefois d'une durée de trois ans.

SECTION II. — Modalités de fonctionnement.

Art. 11. — Le Conseil professionnel du textile et du vêtement établit son siège dans l'agglomération bruxelloise, telle qu'elle est délimitée à l'article 2, § 5, de la loi du 28 juin 1932, relative à l'emploi des langues en matière administrative.

Art. 12. — Il se réunit sur convocation de son président.

Il siège au moins une fois par trimestre.

Si un Ministre, le Conseil central de l'économie ou trois membres effectifs du Conseil professionnel en forment la demande, il doit être réuni endéans la quinzaine avec à l'ordre du jour l'objet demandé.

Art. 13. — Le Conseil professionnel ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres, non compris le président, sont présents.

Toutefois, après une deuxième convocation, il délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 14. — Chaque membre effectif du Conseil professionnel peut se faire remplacer par un membre suppléant, choisi dans la même catégorie que le membre effectif qu'il remplace. Ce dernier est tenu de faire connaître le nom du suppléant au président avant l'ouverture de la séance.

Art. 15. — A défaut de président, le doyen d'âge des membres effectifs, nommés en application de l'article 3, c), du présent arrêté, a tous les pouvoirs et attributions du président.

Art. 16. — Le vote se fait à main levée ou par appel nominal. Il a lieu au scrutin secret lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nomination ou de révocation.

Lorsque le vote n'a pas lieu au scrutin secret, le président vote en dernier lieu et sa voix est prépondérante en cas de parité des voix.

Art. 17. — Les séances ne sont pas publiques.

Art. 18. — Le Conseil professionnel constitue en son sein un bureau dont le président du Conseil professionnel assume la présidence.

Le règlement d'ordre intérieur détermine la composition et les modalités de fonctionnement du bureau.

Le bureau se réunit à l'initiative du président. Si l'un des membres du bureau le demande, il doit se réunir dans les quinze jours.

Art. 19. — Le bureau prépare les affaires à soumettre au Conseil professionnel; il établit l'ordre du jour des séances du Conseil professionnel, veille à l'exécution de ses décisions et lui fait rapport sur l'activité du secrétariat.

Il peut déléguer temporairement au président une ou plusieurs de ses attributions.

Art. 20. — Le secrétaire remplit les fonctions de rapporteur auprès du Conseil professionnel et du bureau et est chargé de l'exécution de leurs décisions.

Art. 21. — Le président ou, à son défaut, le secrétaire, représente le Conseil professionnel dans les actes publics et sous seing privé.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont soutenues, au nom du Conseil professionnel, par le président ou, à son défaut, par le secrétaire.

Art. 22. — Un exemplaire des rapports prévus à l'article 6, alinéa 2, de la loi du 20 septembre 1948 susmentionnée, des ordres du jour et des procès-verbaux des séances du Conseil professionnel est transmis au Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Art. 23. — Les dispositions de la loi du 28 juin 1932, relative à l'emploi des langues en matière administrative, sont applicables à l'activité administrative du Conseil professionnel et à l'organisation de ses services administratifs.

Les documents mentionnés à l'article 22 du présent arrêté sont rédigés dans les deux langues nationales.

Art. 24. — En matière administrative, financière et budgétaire, le contrôle des actes du Conseil professionnel est exercé par un commissaire du Gouvernement. Celui-ci est assisté par un commissaire-adjoint qui, le cas échéant, le remplace.

Les fonctions de commissaire et de commissaire-adjoint du Gouvernement seront exercées par le commissaire et le commissaire-adjoint du Gouvernement près du Conseil central de l'économie.

Ceux-ci ont à l'égard du Conseil professionnel les mêmes pouvoirs que ceux prévus à l'article 15 de l'arrêté du Régent du 6 mars 1950, déterminant les modalités de fonctionnement du Conseil central de l'économie.

Art. 25. — Le Conseil professionnel ne peut posséder en propriété, ou autrement, que les immeubles nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

Les disponibilités en numéraire excédant les menues dépenses journalières sont déposées à l'Office central des chèques et virements postaux.

Art. 26. — Il est accordé au président un double jeton de présence et des dédommements forfaitaires pour frais de déplacement, de séjour et de représentation.

Des jetons de présence et des indemnités pour frais de déplacement et de séjour sont attribués aux membres du Conseil professionnel. Ils peuvent l'être au commissaire du Gouvernement et à son adjoint.

Il sera fait application du régime en faveur dans les départements ministériels à l'égard des directeurs, en ce qui concerne les frais de déplacement des membres du Conseil professionnel. Des dédommements forfaitaires pour frais de séjour leur sont accordés.

Le budget annuel du Conseil professionnel fixe le montant des dédommements forfaitaires et des jetons de présence.

Art. 27. — Le Conseil professionnel peut faire appel à des experts. Le montant de l'indemnité qui leur est attribuée est fixé par le bureau, le commissaire du Gouvernement entendu.

Art. 28. — Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Loi du 26 décembre 1950

contenant le budget des services du Premier Ministre pour l'exercice 1950 (Moniteur, 27 janvier 1951, p. 495).

Loi du 27 décembre 1950

modifiant les articles 72 et 73 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. — Erratum (Moniteur, 6 janvier 1951, p. 75).

Loi du 27 décembre 1950

contenant le budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1950 (Moniteur, 31 janvier 1951, p. 586).

Loi du 30 décembre 1950

contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1950 (Moniteur, 14 janvier 1951, p. 227).

Loi du 30 décembre 1950

contenant le budget du Corps de la Gendarmerie pour l'exercice 1950 (Moniteur, 14 janvier 1951, p. 240).

Loi du 30 décembre 1950

contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1950 (Moniteur, 19 janvier 1951, p. 339).

Arrêté ministériel du 13 janvier 1951

modifiant le taux des indemnités de réquisition de logements destinés aux personnes qui en sont privées par suite de la guerre (Moniteur, 26 janvier 1951, p. 482).

Arrêté royal du 13 janvier 1951

autorisant la Société nationale de la Petite Propriété terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 55.100.000 francs (Moniteur, 28 janvier 1951, p. 545).

Arrêté royal du 18 janvier 1951

relatif à la démonétisation de certaines pièces de 5 francs en nickel pur, des pièces de 5 francs en zinc et des pièces de 2 francs en acier (Moniteur, 22-23 janvier 1951, p. 410).

Arrêté royal du 23 janvier 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations des Polders ou de wateringues (Moniteur, 31 janvier 1951, p. 612).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté ministériel du 16 décembre 1950

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains fromages et poudres de lait (Moniteur, 12 janvier 1951, p. 173).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 14 décembre 1950

prescrivant le recensement annuel des entrepôts frigorifiques publics, des entreprises utilisant le froid pour le commerce, la production ou la transformation de denrées alimentaires, des fabriques de glace et de carbo-glace, des moyens de transport frigorifique par eau, par route et par rail (Moniteur, 31 janvier 1951, p. 607).

Arrêté royal du 15 décembre 1950

modifiant l'arrêté du Régent du 17 mai 1950 relatif à l'octroi, à titre temporaire, de primes aux industries produisant, à base de lait belge, certains fro-

mages, poudres de lait et laits concentrés (Moniteur, 7 janvier 1951, p. 105).

Arrêté royal du 18 janvier 1951

portant création du Conseil professionnel du métal (Moniteur, 31 janvier 1951, p. 601). (Voir texte, rubrique I.)

Arrêté royal du 18 janvier 1951

portant création du Conseil professionnel du textile et du vêtement (Moniteur, 31 janvier 1951, p. 604). (Voir texte, rubrique I.)

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 28 décembre 1950
rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles en date du 31 octobre 1950, concernant l'octroi du congé payé en 1950 (Moniteur, 6 janvier 1951, p. 84).

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1950
accordant des dérogations à l'article 3 de l'arrêté du Régent du 15 mars 1950, modifié par l'arrêté du Régent du 1^{er} juin 1950, relatif au commerce des fécules et tapiocas (Moniteur, 17 janvier 1951, p. 303).

Arrêté ministériel du 12 janvier 1951
relatif aux marchés aux ruminants et aux porcs (Moniteur, 14 janvier 1951, p. 247).

Arrêté ministériel du 24 janvier 1951
pris en exécution de l'article 23 de l'arrêté du Régent du 1^{er} juin 1950, relatif à l'organisation des Chambres des Métiers et Négoce (Moniteur, 29-30 janvier 1951, p. 565).

Arrêté ministériel du 25 janvier 1951
relatif à la vente des viandes bovines et de veau provenant de bétail primé au Grand Concours de Bétail gras de la ville d'Anvers, organisé par la Société royale Saint-Jean, les 28 et 29 janvier 1951, au marché de l'abattoir communal d'Anvers (Moniteur, 27 janvier 1951, p. 494).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté royal du 4 janvier 1951
abrogeant les arrêtés du 25 février 1950 et du 5 avril 1950 relatifs aux droits spéciaux à l'importation de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur, 7 janvier 1951, p. 106).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté royal du 4 janvier 1951
approuvant certaines modifications au règlement pour la perception d'un droit de magasin sur les marchandises arrivant à destination du magasin spécial de l'entrepôt public de Liège (Moniteur, 8-9 janvier 1951, p. 119).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 16 septembre 1950

rendant obligatoires les décisions de la Commission paritaire nationale de l'industrie transformatrice du bois en date du 7 juin 1950. — Erratum (Moniteur, 8-9 janvier 1951, p. 121).

Arrêté royal du 15 décembre 1950

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie des pâtes, papiers et cartons du 13 juillet 1950 (Moniteur, 17 janvier 1951, p. 305).

Les dispositions de la décision de la Commission paritaire nationale des pâtes, papiers et cartons, en date du 13 juillet 1950, concernant la fixation du barème des salaires minimums des ouvriers et ouvrières de l'industrie des pâtes, papiers et cartons, sont rendues obligatoires.

Arrêté ministériel du 16 décembre 1950

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains fromages et poudres de lait (Moniteur, 12 janvier 1951, p. 173).

Arrêté royal du 19 décembre 1950

rendant obligatoire la décision du 19 octobre 1950 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire (Moniteur, 6 janvier 1951, p. 82).

Les dispositions de la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire en date du 19 octobre 1950, reprises en annexe et concernant la fixation des salaires minimums dans la sucrerie, la raffinerie, la candiserie, le sucre inverti, la distillerie et la levurerie, sont rendues obligatoires.

Arrêté ministériel du 5 janvier 1951

modifiant, quant aux prix de la viande porcine, les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 décembre 1950 complétant les arrêtés ministériels des 30 octobre et 22 novembre 1950, réglementant les marges bénéficiaires du commerce de détail en viande bovine et porcine et fixant les prix maxima de vente au consommateur (Moniteur, 7 janvier 1951, p. 99).

X — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Accord

en matière de régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés, visant l'exécution de la Convention entre la Belgique et les Pays-Bas, relative à l'application de la législation des deux pays en ce qui concerne les assurances sociales, signée à La Haye, le 29 août 1947 (Moniteur, 15-16 janvier 1951, p. 254).

Arrangement administratif

relatif aux modalités d'application de la Convention générale entre la Belgique et la France sur la Sécurité sociale et de l'Accord complémentaire relatif aux travailleurs des mines et établissements assimilés en date du 17 janvier 1948 (Moniteur, 15-16 janvier 1951, p. 257).

Arrangement administratif

relatif aux modalités d'application de la Convention entre la Belgique et l'Italie, sur les assurances sociales, en date du 30 avril 1948 (Moniteur, 15-16 janvier 1951, p. 268).

Arrêté royal du 3 janvier 1951

modifiant certaines dispositions relatives à la pension des ouvriers mineurs, en application de l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur, 7 janvier 1951, p. 102).

Arrêté ministériel du 6 janvier 1951

pris en exécution de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 instituant un Fonds de sécurité d'existence pour les travailleurs de la construction (Moniteur, 11 janvier 1951, p. 145).

Arrêté royal du 8 janvier 1951
portant dérogation temporaire aux articles 18, alinéa 3, et 38, alinéa 2, de l'arrêté du Régent du 14 septembre 1946, pris en exécution des lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Moniteur, 14 janvier 1951, p. 246).

Arrêté royal du 9 janvier 1951
modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur, 24 janvier 1951, p. 394). — Erratum (Moniteur, 26 janvier 1951, p. 480).

Arrêté royal du 25 janvier 1951
relatif à l'octroi d'une prime compensatoire aux bénéficiaires de l'assurance maladie-invalidité obligatoire (Moniteur, 28 janvier 1951, p. 519).

Arrêté royal du 25 janvier 1951
relatif à l'octroi d'une prime compensatoire aux bénéficiaires d'une allocation de chômage (Moniteur, 28 janvier 1951, p. 520).

XI — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté royal du 15 décembre 1950
relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux bateaux, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable à tout le Royaume pour la période du 1^{er} juillet 1950 au 30 septembre 1950 (arrêté n° 8) (Moniteur, 1^{er}-2-3 janvier 1951, p. 18).

Arrêté royal du 16 décembre 1950
relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux bateaux, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable à tout le Royaume pour la période du 1^{er} octobre 1950 au 31 décembre 1950 (arrêté n° 9) (Moniteur, 1^{er}-2-3 janvier 1951, p. 18).

STATISTIQUES COURANTES.

Dans la partie « Statistiques mensuelles courantes » du présent *Bulletin*, le lecteur trouvera les tableaux suivants, qui ne sont établis qu'annuellement :

- N° 16 Valeur globale et rendement des titres belges à revenu fixe au début de janvier 1950 et de janvier 1951;
- N° 85 a) Bilan et compte de pertes et profits de la Banque au 31 décembre 1950;
b) Opérations faites par la Banque, pendant l'année 1950, pour son compte propre et pour compte d'autres organismes.

Ce dernier tableau a été publié précédemment en annexe au Rapport de la Banque (pour la dernière fois au Rapport paru en 1949 — opérations de l'année 1948).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE												CALL-MONEY	
	Eacompte						Prêts et avances sur (*)						En chambre de compensation	Hors compensation
	Acceptations de banques et effets documentaires acceptés préalablement visés par la B. N. B.		Traites acceptées		Traites non acceptées	Promesses	Certificats maximum 120 jours à court	Certificats maximum 8 mois ayant maximum à court	Certificats maximum 12 mois ayant maximum à court	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941) (3)	Autres effets publics		
	représentatifs d'export. de marchandises (1)	représentatifs d'import. de marchandises (2)	domiciliées en banque	non domiciliées en banque										
1949 Moyenne annuelle	2,88	3,44	3,44	3,69	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,23	1,25
1950 Moyenne annuelle	2,73	3,42	3,42	3,67	4,67	5,17	2,—	2,1875	2,375	5,17	(4)5,—	5,17	1,25	1,25
Moyenne mensuelle :														
1949 Novembre	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,179	1,25
Décembre	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1950 Janvier	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Février	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Mars	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Avril	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Mai	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Juin	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Juillet	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Août	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Septem. (à partir du 11)	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Octobre	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Novembre	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Décembre (à partir du 7)	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
1951 Janvier	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25

N. B. — Les warrants sont escomptés au taux des traites acceptées domiciliées en banque.

(1) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Acceptations de banques préalablement visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'exportations de marchandises ».

(2) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Traités acceptés domiciliés en banques; traités acceptés ou documentaires représentatives d'importations ou d'exportations de marchandises; acceptations de banques visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'importations de marchandises; warrants ».

(3) Ce taux s'appliquait jusqu'au 31 décembre 1949 aux certificats émis en règlement des créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 février 1942).

(4) Moyenne des sept premiers mois.

(*) Quotité de l'avance en janvier 1951 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942)	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943)	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %	Autres effets publics	80 %

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusque 50.000 fr.	50.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.	Comptes de dépôts à 1 an
1949 Moyenne annuelle	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1950 Moyenne annuelle	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyenne mensuelle :									
1949 Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1950 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1951 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(*) Moyenne de quatre banques.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	New-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	New-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2	35			(1) 20,06	42,75		
1949 30 décembre	248/0	35	113. 4	453/0	64,00	73,25	171. 2	82
1950 30 décembre	248/0	35	112.11	450/9	70,00	80,00	187. 2	90
Moyennes mensuelles :								
1949 Novembre	248/0	35	114. 8	458/0	64,00	73,25	168. 6	81
Décembre	248/0	35	113.15	455/9	64,00	73,25	171. 7	82
1950 Janvier	248/0	35	114. 1	456/3	64,00	73,25	177. 7	85
Février	248/0	35	116. 1	464/3	64,00	73,25	182.11	88
Mars	248/0	35	116. 0	464/0	63,96	73,08	184. 7	89
Avril	248/0	35	116. 9	466/3	63,00	71,75	186. 14	90
Mai	248/0	35	118.14	475/6	63,41	72,75	189.12	91
Juin	248/0	35	115. 1	460/3	63,50	72,75	180.13	87
Juillet	248/0	35	114. 9	458/3	63,50	72,75	179. 7	86
Août	248/0	35	113.14	455/6	63,50	72,75	178.13	86
Septembre	248/0	35	112.15	451/9	63,50	72,75	181.10	87
Octobre	248/0	35	110. 1	440/3	64,88	74,95	181. 4	87
Novembre	248/0	35	108. 1	432/3	70,00	80,00	178.15	86
Décembre	248/0	35	109.13	439/3	70,00	80,00	184. 6	89
1951 Janvier	248/0	35	112.12	451/0	76,18	88,31	189. 2	91

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 31 JANVIER 1951

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

DEVISES	Cours contractuel ou moyen	Transferts		Billets	
		Cours acheteur	Cours vendeur	Cours acheteur	Cours vendeur
1 livre sterling	140,—	139,90	140,10	139,35	141,—
100 florins Pays-Bas	1.315,7908	1.314,—	1.317,—	1.310,—	1.325,—
1 couronne suédoise	9,6652	9,64	9,69	9,60	9,75
1 Deutsche Mark	11,90475	11,88	11,93	—	—
100 francs congolais	—	100,—	100,—	—	—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—	—	—
1 couronne danoise	7,2389	7,21	7,26	7,15	7,30
1 couronne norvégienne	7,—	6,98	7,02	6,95	7,05
100 escudos	173,913	173,—	174,80	—	—
100 couronnes tchéco-slovaques	100,—	99,70	100,30	99,—	101,—

COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien
1949 Moyenne du 14 au 30 novembre	1.160,60			
1950 Moyenne annuelle	1.161,88	50,21	14,35 (1)	46,62 (2)
Moyennes mensuelles :				
1949 Décembre	1.164,13	49,97		
1950 Janvier	1.163,48	49,97		
Février	1.163,45	49,99		
Mars	1.165,40	50,08		
Avril	1.168,97	50,20		
Mai	1.168,96	50,19		
Juin	1.164,64	50,32	14,29 (3)	45,76 (4)
Juillet	1.161,91	50,40	14,32	45,82
Août	1.160,24	50,40	14,35	45,82
Septembre	1.157,74	50,40	14,37	45,82
Octobre	1.154,53	50,29	14,37	47,64 (5)
Novembre	1.153,58	50,25	14,30	47,98
Décembre	1.159,61	50,—	14,35	47,41
1951 Janvier	1.167,91	50,12	14,31	47,50

(1) Moyenne du 19 juin au 31 décembre 1950.

(2) Moyenne du 26 juin au 31 décembre 1950.

(3) Moyenne du 19 juin au 30 juin 1950.

(4) Moyenne du 26 juin au 30 juin 1950.

(5) Moyenne du 16 octobre au 31 octobre 1950. Le dollar canadien n'a pas été coté du 2 octobre au 13 octobre 1950.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		2 octobre 1950	3 novemb. 1950	1 ^{er} décem. 1950	2 janvier 1951	1 ^{er} février 1951
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (<i>Intérêts à bonifier</i>).						
Dettes 2 1/2 %	100,—	56,25	56,15	56,—	55,50	54,80
Dettes 3 % 2 ^e série (1) (2)	100,—	89,15	89,50	89,55	89,10	88,90
Dettes 3 1/2 % 1937	100,—	79,50	79,45	79,30	79,30	78,90
Dettes 3 1/2 % 1943 (1) (2)	100,—	79,30	79,20	78,90	78,65	77,30
Dettes unifiées 4 %	100,—	89,20	89,20	89,20	89,—	87,35
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	87,70	87,20	87,—	86,25	84,35
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 1/2 %, 1942, 1 ^{re} série	100,—	104,20	105,—	105,25	104,85	104,60
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 1/2 %, 1943 (1) (2) (3)	100,—	101,65	101,55	102,15	101,50	101,30
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 1/2 %, 1944, 1 ^{re} série (1) (2)	100,—	96,45	96,75	97,—	96,50	96,60
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	98,80	98,90	98,80	98,55	98,30
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	99,65	99,65	100,35	99,90	99,70
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100,—	96,70	97,—	96,70	96,40	95,60
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	1.025,—	1.027,—	1.020,—	1.015,—	990,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	477,—	480,—	479,—	476,—	471,—
Emprunts à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 1/2 % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	890,—	897,—	893,—	881,—	876,—
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (<i>Intérêts à bonifier</i>).						
Dommages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	486,—	484,—	481,—	479,—	474,—
Emprunt de la Reconstr. 1 ^{re} tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	994,—	993,—	990,—	985,—	988,—
Emprunt de la Reconstr. 2 ^e tranche 1949 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	993,—	995,—	993,—	987,—	975,—
Emprunt de la Reconstr. 3 ^e tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 %) (2)	1.000,—	990,—	998,—	997,—	990,—	975,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1)(2)	500,—	552,—	553,—	546,—	552,—	535,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1)(2)	500,—	550,—	552,—	546,—	544,—	536,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1)(2)	500,—	440,—	441,—	437,—	431,—	433,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (1) (2) (4)	100,—	67,50	67,60	67,65	67,60	66,80
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 1/2 %, 1943	100,—	82,30	82,—	82,—	82,20	82,—
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 1/2 %, 1949 (2)	100,—	98,80	99,55	99,20	98,75	98,—
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 %, 1950 (2)	100,—	97,70	97,80	97,45	96,20	94,80
III. — Dette directe de la colonie.						
<i>Sans coupons d'intérêt</i> : Congo belge, emprunt à lots 1888						
	100,—	223,—	222,—	221,—	220,—	219,—
<i>Intérêts à bonifier</i> :						
Dettes coloniales 1904, 3 % (1) (2)	100,—	72,45	72,40	72,35	72,10	71,80
Dettes coloniales 1936, 4 %	100,—	93,—	93,—	93,50	93,20	93,10
(*) Dettes coloniales 1937, 3 1/2 %	100,—	80,30	80,30	80,60	80,80	80,75
Dettes coloniales 1950-60, 4 % (2)	100,—	—	—	—	—	99,55
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 (2)	100,—	101,50	100,30	100,25	100,20	100,50

- (*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.
 (1) Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944.
 (2) Titres créés après le 6 octobre 1944.
 (3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.
 (4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

15

Source : Institut National de Statistique.

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobil., hypothécaires et hôteliers	Tramways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verres	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
Indices par rapport aux cours du mois précédent																	
1951 2 janvier	104	105	96	95	97	99	99	100	99	101	93	93	97	100	111	98	98
1 ^{er} février	106	105	114	103	111	108	111	115	106	114	114	110	105	115	102	105	106
Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100																	
1949 1 ^{er} décembre	165	158	111	76	81	144	165	130	155	174	85	136	209	207	281	136	156
1950 3 janvier	169	160	113	72	83	145	171	130	157	179	91	166	220	212	284	139	160
1 ^{er} février	170	161	121	71	85	148	172	134	154	176	99	173	222	231	285	142	163
1 ^{er} mars	171	161	119	70	84	149	171	132	153	181	91	166	215	224	293	142	164
3 avril	169	156	114	68	84	155	165	129	152	178	86	147	212	221	287	142	164
2 mai	172	159	113	69	83	158	168	138	155	177	87	144	211	217	295	150	173
1 ^{er} juin	172	159	113	68	85	156	168	145	153	172	91	139	206	211	300	148	166
3 juillet	167	152	112	64	81	149	160	146	143	161	92	138	196	204	299	144	162
1 ^{er} août	171	154	102	62	78	143	165	141	140	161	89	131	188	200	324	139	158
1 ^{er} septembre	176	152	102	61	79	145	177	148	148	184	89	134	192	217	330	140	157
2 octobre	179	157	108	61	83	153	174	157	150	191	88	134	191	207	332	142	163
3 novembre	183	159	108	64	83	156	175	163	155	191	97	135	196	213	342	146	168
1 ^{er} décembre	178	155	104	63	78	149	168	158	151	178	90	129	190	212	341	142	161
1951 2 janvier	185	163	100	60	76	147	167	158	149	180	84	120	184	211	378	139	158
1 ^{er} février	196	171	114	62	84	159	185	181	158	205	96	132	194	242	386	146	167

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

15

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1949.....	244	189	173	9.029	8.110	9.818	8.292
1950.....	246	191	180	14.734	11.698	14.925	11.878
1949 Novembre.....	18	18	17	875	727	893	744
Décembre.....	21	16	15	1.156	880	1.172	895
1950 Janvier.....	21	18	18	1.411	975	1.429	993
Février.....	20	16	16	969	819	985	835
Mars.....	23	16	15	1.050	803	1.066	818
Avril.....	18	15	14	975	756	990	770
Mai.....	19	14	14	951	741	965	755
Juin.....	22	15	15	1.699	1.142	1.714	1.157
Juillet.....	20	15	14	938	819	953	833
Août.....	21	15	14	1.062	983	1.077	997
Septembre.....	21	21	19	1.510	1.336	1.531	1.355
Octobre.....	22	17	16	1.504	1.168	1.521	1.184
Novembre.....	19	15	13	1.477	1.108	1.492	1.121
Décembre.....	20	14	13	1.188	1.047	1.202	1.060
1951 Janvier.....	22	18	17	1.701	1.644	1.719	1.661

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

16

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %			
1949 1 ^{er} décembre.....	89,10	87,85	90,67	88,82	95,93	4,49	4,55	4,41	4,50	4,69	93,96	4,66
1950 3 janvier.....	89,60	88,10	91,10	88,91	96,90	4,46	4,54	4,39	4,50	4,64	94,70	4,62
1 ^{er} février.....	89,80	88,70	92,58	90,08	97,16	4,45	4,51	4,32	4,44	4,64	94,95	4,60
1 ^{er} mars.....	90,55	89,10	93,30	90,36	97,38	4,42	4,49	4,29	4,43	4,63	95,27	4,59
3 avril.....	90,75	91,—	93,65	90,19	96,86	4,41	4,40	4,27	4,44	4,65	94,80	4,61
2 mai.....	91,20	91,55	94,41	91,56	97,37	4,39	4,37	4,24	4,37	4,63	95,32	4,58
1 ^{er} juin.....	91,70	92,25	94,99	91,52	97,07	4,36	4,34	4,21	4,37	4,64	95,39	4,58
3 juillet.....	92,05	92,25	95,75	91,41	95,84	4,35	4,34	4,17	4,38	4,70	94,67	4,62
1 ^{er} août.....	91,05	92,30	95,50	88,70	96,55	4,39	4,33	4,18	4,51	4,67	94,01	4,65
1 ^{er} septembre.....	91,45	92,60	95,55	89,08	96,33	4,37	4,32	4,18	4,49	4,68	94,33	4,63
2 octobre.....	89,20	93,—	94,19	89,01	95,46	4,48	4,30	4,25	4,49	4,72	93,56	4,67
3 novembre.....	89,20	93,—	93,89	89,42	96,06	4,48	4,30	4,26	4,47	4,69	94,08	4,64
1 ^{er} décembre.....	89,20	93,50	93,53	89,02	95,07	4,48	4,28	4,28	4,49	4,74	93,41	4,68
1951 2 janvier.....	89,—	93,20	92,91	88,11	95,24	4,49	4,29	4,31	4,54	4,73	93,24	4,68
1 ^{er} février.....	87,35	93,10	p 80,36	p 88,73	p 96,22	4,58	4,30	p 4,48	p 4,51	p 4,68	95,13	4,67

N B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1939, p. 187.

1950 (3 janvier)

1951 (2 janvier)

Taux nominal	Impôt	Valeur nominale globale	Valeur boursière globale	Revenu brut calculé sur la valeur nominale	Revenu net calculé sur la valeur nominale	Taux d'intérêt nominal moyen	Rendement net	Valeur boursière moyenne	Taux nominal	Impôt	Valeur nominale globale	Valeur boursière globale	Revenu brut calculé sur la valeur nominale	Revenu net calculé sur la valeur nominale	Taux d'intérêt nominal moyen	Rendement net	Valeur boursière moyenne			
%	%	(milliers de francs)							%	%	(milliers de francs)							%	%	%

1. — Obligations de l'Etat et actions privilégiées des Chemins de fer belges

(non compris les emprunts à lots)

2,50	net	219.960	125.047	5.499	5.499	2,50	4,40	56,85	2,50	net	219.960	122.078	5.499	5.499	2,5	4,50	55,50
3,—	»	2.158.583	1.911.778	64.757	64.757	3,—	3,39	88,57	3,—	»	2.090.317	1.863.705	62.710	62.710	3,—	3,36	89,16
3,50	»	21.897.282	20.705.226	766.405	766.405	3,50	3,70	94,56	3,50	»	21.817.318	20.609.541	763.606	763.606	3,5	3,71	94,46
4,—	»	49.136.812	46.977.423	1.965.472	1.965.472	4,—	4,27	93,77	4,—	»	47.932.120	44.108.026	1.917.285	1.917.285	4,—	4,35	92,02
4,—	15,—	14.158	14.073	566	481	3,40	3,42	99,40	4,—	15,—	13.561	13.466	542	461	3,40	3,42	99,30
4,50	net	813	829	37	37	4,50	4,46	101,97	4,50	net	779	795	35	35	4,40	4,40	102,05
6,—	»	379.000	441.660	22.740	22.740	6,—	5,15	116,53	6,—	»	371.000	407.112	22.260	22.260	6,—	5,47	109,73
		73.806.608	69.276.036	2.825.476	2.825.391	3,83	4,08	93,86			72.445.055	67.124.723	2.771.937	2.771.856	3,83	4,13	92,66

2. — Colonie (Etat et organismes d'utilité publique)

2,50	net	225	166	6	6	2,50	3,38	73,78	2,5	net	178	132	4	4	2,5	3,37	74,16
3,—	»	26.084	18.976	782	782	3,—	4,12	72,75	3,—	»	26.034	18.771	781	781	3,—	4,16	72,10
3,50	2,—	133.975	105.639	4.689	4.595	3,43	4,35	78,85	3,5	2,—	109.188	88.224	3.822	3.746	3,43	4,25	80,80
4,—	net	1.107.522	973.087	44.301	44.301	4,—	4,55	87,86	4,—	net	2.080.025	1.987.731	83.201	83.201	4,—	4,19	95,56
4,—	2,—	37.326	45.912	1.493	1.463	3,92	3,19	123,—	4,—	2,—	35.837	52.681	1.433	1.404	3,92	2,67	147,—
		1.305.132	1.143.780	51.271	51.147	3,92	4,47	87,64			2.251.262	2.147.539	89.241	89.136	3,96	4,15	95,39

3. — Provinces, villes, communes, organismes d'utilité publique

(non compris les valeurs à lots)

2,50	net	12.371	9.600	309	309	2,50	3,22	77,60	2,5	net	11.531	8.990	288	288	2,50	3,20	77,96
3,—	»	47.093	38.682	1.413	1.413	3,—	3,65	82,14	3,—	»	33.782	27.791	1.013	1.013	3,—	3,65	82,27
3,—	2,—	1.449.467	987.348	43.484	42.614	2,94	4,41	66,74	3,—	2,—	1.427.551	984.480	42.827	41.970	2,94	4,26	68,96
3,50	net	505.093	401.373	17.678	17.678	3,50	4,40	79,47	3,5	net	489.314	402.419	17.126	17.126	3,50	4,26	82,24
4,—	»	17.031.336	15.515.980	681.253	681.253	4,—	4,39	91,10	4,—	»	20.423.242	18.975.705	816.930	816.930	4,—	4,31	92,91
4,—	2,—	468.964	404.896	18.759	18.384	3,92	4,54	86,34	4,—	2,—	462.291	401.085	18.492	18.122	3,92	4,52	86,76
4,25	net	197.169	191.254	8.380	8.380	4,25	4,38	97,—	4,25	net	197.169	188.494	8.380	8.380	4,25	4,45	95,60
4,50	»	7.921.738	7.913.367	356.478	356.478	4,50	4,50	99,89	4,5	»	7.846.589	7.773.936	353.097	353.097	4,50	4,54	99,07
		27.633.231	25.442.500	1.127.754	1.126.509	4,08	4,43	92,07			30.891.469	28.762.900	1.258.153	1.256.926	4,07	4,37	93,11

4. — Entreprises industrielles et commerciales

3,—	18,—	12.329	9.187	370	309	2,46	3,30	74,52	3,—	18,—	10.942	8.133	328	269	2,46	3,31	74,33
3,—	30,—	2.619	2.253	79	55	2,10	2,44	86,03	3,—	30,—	2.277	1.909	68	48	2,11	2,51	83,84
4,—	net	1.112.431	989.096	44.497	44.497	4,—	4,50	88,91	4,—	net	1.103.247	972.043	44.130	44.130	4,—	4,54	88,11
4,—	6,—	5.733	5.188	229	215	3,76	4,14	90,49	4,—	6,—	4.523	4.157	181	170	3,76	4,09	91,91
4,—	18,—	28.356	29.362	1.134	930	3,28	3,17	103,55	4,—	18,—	25.041	25.986	1.002	822	3,28	3,16	103,77
4,50	net	1.514.134	1.467.126	68.136	68.136	4,50	4,64	96,90	4,5	net	1.469.171	1.399.184	66.113	66.113	4,50	4,73	95,24
5,—	»	366.036	373.279	18.302	18.302	5,—	4,90	101,98	5,—	»	330.012	330.481	16.501	16.501	5,—	4,99	100,14
5,—	8,88	1.844	1.822	92	84	4,56	4,61	98,81	5,—	8,88	1.416	1.383	71	65	4,56	4,68	97,67
5,—	14,—	2.372	2.155	119	102	4,30	4,73	90,85	5,—	14,—	2.271	2.076	114	98	4,31	4,72	91,41
5,50	net	32.198	32.962	1.771	1.771	5,50	5,37	102,37	5,5	net	29.225	29.448	1.607	1.607	5,50	5,46	100,76
6,—	»	10.098	11.685	606	606	6,—	5,19	115,72	6,—	»	9.356	10.627	561	561	6,—	5,28	113,58
6,—	18,—	4.078	4.216	245	201	4,92	4,77	103,38	6,—	18,—	3.920	3.833	235	193	4,92	5,04	97,78
		3.092.228	2.928.331	135.580	135.202	4,37	4,62	94,70			2.991.401	2.789.260	130.911	130.577	4,37	4,68	93,24

5. — Ensemble des titres à revenu fixe

1. Etat	73.806.608	69.276.036	2.825.476	2.825.391	3,83	4,08	93,86	1. Etat	72.445.055	67.124.723	2.771.937	2.771.856	3,83	4,13	92,66		
2. Colonie . .	1.305.132	1.143.780	51.271	51.147	3,92	4,47	87,64	2. Colonie . .	2.251.262	2.147.539	89.241	89.136	3,96	4,15	95,39		
3. Prov., vill., comm. et org. util. publique	27.633.231	25.442.500	1.127.754	1.126.509	4,08	4,43	92,07	3. Prov., vill., comm. et org. util. publique	30.891.469	28.762.900	1.258.153	1.256.926	4,07	4,37	93,11		
4. Entr. ind. et comm. . . .	3.092.228	2.928.331	135.580	135.202	4,37	4,62	94,70	4. Entr. ind. et comm. . . .	2.991.401	2.789.260	130.911	130.577	4,37	4,68	93,24		
		105.837.199	98.790.647	4.140.081	4.138.249	3,91	4,19	93,34			108.579.187	100.824.422	4.250.242	4.248.495	3,91	4,21	92,86

**V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
ET CONGOLAISES**

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

17

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1948.....	1.474	3.047.835	2.410.965	1.299	480.520	459.852	865	14.334.206	25.222.574	24.493.817
1949.....	1.274	2.276.205	1.852.443	976	305.791	292.958	775	7.849.624	8.649.986	8.363.713
10 premiers mois de 1949.....	1.016	1.792.871	1.433.725	799	257.065	246.984	558	5.975.407	6.093.413	5.865.268
10 premiers mois de 1950.....	1.089	1.958.359	1.692.989	910	357.413	330.415	638	5.162.626	6.979.672	6.182.807
1949 Septembre.....	81	105.497	91.802	62	12.652	11.738	43	218.366	232.414	221.890
Octobre.....	110	331.351	305.222	67	21.039	20.015	50	305.537	370.503	350.910
Novembre.....	88	145.932	105.801	56	12.719	12.139	56	762.511	1.387.774	1.377.144
Décembre.....	170	337.402	312.917	121	36.007	33.835	161	1.111.706	1.168.799	1.121.301
1950 Janvier.....	131	182.442	172.936	110	38.458	32.280	51	309.990	401.858	328.910
Février.....	99	69.686	63.125	99	29.969	28.606	44	697.748	604.247	472.237
Mars.....	125	155.222	141.961	108	36.712	35.747	75	450.632	507.102	477.724
Avril.....	113	225.970	216.032	99	30.431	30.140	84	1.275.409	783.362	744.055
Mai.....	122	472.922	434.799	96	37.174	34.479	89	636.047	1.816.970	1.609.517
Juin.....	107	188.794	150.124	92	31.301	30.072	83	785.188	1.555.371	1.364.213
Juillet.....	103	130.580	97.502	68	25.701	24.797	53	443.394	348.017	342.592
Août.....	87	102.213	96.839	80	50.928	37.395	38	166.785	263.039	260.938
Septembre.....	92	90.898	87.388	75	36.548	35.840	47	253.931	327.088	279.877
Octobre.....	110	339.632	232.283	83	42.191	41.059	74	143.602	312.618	302.744
Novembre..... ^p	76	113.480	109.455	68	16.780	16.060	60	516.439	330.982	368.906
Décembre..... ^p		85.435	78.344		34.334	32.035			1.920.207	1.772.977

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions Montant nominal	PRIMES D'ÉMISSION (1)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Émissions nettes (4)
	Nombre	Montant nominal			Apports en nature (2)	Incorporations de réserves au capital (3)	
1948.....	47	2.265.280	31.016.209	92.822	2.090.440	22.808.994	4.823.302
1949.....	(5) 73	(5) 1.908.162	(5) 13.140.144	3.839	1.658.586	7.116.861	(5) 3.645.678
10 premiers mois de 1949.....	26	1.202.960	9.346.309	3.147	1.242.186	4.845.060	2.664.238
10 premiers mois de 1950.....	28	556.700	9.852.144	6.204	1.597.962	5.060.266	2.110.887
1949 Septembre.....	1	5.000	355.563	1.264	104.312	168.233	59.149
Octobre.....	5	131.000	853.893	753	285.472	241.608	286.820
Novembre.....	—	—	1.546.425	225	118.930	1.324.765	51.614
Décembre.....	4	41.100	1.583.308	467	297.470	946.426	265.724
1950 Janvier.....	6	89.700	710.458	—	149.254	264.457	210.115
Février.....	3	53.000	816.902	125	65.912	257.703	293.478
Mars.....	3	102.000	801.036	—	106.998	396.704	253.730
Avril.....	1	25.000	1.064.763	—	194.686	640.548	179.993
Mai.....	—	—	2.327.066	4.160	407.530	1.466.917	208.508
Juin.....	3	55.500	1.830.966	1.653	156.593	1.116.296	328.673
Juillet.....	6	84.500	588.798	—	90.921	260.567	197.903
Août.....	—	—	416.180	—	79.848	251.004	64.320
Septembre.....	1	30.000	484.534	—	116.959	196.919	119.227
Octobre.....	5	117.000	811.441	266	229.261	209.151	254.940
Novembre..... ^p	—	—	511.242	—	42.964	325.468	125.989
Décembre..... ^p	1	75.000	2.114.976	—	151.674	1.437.579	369.103

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Comprises dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Comprises dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

(5) Par suite de rectifications, les montants annuels sont supérieurs aux totaux des douze montants mensuels correspondants.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES
(milliers de francs)

17

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)			AUGMENTATION DE CAPITAL Sociétés par actions et sociétés de personnes			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIME D'ÉMISSION (non compris dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOLUTIONS Sociétés par actions et sociétés de personnes		RÉDUCTION DE CAPITAL Soc. par act. et Soc. de pers.				
	par actions		de personnes	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature		Augmentation de capital	Incorporation de réserves Réévaluation de l'immob. Apports de créances	Liqui-dations		Fusions		Nombre	Montant
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale								par actions	de personnes			Nombre	Montant	Nombre	Montant		

Détail des émissions

OCTOBRE 1950

Banques, soc. financ...	2	12.500	7.500	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales	2	25.000	17.000	2	13.000	13.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles	4	140.000	56.760	1	3.000	3.000	1	15.000	10.000	10.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	1	80.000	80.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Construction, bâtiments	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés agricoles	—	—	—	1	500	450	3	18.500	69.250	68.427	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	9	257.500	161.260	4	16.500	16.450	4	33.500	79.250	78.427	—								

Groupement des sociétés selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins	2	—	—	2	1.500	1.450	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 1 à 5 millions	2	7.500	5.000	1	3.000	3.000	1	3.500	1.100	277	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 5 à 10 millions	2	20.000	7.000	—	—	—	1	15.000	10.000	10.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 10 à 20 millions	1	15.000	15.000	1	12.000	12.000	1	—	14.940	14.940	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 20 à 50 millions	2	70.000	29.560	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 50 à 100 millions	2	145.000	104.700	—	—	—	1	15.000	53.210	53.210	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	9	257.500	161.260	4	16.500	16.450	4	33.500	79.250	78.427	—								

Répartition des sociétés suivant la nature du droit qui les régit

Sociétés de droit belge	—	—	—	1	12.000	12.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés de droit congol.	9	257.500	161.260	3	4.500	4.450	4	33.500	79.250	78.427	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux...	9	257.500	161.260	4	16.500	16.450	4	33.500	79.250	78.427	—								

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

17

Détail des émissions

(milliers de francs)

NOVEMBRE 1950

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS (1)						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES				DISSOL. DE SOCIÉTÉS (1) (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)		RÉDUCTIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)							
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunte de conversion	Apports en nature		Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant				
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale									Constitutions de sociétés			Augmentations de capital	anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée	Nombre			Montant	Nombre	Montant	Nombre
							de sociétés	de personnes à responsabilité limitée																			
Banques	—	—	—	—	—	1	20.000	30.400	30.400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Assurances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Opérations financières et immobil.	15	11.260	11.068	1	50	50	8	316.394	116.177	110.051	—	—	—	—	—	—	—	30.400	—	—	—	—	—	—	—		
Commerce de détail	5	700	452	17	1.575	1.575	2	300	1.200	900	—	—	—	—	—	—	—	700	—	—	—	—	—	—	—		
Comm. de gros et comm. extérieur	16	10.650	9.085	16	2.845	2.695	8	6.950	10.750	10.750	—	—	—	—	—	—	—	880	—	—	—	—	—	—	—		
Fabrications métalliques	7	7.710	6.210	2	403	403	9	64.575	48.560	48.560	—	—	—	—	—	—	—	1.598	—	—	—	—	—	—	—		
Métallurgie du fer	—	—	—	—	—	—	1	—	500	500	—	—	—	—	—	—	—	8.065	—	—	—	—	—	—	—		
Métaux non ferreux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Industrie textile	6	6.175	6.175	2	1.800	1.800	5	7.910	28.695	28.695	—	—	—	—	—	—	—	27.700	—	—	—	—	—	—	—		
Industries alimentaires	2	4.700	4.700	6	2.007	1.687	4	29.250	65.400	65.400	—	—	—	—	—	—	—	64.550	—	—	—	—	—	—	—		
Industrie du bois	2	4.700	4.700	—	—	—	1	3.750	10.750	10.750	—	—	—	—	—	—	—	10.750	—	—	—	—	—	—	—		
Industrie chimique	—	—	—	—	—	—	2	900	1.715	1.296	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Industrie du verre	—	—	—	1	100	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Cuir	—	—	—	1	400	400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Papier et imprimerie	—	—	—	1	260	260	3	2.675	1.845	1.845	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Transport	—	—	—	2	200	150	2	32.500	17.450	17.450	—	—	—	—	—	—	—	1.500	—	—	—	—	—	—	—		
Tourisme	—	—	—	—	—	—	3	2.450	3.850	3.850	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Intermédiaires	10	2.130	1.930	2	860	860	1	150	25	25	—	—	—	—	—	—	—	3.050	—	—	—	—	—	—	—		
Déchets et matières de récupération	—	—	—	1	200	200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Constructions	2	600	600	1	1.000	800	3	7.160	15.980	10.749	—	—	—	—	—	—	—	8.340	—	—	—	—	—	—	—		
Charbons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Terre cuite	—	—	—	1	1.800	1.800	1	3.000	12.000	12.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Ciment et industries connexes	1	1.000	1.000	—	—	—	1	1.680	1.680	1.680	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Carrières	—	—	—	1	600	600	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Industries céramiques	1	1.050	1.050	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Industrie du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Editions, librairies, presse	—	—	—	—	—	—	2	15.245	11.755	11.755	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Films, théâtres, attractions	5	1.000	1.000	2	150	150	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10.000	—	—	—	—	—	—	—		
Artisanat	4	1.805	1.485	8	1.510	1.510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Agric., hortic., pêche, élevage	—	—	—	1	800	800	1	50	250	250	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Divers non dénommés	—	—	—	2	220	220	2	1.500	2.000	2.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
TOTAUX	76	53.480	49.455	68	16.780	16.060	60	516.439	380.982	368.906	—	—	—	—	—	—	—	31.633	8.431	2.900	325.468	49	22.817	1	1.000	6	16.895

(1) Coopératives : 15 sociétés constituées au capital minimum de 4.772.000 francs; 9 sociétés dissoutes au capital minimum de 2.283.650 francs; 3 sociétés ont augmenté leur capital de 1.643.000 francs.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

NOVEMBRE 1950

17

CLASSIFICATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.))			EMISSIONS D'OBLIGATIONS		PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTION DE CAPITAL Montant	
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal		dont emprunts de conversion	Apports en nature (1)	Incorporations de réserves	Liquidations		Fusions
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale										Montant		Montant

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique	76	53.480	49.455	68	16.780	16.060	60	516.439	380.982	368.906	—	—	—	42.964	325.468	22.817	1.000	16.895
Etranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux..	76	53.480	49.455	68	16.780	16.060	60	516.439	380.982	368.906	—	—	—	42.964	325.468	22.817	1.000	16.895

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins .	62	24.480	21.205	66	13.380	12.660	29	16.526	14.685	13.735	—	—	—	14.703	—	11.967	1.000	605
de 1 à 5 millions .	14	29.000	28.250	2	3.400	3.400	16	26.413	37.547	31.652	—	—	—	28.261	22.790	10.850	—	8.190
de 5 à 10 millions .	—	—	—	—	—	—	6	28.250	46.050	40.819	—	—	—	—	33.050	—	—	8.100
de 10 à 20 millions .	—	—	—	—	—	—	5	53.250	71.500	71.500	—	—	—	—	55.250	—	—	—
de 20 à 50 millions .	—	—	—	—	—	—	3	92.000	111.200	111.200	—	—	—	—	111.200	—	—	—
de 50 à 100 millions .	—	—	—	—	—	—	1	300.000	100.000	100.000	—	—	—	—	100.000	—	—	—
plus de 100 millions .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux..	76	53.480	49.455	68	16.780	16.060	60	516.439	380.982	368.906	—	—	—	42.964	325.468	22.817	1.000	16.895

(1) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITÉ PUBLIQUE (1)

(Emprunts à long et moyen terme ayant fait l'objet d'une émission publique.)

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

18
19
20

PÉRIODES	en Belgique		à l'étranger
	en millions de francs	à millions de francs	
1949	14.540	fr. s. 50	
1950	9.477	\$ U.S. 56	
		fr. s. 60	
1949 Novembre ..	—	\$ U.S. 5	
Décembre ..	—	\$ U.S. 13	
1950 Janvier ..	—	—	
Février ..	1.500	—	
Mars ..	1.650	—	
Avril ..	3.500	—	
Mai ..	—	—	
Juin ..	—	—	
Juillet ..	1.500	—	
Août ..	—	—	
Septembre ..	—	—	
Octobre ..	—	—	
Novembre ..	1.327	fr. s. 60	
Décembre ..	—	—	
1951 Janvier ..	—	—	

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES
	Prélèvements sur comptes (2)	Remboursements nets	Avances nettes
	(milliers de francs)		
1949	1.818.541	782.098	1.960.000
1950	3.711.123	417.497	3.705.248
1949 Novembre ..	193.879	38.577	165.998
Décembre ..	265.946	44.953	329.191
1950 Janvier ..	277.221	105.261	250.244
Février ..	105.778	68.290	327.058
Mars ..	162.098	38.415	369.850
Avril ..	107.155	9.572	325.320
Mai ..	210.378	30.200	403.572
Juin .. (2)	384.711	21.779	290.353
Juillet ..	326.975	22.274	358.614
Août ..	428.512	13.683	148.385
Septembre ..	317.419	17.255	307.295
Octobre ..	501.833	42.911	308.441
Novembre ..	429.546	18.586	267.688
Décembre ..	459.499	29.271	348.428
1951 Janvier ..	424.994	205.709	308.903

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
	milliers de fr.
1949 Moyenne mens..	1.094.065
1950 Moyenne mens..	1.245.326
1949 Novembre ..	1.096.724
Décembre ..	1.243.739
1950 Janvier ..	1.091.244
Février ..	946.751
Mars ..	1.230.250
Avril ..	1.138.630
Mai ..	1.289.866
Juin ..	1.421.412
Juillet ..	1.313.677
Août ..	1.319.610
Septembre ..	1.428.415
Octobre ..	1.496.922
Novembre ..	1.135.242
Décembre ..	1.133.888
1951 Janvier ..	1.052.468

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Depuis le 1^{er} juin 1950, dans les prélèvements sur comptes sont compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans, qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

LES FINANCES PUBLIQUES

I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particuliers en comptes- chèques postaux (5)	Dettes totales (1) (6)	
	intérieure		exté- rieure (1) (2)	inté- rieure	exté- rieure	totale	inté- rieure	exté- rieure (2)	totale			
	directe	indirecte										totale
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.938	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.020
1949 Novembre	111.325	8.979	120.304	13.604	38.299	1.750	40.049	56.087	504	56.591	18.438	248.987
Décembre	110.725	9.021	119.746	14.239	38.258	1.748	40.006	58.411	504	58.915	19.181	252.087
1950 Janvier	110.394	9.001	119.395	14.133	38.281	1.748	40.029	58.443	1.103	59.546	17.279	250.382
Février	109.414	8.995	118.409	14.140	38.806	1.751	40.557	58.714	1.105	59.819	16.948	249.873
Mars	108.556	8.987	117.543	14.205	38.869	1.506	40.375	60.321	1.108	61.429	17.175	250.727
Avril	107.872	8.979	116.851	14.190	39.381	1.505	40.886	61.838	1.108	62.946	17.472	252.345
Mai	107.381	8.972	116.353	14.201	38.842	1.508	40.350	60.917	859	61.776	17.556	250.236
Juin	106.979	8.960	115.939	14.123	39.409	1.512	40.921	60.307	1.112	61.419	17.019	250.020
Juillet	106.610	8.957	115.567	14.033	39.409	1.512	40.921	60.629	1.364	61.993	17.654	250.168
Août	106.263	8.956	115.219	13.992	39.061	1.512	40.563	59.323	1.364	60.687	18.274	248.735
Septembre	105.973	8.949	114.922	13.985	39.654	1.260	40.914	58.993	1.363	60.356	17.517	247.694
Octobre	105.271	8.939	114.210	14.054	40.049	1.255	41.304	58.593	1.993	60.586	17.951	248.105
Novembre	104.942	8.932	113.874	13.986	39.571	1.248	40.819	60.335	1.981	62.316	17.560	248.555
Décembre	104.549	8.924	113.473	13.982	38.824	1.250	40.074	60.229	1.995	62.224	18.609	248.362
1951 Janvier	104.311	8.902	113.213	13.965	39.204	1.258	40.462	59.251	2.012	61.263	18.015	246.918

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants.

II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'Etat	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1947 Juin	48.389	550	1.137	—	—	50.076
Septembre	48.884	550	1.137	—	—	50.571
Décembre	50.193	550	1.137	—	—	51.880
1948 Mars	50.219	550	1.137	—	—	51.906
Juin	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars	3.529	—	—	34.991	915	39.435
Juin	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre	5.499	—	—	34.991	915	41.405
Décembre	6.288	—	—	34.991	915	42.194
1950 Mars	5.852 (2)	—	—	34.939	1.013	41.804
Juin	5.018 (2)	—	—	34.939	1.062	41.017
Septembre	2.881 (2)	—	—	34.939	1.079	38.899
Décembre	4.136 (2)	—	—	34.939	1.077	40.162

(1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.

(2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

(3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.

(4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.

(5) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

(6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III — RENDEMENT DES IMPOTS

26

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
1949.....	24.098	11.459	19.791	55.348	—
1950.....	26.454	11.793	19.851	58.098	—
1949 Novembre.....	1.623	1.028	1.631	4.282	49.825
Décembre.....	2.426	1.156	1.941	5.523	55.348
1950 Janvier.....	3.313	929	1.723	5.965	5.965
Février.....	2.081	876	1.498	4.455	10.420
Mars.....	2.097	1.044	1.496	4.637	15.057
Avril.....	2.199	891	1.479	4.569	19.626
Mai.....	2.342	907	1.192	4.441	24.067
Juin.....	2.396	1.035	1.601	5.032	29.099
Juillet.....	2.691	930	1.658	5.279	34.378
Août.....	1.625	954	1.613	4.192	38.570
Septembre.....	1.493	1.097	1.750	4.340	42.910
Octobre.....	1.916	1.085	2.013	5.014	47.924
Novembre.....	2.045	1.060	1.885	4.990	52.914
Décembre.....	2.255	986	1.943	5.184	58.098
1951 Janvier.....	3.722	1.015	1.875	6.612	6.612

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 janvier 1951 pour les exercices 1950 et 1951

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

Source : *Moniteur belge*.

(millions de francs)

	EXERCICE 1950		EXERCICE 1951		JANVIER 1951
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1951
I. Contributions directes.....	20.646	20.150	1.008	890	1.008
II. Douanes et accises.....	11.799	11.238	942	942	942
dont douanes.....	3.975	3.000	344	316	344
accises.....	7.034	8.121	540	620	540
taxes spéciales de consommat.....	681		41		41
III. Enregistrement.....	19.922	19.486	1.871	1.813	1.871
dont enregistrement.....	1.928	1.800	137	164	137
successions.....	876	975	73	74	73
timbres et taxes assimilées.....	16.920	16.500	1.646	1.557	1.646
TOTAL.....	52.367	50.874	3.821	3.645	3.821
Différence par rapport aux éval. budg.....		+ 1.493		+ 176	

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en novembre 1950

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			
(milliers de francs)										
A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique										
Banques	—	—	—	—	—	—	—	—	7.862	86
Assurances	1	1	—	700	1.577	919	—	674	13	—
Opérations financières et immobilières ...	17	9	8	734.060	660.443	54.073	233	56.203	724.234	30.061
Commerce de détail	15	13	2	11.003	6.298	6.037	57	394	5.595	275
Commerce de gros et commerce extérieur ...	77	49	28	82.240	52.520	13.018	3.758	7.279	5.500	285
Fabrications métalliques	33	30	3	218.822	441.292	61.595	1.113	26.462	14.505	794
Métallurgie du fer	5	4	1	1.959.700	2.161.946	88.391	238	69.654	233.165	10.590
Métaux non ferreux	2	2	—	550.640	87.753	125.511	—	112.500	6.275	251
Industrie textile	21	17	4	376.490	636.877	30.060	752	8.124	37.450	1.742
Industries alimentaires	20	13	7	219.638	107.872	16.838	6.766	12.748	28.635	1.208
Industrie du bois	5	3	2	1.870	1.114	1.471	165	10	5.000	300
Industrie chimique	15	12	3	1.227.405	454.713	47.266	12.366	32.818	—	—
Industrie du verre	1	1	—	14.250	69.669	1.831	—	1.471	—	—
Electricité	2	2	—	455.000	307.933	60.079	—	52.383	125.000	6.250
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	4	3	1	31.620	—15.132	602	9	66	—	—
Papier et imprimerie	7	3	4	21.910	68.523	1.174	2.794	375	17.870	804
Transport	5	4	1	5.750	6.335	2.917	51	1.011	12.000	600
Tourisme	2	1	1	215	101	3	169	—	153	8
Intermédiaires	4	3	1	3.900	1.142	411	8	337	150	9
Déchets et matières de récupération	1	1	—	1.000	1.416	137	—	—	—	—
Constructions	4	3	1	2.700	—2.729	365	680	50	—	—
Charbons	—	—	—	—	—	—	—	—	50.873	2.213
Terre cuite	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ciment et industries connexes	2	1	1	1.200	5.506	3	15	—	27.132	1.221
Carrières	2	1	1	1.364	2.005	146	2	—	—	—
Chaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industries céramiques	2	1	1	8.000	25.317	784	23	—	—	—
Industrie du tabac	1	—	1	600	857	—	542	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	4	2	2	1.010	1	43	90	—	—	—
Films, théâtres, attractions	6	4	2	775	2.037	266	272	—	118	8
Artisanat	8	5	3	2.693	811	253	1.166	—	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	6	4	2	13.225	728	452	20	—	—	—
Divers non dénommés	7	5	2	5.830	4.358	621	41	387	5.000	245
TOTAL ...	279	197	82	5.953.610	5.091.283	515.266	31.330	382.946	1.306.430	56.950
B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge										
Banques, sociétés financières	2	2	—	24.000	33.223	20.351	—	7.566	—	—
Sociétés commerciales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés industrielles	1	1	—	150.000	61.066	46.146	—	40.800	1.600	96
Sociétés agricoles	4	4	—	143.000	141.173	33.461	—	26.807	—	—
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	1	1	—	100.000	23.885	11.957	—	11.578	15.074	678
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	1	1	—	25.000	—1.596	1.982	—	—	—	—
Sociétés diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL ...	9	9	—	442.000	257.751	113.897	—	86.751	16.674	774
C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger										
Electricité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways	1	1	—	65.080	6.500	—	—	—	—	—
Plantations, sociétés coloniales	3	2	1	47.412	52.415	5.198	2	4.123	—	—
Sociétés diverses	2	2	—	32.500	1.666	1.164	—	1.100	—	—
TOTAL ...	6	5	1	144.992	60.581	6.362	2	5.223	—	—
TOTAL GÉNÉRAL ...	294	211	83	6.540.602	5.409.615	635.525	31.332	474.920	1.323.104	57.724

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de novembre 1950 :

(Milliers de francs)	
Coupons d'Emprunts de l'Etat	425.137
Coupons d'Emprunts de la Colonie	5.100
Coupons d'Emprunts des Provinces et Communes	47.621
Coupons d'Emprunts d'organismes divers	53.969
	531.827

Coupons d'Emprunts extérieurs de l'Etat 23.874

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES (suite)

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligatoire (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
	(milliers de francs)									
1948	9.019	6.809	2.210	69.383.579	89.178.476	12.223.261	646.984	6.484.711	(2) 16.886.757	649.458
1949	9.929	6.952	2.977	86.319.626	85.095.717	13.222.364	1.062.170	7.493.830	(2) 20.216.654	821.978
1949 Septembre	329	222	107	1.494.050	1.444.963	157.080	27.009	66.923	1.633.587	63.953
Octobre	642	428	214	8.448.732	8.483.647	1.242.410	125.840	782.089	1.699.368	62.753
Novembre	325	228	97	7.223.212	6.730.607	887.238	39.014	585.165	1.359.013	60.265
Décembre	253	175	78	2.755.897	2.776.904	433.404	31.368	280.358	1.764.620	70.871
1950 Janvier	97	65	32	1.666.745	639.939	155.956	23.060	91.623	2.481.335	108.072
Février	147	103	44	450.462	880.048	361.749	15.888	337.952	1.743.559	76.187
Mars	1.476	1.038	438	7.428.459	7.714.979	1.344.033	148.601	787.962	1.435.549	63.036
Avril	2.276	1.578	698	19.858.617	14.733.051	2.035.919	354.989	1.184.314	1.785.582	77.990
Mai	1.920	1.371	549	20.191.539	20.569.308	2.794.971	191.623	1.638.147	1.387.615	61.518
Juin	917	676	241	15.531.259	12.031.056	2.869.930	142.899	1.791.536	1.577.351	68.441
Juillet	518	380	136	7.873.833	7.125.584	1.571.985	43.722	881.701	1.902.421	83.136
Août	183	125	58	548.667	424.720	92.042	28.008	43.795	1.500.100	63.969
Septembre	318	207	111	1.460.983	1.486.976	191.535	30.709	72.313	1.637.636	72.001
Octobre	583	387	196	9.623.058	9.064.698	1.011.664	118.404	726.466	1.627.114	71.507
Novembre	294	211	83	6.540.602	5.409.615	635.525	31.332	474.920	1.323.104	57.724

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) Au 31 décembre.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

31

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1949.....	8 850.226	6.572.012	2.278.214	30.626.051 (1)	6.953.986 (2)
1950.....p	8.710.167	7.515.664	1.194.503	31.820.554	
1949 Novembre.....	653.347	447.411	205.936	29.611.320	
Décembre.....	871.446	680.092	191.354	30.626.051 (1)	
1950 Janvier.....	1.070.439	604.020	566.419	31.192.470	
Février.....	806.166	494.585	311.581	31.504.051	
Mars.....	972.628	643.782	328.846	31.832.897 (3)	
Avril.....	750.003	716.392	33.611	31.866.508	
Mai.....	671.461	633.928	37.533	31.904.041	
Juin.....	695.869	680.353	15.516	31.919.557	
Juillet.....p	626.586	703.389	— 76.803	31.842.754	
Août.....p	586.715	588.249	— 1.534	31.841.220	
Septembre.....p	535.688	779.702	— 244.014	31.597.206	
Octobre.....p	666.304	584.843	81.461	31.678.667	
Novembre.....p	660.944	501.240	159.704	31.838.371	
Décembre.....p	667.364 (4)	685.181	— 17.817	31.820.554	
1951 Janvier.....p	879.437	557.597	321.840	32.142.394	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (3) Comprend 250 millions à la disposition des prisonniers de guerre. — (4) Y compris les intérêts échus sur obligations de l'Assainissement monétaire s'élevant à 71,4 millions de francs.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (*)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937			
		Versements obligatoires	Versements facultatifs		
1948.....	23.170	411.953	58.143	245.256	738.522
1949.....	27.625	392.028	70.042	246.870	736.565
1949 Mai.....	2.445	33.112	5.794	21.253	62.604
Juin.....	2.182	26.670	5.328	20.220	54.400
Juillet.....	1.784	31.318	5.776	20.964	59.842
Août.....	2.086	32.975	6.018	20.019	61.098
Septembre.....	2.072	31.346	6.150	20.435	60.003
Octobre.....	2.217	32.278	5.865	21.267	61.627
Novembre.....	2.522	32.102	5.624	19.689	59.937
Décembre.....	2.320	34.321	6.355	21.377	64.373
1950 Janvier.....	2.498	34.088	7.227	20.070	63.883
Février.....	3.113	32.055	7.169	19.335	61.672
Mars.....	2.673	33.471	7.442	20.787	64.373
Avril.....	2.062	33.595	7.139	20.755	63.551
Mai.....	1.723	32.344	7.207	20.129	61.403
Juin.....	2.501	29.408	6.803	20.820	59.532
Juillet.....	2.792	32.315	6.863	19.983	61.953

(*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 146,1 millions de francs en 1947, 193,5 millions de francs (montant provisoire) en 1948 et 209 millions de francs (montant provisoire) en 1949. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL	INDICES PAR INDUSTRIES																						
		Cokeries	Carières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports		Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (1)	

a) Indice des salaires horaires moyens

1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	105	119	106	106	112	104	106	114
1948 Mars	373	347	360	366	352	368	365	357	344	358	357	390	375	382	370	376	361	288		348	390	309	347	340	353
Juin	381	361	370	376	362	379	376	366	347	363	362	403	383	393	378	378	359	286		369	411	324	343	339	357
Septembre	387	373	372	384	361	386	382	364	356	372	365	414	392	403	382	379	370	287		369	412	330	351	347	369
Décembre	395	384	380	398	373	390	391	371	373	375	378	417	396	407	384	384	375	288	326	369	403	337	392	381	373
1949 Mars	400	382	376	417	384	405	407	369	368	381	383	415	410	412	385	391	378	293	326	387	388	353	393	385	385
Juin	405	400	384	417	395	412	412	371	380	387	388	419	420	419	382	401	382	292	326	387	410	360	390	384	391
Septembre	404	392	391	403	386	416	407	372	377	389	387	413	416	415	389	401	372	312	326	389	410	365	394	388	405
Décembre	406	392	389	404	387	419	409	378	377	391	395	418	412	415	394	398	383	313	326	388	408	374	395	391	442
1950 Mars	407	404	390	403	387	417	408	379	383	392	392	416	417	417	395	394	380	312	330	398	406	375	397	392	448
Juin	415	412	397	409	393	424	414	388	389	394	397	426	431	428	418	411	403	312	330	397	421	369	394	389	456
Septembre	421	415	398	414	415	425	420	392	396	402	401	438	438	438	419	419	401	312	343	397	431	382	400	396	453

b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés

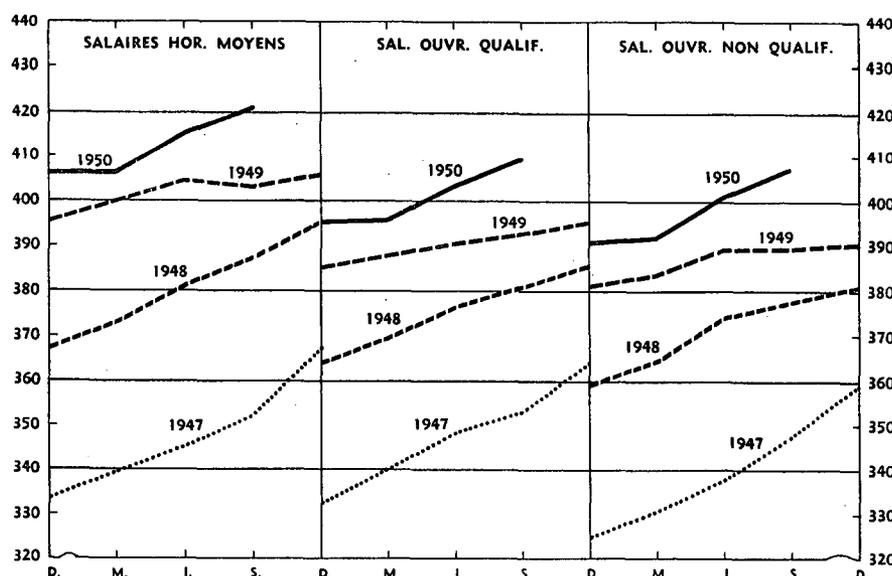
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	108	118	107	126	113	—	—	115	
1948 Mars	369	322	344	343	367	351	350	352	322	361	345	421	405	413	354	344	367	281		370	382	311	—	—	358
Juin	376	331	355	348	359	359	355	356	324	366	350	428	409	418	367	349	369	280		390	397	311	—	—	361
Septembre	381	352	358	360	366	367	364	361	334	375	354	439	415	427	369	348	374	281		390	393	311	—	—	367
Décembre	385	352	369	367	376	372	371	368	343	375	365	435	413	424	374	354	376	282	328	390	387	315	—	—	371
1949 Mars	388	358	367	384	387	386	386	365	356	379	370	419	425	422	377	344	377	286	328	409	400	315	—	—	388
Juin	391	366	371	385	392	394	390	369	371	380	371	425	422	424	376	350	383	285	329	403	402	315	—	—	389
Septembre	392	371	379	389	387	397	385	376	377	384	371	432	428	430	383	349	389	302	328	409	397	315	—	—	425
Décembre	395	371	374	374	385	400	389	375	368	391	374	435	427	431	389	348	392	302	328	407	397	315	—	—	458
1950 Mars	396	371	376	374	384	398	387	375	368	394	383	433	424	428	392	351	387	302	330	418	399	330	—	—	464
Juin	403	371	377	377	390	402	391	380	372	394	388	433	438	435	409	373	412	301	330	416	407	330	—	—	467
Septembre	409	371	376	380	421	402	396	387	356	400	394	452	448	450	411	379	409	301	348	416	406	335	—	—	467

c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés

1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	107	118	106	119	108	—	—	116
1948 Mars	364	313	353	362	378	351	358	366	319	334	331	392	394	393	353	343	338	273		367	385	339	—	—	346
Juin	374	323	367	365	378	359	364	370	322	339	337	405	410	408	370	346	336	273		391	412	339	—	—	349
Septembre	378	345	372	373	383	363	369	370	321	352	337	420	416	418	362	348	351	290		391	409	339	—	—	358
Décembre	381	338	380	383	394	366	376	379	328	352	349	417	412	415	365	348	355	290	291	391	405	339	—	—	361
1949 Mars	383	352	379	406	412	377	392	379	336	352	353	415	415	415	368	348	358	295	291	375	388	339	—	—	378
Juin	389	363	380	406	422	392	401	385	329	354	354	417	417	417	372	384	359	283	292	375	397	339	—	—	378
Septembre	389	372	387	394	414	389	394	392	346	359	354	427	411	419	378	384	341	311	291	375	389	339	—	—	394
Décembre	390	372	386	392	414	391	394	392	348	366	358	427	411	417	381	380	343	297	291	379	401	339	—	—	420
1950 Mars	392	372	388	394	415	394	397	392	362	366	364	418	413	415	383	376	342	297	297	384	398	351	—	—	428
Juin	401	372	387	397	413	399	400	404	367	370	366	427	432	429	410	401	362	309	297	384	413	351	—	—	430
Septembre	407	372	393	399	434	399	403	411	374	375	371	437	446	441	410	398	362	311	311	384	422	375	—	—	429

(1) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

PÉRIODES	1947	1948	1949	1950
Salaires horaires moyens.				
Mars	339	373	400	407
Juin	345	381	405	415
Septembre	352	387	404	421
Décembre	367	395	406	
Salaires ouvriers qualifiés.				
Mars	340	369	388	396
Juin	348	376	391	403
Septembre	353	381	392	409
Décembre	364	385	395	
Salaires ouvriers non qualifiés.				
Mars	331	364	383	392
Juin	338	374	389	401
Septembre	347	378	389	407
Décembre	359	381	390	



LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

a) Mouvement du débit

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1949 Moyenne mensuelle	38 (1)	136	198.476	146	43.700	282	242.176
1950 Moyenne mensuelle	38 (1)	148	195.102	158	45.361	306	240.463
1950 Janvier	38	146	191.302	153	41.342	299	232.644
Février	38	140	160.361	148	39.321	288	199.682
Mars	38	159	202.757	170	47.342	329	250.099
Avril	38	139	203.354	151	43.502	290	246.856
Mai	38	145	189.700	157	38.938	302	228.638
Juin	38	151	198.406	162	43.636	313	242.042
Juillet	38	141	184.489	148	43.700	289	228.189
Août	38	140	193.070	146	44.132	286	237.202
Septembre	38	148	203.843	161	51.239	309	255.082
Octobre	38	158	200.788	173	50.687	331	251.475
Novembre	38	149	193.081	161	45.123	310	238.204
Décembre	38	154	220.077	170	55.367	324	275.444
1951 Janvier	38	158	213.396	171	51.754	329	265.150

(1) Au 31 décembre.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1949 Moyenne mensuelle	3.813	131.062	1.518	7.356	128.756	57.274	2.158	2.784	136.245	198.476
1950 Moyenne mensuelle	3.231	122.070	1.685	7.613	139.970	61.386	2.638	4.033	147.524	195.102
1950 Janvier	3.191	127.877	1.687	6.922	138.869	53.057	2.524	3.446	146.271	191.302
Février	3.564	92.268	1.451	5.953	132.291	59.000	2.304	3.140	139.610	160.361
Mars	3.728	127.618	1.708	7.869	151.302	63.333	2.742	3.637	159.480	202.757
Avril	3.128	137.427	1.455	7.655	132.348	55.173	2.305	3.099	139.236	203.354
Mai	2.799	116.411	1.757	9.589	138.516	60.607	2.380	3.093	145.452	189.700
Juin	2.967	128.207	1.987	7.459	143.697	58.216	2.622	4.524	151.273	198.406
Juillet	2.739	112.189	1.775	9.558	133.824	58.634	2.493	4.108	140.831	184.489
Août	3.638	117.361	1.972	9.160	131.505	63.066	2.436	3.483	139.551	193.070
Septembre	3.610	130.511	1.776	6.835	139.525	61.169	2.895	5.328	147.806	203.843
Octobre	4.078	122.169	1.604	8.530	148.765	65.159	3.176	4.930	157.623	200.788
Novembre	3.020	115.897	1.407	5.591	141.468	67.364	2.772	4.229	148.667	193.081
Décembre	2.312	136.902	1.639	6.246	147.529	71.852	3.008	5.077	154.488	220.077
1951 Janvier	2.295	134.924	1.580	8.523	151.777	65.324	2.753	4.625	158.405	213.396

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

(millions de francs)

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*) (moyenne journalière)	CRÉDIT		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1949 Moyenne mensuelle	(1)632.415	27.972	20.287	22.948	61.427	22.946	61.427	168.748	91	3,31
1950 Moyenne mensuelle	(1)637.348	27.093	19.529	23.037	61.823	23.210	61.823	169.893	91	3,44
1949 Novembre	631.788	27.417	20.228	22.583	59.485	21.995	59.485	163.548	91	3,44
Décembre	632.415	28.338	20.543	25.865	68.109	23.529	68.109	185.612	92	3,31
1950 Janvier	633.989	29.917	20.240	22.812	66.092	26.095	66.092	181.091	91	3,39
Février	634.360	27.403	19.590	22.968	60.282	22.530	60.282	166.062	91	3,51
Mars	634.716	27.189	18.992	23.809	63.861	23.404	63.861	174.935	91	3,29
Avril	635.015	27.046	19.446	21.182	58.436	22.288	58.436	160.342	91	3,42
Mai	635.380	26.789	19.406	24.372	62.986	23.889	62.986	174.233	91	3,59
Juin	635.436	26.984	19.308	22.824	60.845	22.511	60.845	167.025	91	3,27
Juillet	635.902	27.128	19.696	22.470	56.683	23.115	56.683	158.951	90	3,38
Août	635.960	26.372	19.546	22.779	59.221	22.772	59.221	163.993	91	3,30
Septembre	636.499	26.105	19.243	22.024	59.891	21.825	59.891	163.630	90	3,31
Octobre	637.168	26.746	19.525	24.389	65.103	23.797	65.103	178.392	92	3,51
Novembre	637.362	27.038	19.678	23.057	65.172	24.622	65.172	178.023	92	3,79
Décembre	637.348	26.487	19.717	23.758	63.299	21.672	63.299	172.028	91	3,55
1951 Janvier	637.293	28.056	19.985	24.850	69.496	26.606	69.496	180.448	91	3,59

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent : les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45 Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

PÉRIODES	Indice général	Produits agricoles				Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs
		du règne animal	du règne végétal				Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	
Nombre de produits	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5	
1949 Moyenne mens.	370	410	406	372	379	504	362	253	377	420	286	295	262	376	
1950 Moyenne mens.	388	370	456	383	372	529	351	230	355	443	287	295	267	419	
1949 Novembre	361	388	411	361	371	529	367	255	321	433	265	267	260	372	
Décembre	365	384	425	355	371	529	367	254	321	433	285	294	261	373	
1950 Janvier	366	364	453	340	358	529	336	234	318	433	286	295	262	373	
Février	364	351	442	345	357	529	336	234	313	433	286	292	271	371	
Mars	360	336	439	347	353	529	336	224	308	434	278	281	271	371	
Avril	362	336	446	349	353	529	336	215	314	437	278	280	271	370	
Mai	365	330	457	353	357	529	336	215	328	438	281	285	271	371	
Juin	365	326	434	351	362	529	336	222	336	443	281	290	258	371	
Juillet	379	384	449	367	366	529	336	228	345	446	281	286	268	377	
Août	396	398	460	385	374	529	336	229	374	447	283	292	262	400	
Septembre	417	393	481	430	388	529	369	229	398	448	294	304	267	487	
Octobre	423	399	465	434	395	529	373	243	405	449	299	312	268	503	
Novembre	426	398	468	440	398	529	390	243	402	450	298	311	267	498	
Décembre	438	423	479	456	403	529	390	243	421	454	298	311	265	533	
1951 Janvier	456	419	498	502	415	529	395	251	455	454	305	319	270	584	

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1949 Moyenne mens.	158	545	384	368	345	323	441	540	275	390	336	330	321	405
1950 Moyenne mens.	384	552	424	431	493	367	519	553	267	410	348	344	322	463
1949 Novembre	159	527	336	367	347	320	451	523	264	394	327	317	313	399
Décembre	177	527	337	375	363	328	457	535	264	403	321	301	314	396
1950 Janvier	177	533	335	389	391	342	472	537	264	405	320	301	314	392
Février	186	538	338	390	393	346	467	537	266	407	317	302	307	392
Mars	188	538	341	389	394	342	465	537	266	407	317	300	307	393
Avril	247	538	344	391	403	339	470	537	266	405	316	294	307	404
Mai	324	531	352	395	431	319	485	535	266	406	319	293	309	426
Juin	280	531	375	394	427	321	478	535	268	406	327	308	311	445
Juillet	355	525	416	404	430	334	502	530	268	413	336	325	313	457
Août	460	530	450	424	475	349	521	544	271	413	387	373	323	499
Septembre	498	556	506	464	601	368	559	556	273	413	390	405	344	535
Octobre	607	569	535	481	628	405	565	579	264	414	392	408	346	541
Novembre	645	609	530	508	665	456	587	589	264	414	383	401	336	532
Décembre	642	631	567	538	680	478	656	621	271	414	387	409	336	543
1951 Janvier	692	641	597	607	777	543	773	680	276	414	399	423	347	551

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

PÉRIODES	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (Statistique générale de la France)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume-Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1949 Moyenne mens.	95	94	112	104	105	101	95
1949 Novembre	93	92	117	109	109	102	92
1949 Décembre	94	92	117	110	110	102	92
1950 Janvier	94	92	120	112	111	102	91
1950 Février	94	93	120	114	112	103	90
1950 Mars	93	93	123	114	112	103	90
1950 Avril	93	93	122	113	114	103	89
1950 Mai	94	94	122	113	116	103	91
1950 Juin	94	95	119	115	117	104	90
1950 Juillet	97	99	124	115	119	105	92
1950 Août	102	101	129	117	120	105	94
1950 Septembre	107	103	131	120	124	106	96
1950 Octobre	109	103	133	122	127	107	98
1950 Novembre	110	104	135	125	132	114	99
1950 Décembre	113	<i>p</i> 104	<i>p</i> 141	128	133	101	101
1951 Janvier	117	<i>p</i> 106			137		<i>p</i> 104

r : Indice rectifié.

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

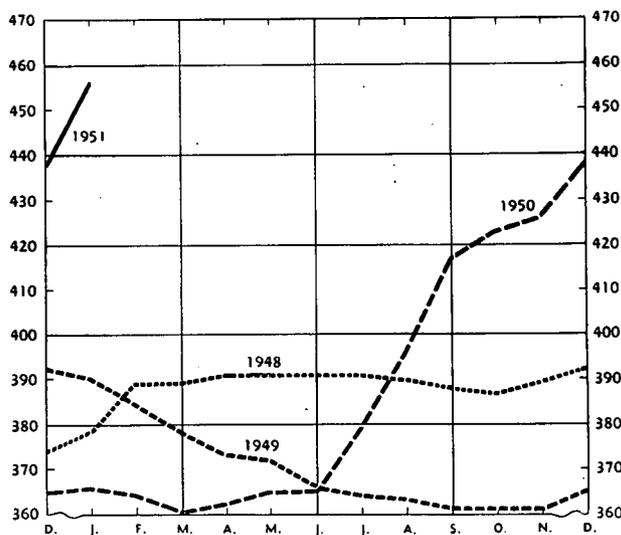
Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits	56	34	22
1949 Moyenne mensuelle	381	364	408
1950 Moyenne mensuelle	377	354	414
1949 Novembre	377	359	406
1949 Décembre	375	357	406
1950 Janvier	373	354	404
1950 Février	373	352	406
1950 Mars	371	347	408
1950 Avril	370	345	408
1950 Mai	370	344	409
1950 Juin	368	340	409
1950 Juillet	369	341	411
1950 Août	376	353	413
1950 Septembre	392	371	422
1950 Octobre	395	373	428
1950 Novembre	388	365	424
1950 Décembre	384	359	423
1951 Janvier	389	364	428

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

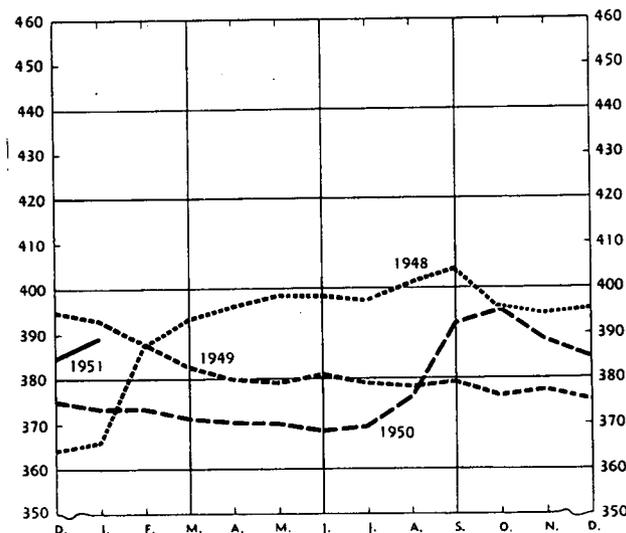
PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Janvier	378	390	366	456
Février	389	384	364	
Mars	389	378	360	
Avril	391	373	362	
Mai	391	372	365	
Juin	391	366	365	
Juillet	391	364	379	
Août	390	363	396	
Septembre	388	361	417	
Octobre	387	361	423	
Novembre	389	361	426	
Décembre	392	365	438	



INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Janvier	366	393	373	389
Février	387	388	373	
Mars	393	382	371	
Avril	396	380	370	
Mai	398	379	370	
Juin	397	381	368	
Juillet	396	379	369	
Août	400	378	378	
Septembre	403	379	392	
Octobre	395	378	395	
Novembre	394	377	388	
Décembre	395	375	384	



LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Administration des Mines).

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						TOTAL		
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine				
1936-1938 Moyenne mensuelle	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(1) 2.425	24,0	1.502	
1949 Moyenne mensuelle	102.742	146.394	383	312	588	375	663	2.321	23,9	(2) 1.813	
1950 Moyenne mensuelle	92.154	133.320	387	276	563	372	677	2.275	23,8	(2) 1.031	
1949 Novembre	100.311	143.511	404	309	589	394	698	2.394	24,0	2.051	
Décembre	97.658	140.212	440	323	647	428	736	2.574	26,0	1.813	
1950 Janvier	94.807	137.795	435	325	612	403	708	2.483	25,9	1.668	
Février	96.013	137.928	383	288	568	363	673	2.274	23,2	1.679	
Mars	95.703	137.373	423	309	628	400	768	2.529	25,9	1.777	
Avril	95.953	137.982	403	292	587	381	687	2.350	23,8	2.073	
Mai	96.841	138.870	382	272	562	375	626	2.217	22,7	2.330	
Juin	94.410	136.089	382	286	617	404	638	2.326	24,3	2.682	
Juillet	84.305	123.443	249	159	377	259	577	1.621	18,4	2.610	
Août	86.060	125.663	356	236	502	285	646	2.025	22,9	2.435	
Septembre	87.630	128.269	410	291	584	400	672	2.357	25,7	2.019	
Octobre	89.054	129.752	423	299	599	405	699	2.425	25,9	1.651	
Novembre	93.340	134.414	409	286	577	395	716	2.383	24,1	1.337	
Décembre	91.731	132.262	390	270	546	395	712	2.313	23,3	1.031	

(1) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi. — (2) A fin d'année.

PÉRIODES	COQUES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Pièces d'acier moulées	Acier fini	Fer fini
1936-1938 Moyenne mensuelle	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	6,0	198	3,8
1949 Moyenne mensuelle	414	4.461	63	503	(2) 34	312	315	5,6	256	2,3
1950 Moyenne mensuelle	382	4.157	85	526	(2) 45	308	310	3,7	243	2,5
1949 Novembre	382	4.223	84	513	34	269	270	4,4	205	2,3
Décembre	399	4.185	92	507	34	288	299	4,6	235	2,5
1950 Janvier	405	4.132	83	510	35	303	311	3,9	228	2,2
Février	372	4.119	81	518	36	271	269	3,5	210	2,7
Mars	391	4.025	68	475	37	310	298	3,8	235	3,1
Avril	365	3.906	65	463	38	285	281	3,3	228	2,1
Mai	369	3.714	61	443	37	292	291	3,4	223	1,1
Juin	342	3.956	59	443	36	295	297	3,6	238	2,2
Juillet	300	4.279	48	487	33	220	212	2,2	155	1,4
Août	343	4.272	72	511	38	269	262	3,6	220	2,5
Septembre	391	4.287	110	562	41	333	364	4,2	288	3,2
Octobre	439	4.407	123	616	44	384	397	4,3	310	3,2
Novembre	409	4.357	120	630	46	362	364	4,3	286	2,7
Décembre	459	4.430	124	674	45	373	374	4,2	290	3,4

(1) Au 31 décembre 1938. — (2) Au 31 décembre.

II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)						PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute (1)	Coton (2)	Laine (3)	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée					
1949 Moyenne mensuelle	616	3.686	183	6.181	846	1.485	1.484	422	2.658	4.955	1.780	438
1950 Moyenne mensuelle	791	4.331	201	7.174	1.029	1.759	1.590	642	3.239	6.122	2.200	516
1949 Octobre	706	3.434	186	6.541	912	1.738	1.729	485	2.666	5.159	1.952	401
Novembre	651	3.553	171	6.348	848	1.710	1.599	490	2.853	5.121	1.890	448
Décembre	753	4.233	162	6.867	958	1.982	1.643	571	3.080	5.540	2.067	465
1950 Janvier	839	4.128	184	6.733	974	1.702	1.460	611	2.800	5.702	2.011	468
Février	776	4.263	183	6.700	997	1.776	1.509	605	2.956	5.816	2.034	475
Mars	883	4.733	214	8.455	1.109	1.972	1.622	769	3.628	6.630	2.294	630
Avril	821	4.075	183	6.882	992	1.923	1.477	612	3.232	5.860	2.134	482
Mai	647	4.055	161	7.060	924	1.447	1.456	601	3.041	5.810	2.374	516
Juin	266	3.382	113	2.555	661	1.471	1.290	198	1.344	2.344	1.596	153
Juillet	675	3.797	175	6.256	1.010	1.181	1.264	635	3.195	5.547	1.759	523
Août	837	4.268	165	7.967	1.090	1.840	1.667	645	3.269	6.550	2.204	540
Septembre	951	4.726	229	8.211	1.135	1.822	1.968	723	3.919	7.198	2.438	538
Octobre	972	4.951	302	8.365	1.190	2.215	1.936	816	3.789	7.469	2.645	612
Novembre	897	4.792	237	8.875	1.163	1.899	1.769	767	3.907	7.646	2.578	625
Décembre	925	4.797	270	8.031	1.104	1.854	1.658	747	3.782	6.868	2.331	631

(1) Y compris les tapis en jute. — (2) Tissus en coton purs ou mélangés de fibres de rayonne, y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le couil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours et les tissus pour pantoufles pour 1948. A partir de 1949, les tissus spéciaux ont été répartis, selon leur nature, entre les rubriques lin, coton, rayonne et fibres de rayonne. — (3) Y compris couvertures et tapis en laine. — r : chiffres rectifiés.

III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut national de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier (tonnes)	Cartons	Briques ordinaires (milliers de pièces)	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538							
1949 Moyenne mensuelle	243.750	128.794	114.883	14.205	12.619	4.956	20.101	1.545	158.079	15.095
1950 Moyenne mensuelle	296.436	p 103.719	p 136.968	p 13.113	p 12.235	p 4.860	p 21.782	p 1.682	p 152.549	p 14.333
1949 Octobre	294.830	119.350	112.014	14.233	11.604	4.994	21.284	1.435	171.396	13.680
Novembre	273.330	113.625	126.785	14.835	13.146	5.287	18.884	1.306	155.404	12.269
Décembre	238.445	122.922	94.166	14.909	13.915	6.837	22.457	1.604	136.040	12.854
1950 Janvier	217.874	118.111	86.001	14.153	13.032	7.087	22.032	1.260	125.667	12.345
Février	194.944	109.995	103.560	13.067	11.938	7.453	20.714	1.407	106.999	9.947
Mars	285.481	118.394	136.192	15.117	13.826	11.090	24.497	1.789	102.957	12.413
Avril	295.586	95.956	134.942	14.365	13.192	5.115	22.308	1.293	100.274	12.875
Mai	311.342	96.392	172.490	14.315	13.805	1.554	22.728	1.602	151.156	13.133
Juin	325.789	100.599	186.873	12.356	11.993	935	24.633	1.469	172.169	17.453
Juillet	286.149	90.133	133.032	10.397	9.361	1.105	18.837	1.307	178.159	17.790
Août	328.260	115.488	166.558	11.475	10.567	2.645	22.875	1.595	195.122	17.179
Septembre	346.577	131.629	160.986	12.233	11.572	6.106	25.805	1.993	186.916	15.368
Octobre	375.665	95.721	168.523	13.416	12.243	4.317	26.278	2.035	190.932	14.632
Novembre	322.976	85.451	144.478	12.063	11.482	5.793	25.037	2.067	165.269	13.487
Décembre	266.588	p 86.761	p 49.981	p 14.395	p 13.807	p 5.120	p 25.807	p 1.949	p 154.972	p 15.370

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

Source : Administration des Douanes et Actes.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES Quantités de matières premières déclarées (substan- ces fari- neuses et substances sucrées) (tonnes)	DISTILLE- RIES Production d'alcool (hectolitres)	ALLUMETTES			PÊCHE	
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois	Déclara- tions en consom- mation			Fabrica- tion	Consom- mation	Exporta- tion	Vente de poisson (2) aux minques d'Ostende Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge	
	sucres bruts	sucres raffinés								Quantités	Valeurs
	(tonnes)						(millions de tiges)			(tonnes)	(milliers fr.)
1936-38 Moyenne mens.	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	1.807	2.590	2.260	7.189
1949 Moyenne mensuelle	26.403	13.741	111.882	20.276	11.132	26.640	4.237	1.939	2.240	3.438	31.717
1950 Moyenne mensuelle	34.458	14.372	138.634	21.748	11.629	24.213	4.851	2.231	2.870		
1949 Novembre	137.832	21.333	164.974	22.673	9.027	39.335	4.802	2.083	3.167	3.198	31.812
Décembre	92.726	18.965	219.760	24.774	10.210	45.131	6.020	2.197	4.340	3.108	32.355
1950 Janvier	3.107	12.329	207.516	20.216	9.037	29.852	5.041	1.708	3.419	3.905	32.550
Février	—	11.533	173.131	17.634	9.461	28.273	4.160	1.556	1.878	3.059	32.890
Mars	—	13.233	187.576	16.774	12.875	16.733	3.847	1.786	2.877	4.409	31.417
Avril	83	10.864	183.076	14.030	12.952	18.268	3.999	1.801	2.145	3.618	32.662
Mai	—	10.840	156.702	36.922	13.039	24.092	4.882	1.894	3.516	4.109	26.373
Juin	—	10.549	107.013	22.669	14.987	19.838	5.079	2.134	2.386	2.454	19.216
Juillet	—	14.153	80.287	37.094	12.817	14.829	4.573	2.444	3.337	2.789	21.159
Août	—	16.054	43.586	27.766	13.208	30.715	4.040	2.735	1.004	2.735	23.612
Septembre	2.043	18.090	12.288	26.244	11.801	24.738	5.579	3.067	3.732	2.332	25.828
Octobre	142.794	20.037	89.249	24.096	9.637	34.460	6.000	2.692	3.837	3.600	33.260
Novembre	161.110	18.412	185.125	15.758	9.909	25.209	5.351	2.435	3.072	3.015	31.370
Décembre	104.355	16.375	238.059	21.482	9.824	25.489	5.655	2.522	3.232		
1951 Janvier	5.048	13.321	203.630	20.702	8.990		5.809	2.623	2.871		

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Non compris les harengs, esprotts et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (*)

(milliers de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

PÉRIODES	Production (1)			Total pour la Belgique [4] = [1]+[2]+[3]	Importation [5]	Exportation [6]	Total énergie absorbée par les réseaux [7] = [4]+[5]-[6]
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto-producteurs industriels [3]				
	Régies communales [1]	Sociétés privées [2]					
1936-1938 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.360
1949 Moyenne mensuelle	31.143	359.975	289.140	680.258	8.755	3.902	685.111
1950 Moyenne mensuelle	31.204	387.592	287.939	706.735	12.092	4.653	714.174
1949 Novembre	36.251	390.441	285.534	712.226	3.843	4.535	711.534
Décembre	39.613	422.509	307.183	769.305	3.518	4.709	768.114
1950 Janvier	38.493	412.512	304.846	755.851	(2) 4.341	(2) 5.370	(2) 754.822
Février	36.300	363.978	274.016	674.294	(2) 6.510	(2) 4.449	(2) 676.355
Mars	35.562	392.236	299.333	727.131	(2) 9.250	(2) 2.748	(2) 733.633
Avril	30.164	353.674	284.852	668.690	11.138	2.101	677.727
Mai	26.820	347.650	276.886	661.356	19.610	1.881	669.085
Juin	17.469	339.123	266.699	623.291	21.616	2.163	642.744
Juillet	20.153	325.298	227.045	572.496	13.124	1.666	583.954
Août	25.664	367.643	255.601	648.908	18.901	1.328	666.481
Septembre	30.677	398.631	295.156	724.464	12.989	1.468	735.985
Octobre	35.580	436.109	327.129	798.818	6.459	7.437	797.840
Novembre	36.661	438.863	320.521	796.045	8.652	11.400	793.297
Décembre	40.907	475.393	323.180	839.480	12.513	13.821	838.172
1951 Janvier	39.553	479.632	326.059	845.144	14.067	13.219	845.992

(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1948 : 268; au début de l'année 1949 : 258; au début de l'année 1950 : 247.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

(2) Chiffres rectifiés.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

59

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Énergie.

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries			Total de gaz produit en Belgique [6] = [1] +[2]+[3] -[4]+[5]	Impor-tations [7]	Expor-tations [8]	Solde : impor-tations moins ex-ports [9] = [7]-[8]	Total de gaz dispo-nible en Belgique [10] = [6]+[9]
	Régies et associa-tions de communes [1]	Sociétés privées [2]	Régies [3]	Sociétés privées						
				Production destinée à la distri-bution publique [4]	Production destinée aux fournitures industrielles [5]					
1949 Moyenne mensuelle	156	3.691	6.348	56.586	69.197	135.978	95	1.862	- 1.767	134.211
1950 Moyenne mensuelle	182	2.373	5.651	52.259	60.684	121.149	119	1.770	- 1.651	119.498
1949 Novembre	140	2.089	6.559	54.331	54.385	117.504	34	1.984	- 1.950	115.554
Décembre	130	2.814	6.901	59.923	61.239	131.007	30	2.279	- 2.249	128.758
1950 Janvier	173	3.190	6.519	58.672	64.464	133.018	27	2.237	- 2.210	130.808
Février	148	1.257	5.455	50.342	58.862	116.064	29	1.934	- 1.905	114.159
Mars	163	1.298	5.908	54.100	65.113	126.582	25	1.375	- 1.350	125.232
Avril	143	1.212	5.482	49.399	60.930	117.166	26	1.863	- 1.837	115.329
Mai	186	1.406	5.505	52.181	61.382	120.660	32	1.773	- 1.741	118.920
Juin	244	1.529	5.093	50.847	58.250	115.963	149	1.647	- 1.498	114.465
Juillet	216	2.796	4.861	47.066	43.663	98.602	484	1.541	- 1.057	97.545
Août	219	2.458	4.832	49.729	54.347	111.585	488	1.401	- 913	110.672
Septembre	208	1.431	5.258	51.557	64.708	123.162	74	1.560	- 1.486	121.676
Octobre	174	2.174	5.821	52.848	67.189	128.206	30	1.794	- 1.764	126.442
Novembre	147	6.388	6.154	49.136	61.771	123.596	29	1.908	- 1.879	121.717
Décembre	165	3.333	6.029	61.225	67.534	139.186	31	2.207	- 2.176	137.010
1951 Janvier			6.515	59.594	72.050					

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

LA CONSOMMATION (*)

65

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Janvier	385	430	441	464	504	433	351	338	178	192	377	434	460	580
Février	389	352	465	418	369	390	327	324	177	183	354	396	363	398
Mars	439	440	462	458	423	444	349	347	205	199	398	435	489	517
Avril	482	429	454	458	448	464	351	344	193	186	389	419	493	445
Mai	444	437	445	471	427	450	349	347	193	185	381	433	431	483
Juin	371	407	374	418	393	478	349	366	198	200	382	431	366	405
Juillet	392	447	399	419	474	558	358	498	188	192	381	633	360	500
Août	299	362	358	400	469	526	357	388	186	188	392	440	345	419
Septembre	388	779	469	661	453	613	351	491	191	205	392	563	463	862
Octobre	491	515	463	480	444	518	346	363	195	201	394	409	511	503
Novembre	436	440	397	456	677	791	379	359	196	193	446	432	449	458
Décembre	427	497	465	504	813	830	455	526	209	213	498	581	459	579
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Janvier	430	614	464	641	433	555	338	559	192		434		580	

B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																					
	Indice général	Alimentation				Habillement				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-papeterie			Parfum.		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Anages	Dessus hommes	Dessus femmes	Dessous, accessoires, articles de parure	Total	Textiles	Méubles, lustrie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, Electricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	Jeux, jouets, sports, voyage
1949 Novembre	127	122	126	113	123	86	113	124	129	118	91	100	94	110	134	112	113	220	127	141	108	396
Décembre	149	175	192	124	176	75	102	120	151	128	99	116	105	144	177	147	203	227	203	206	150	262
1950 Janvier	116	166	135	120	147	86	62	96	123	109	142	89	123	106	115	107	107	96	100	100	106	43
Février	100	164	137	110	145	83	62	84	80	104	101	103	101	107	102	93	81	83	83	103	103	41
Mars	115	174	150	122	157	107	104	115	97	102	136	118	115	112	127	113	106	94	90	91	109	57
Avril	119	166	154	126	155	90	131	137	115	113	102	108	104	112	118	113	105	105	93	94	114	78
Mai	114	145	130	114	134	92	130	144	116	115	92	123	103	110	126	112	95	93	85	86	109	77
Juin	113	132	123	106	125	92	126	128	124	118	82	113	93	108	155	113	95	81	78	79	118	88
Juillet	125	141	187	109	158	80	126	112	132	118	93	105	101	122	120	122	102	87	77	78	174	109
Août	107	132	123	110	125	85	74	94	99	90	87	101	92	125	151	127	99	96	133	128	133	60
Septembre	158	177	179	127	172	162	181	168	165	165	158	148	154	138	245	149	109	96	189	176	147	60
Octobre	123	171	120	123	146	85	148	164	125	122	93	119	102	113	217	123	88	103	99	99	104	117
Novembre	141	185	157	126	165	83	116	123	126	116	86	110	94	108	200	116	98	249	143	159	107	503
Décembre	163	250	219	138	222	78	122	127	161	136	95	112	101	133	242	143	181	226	196	200	150	313
1951 Janvier	141	209	172	126	182	120	92	118	143	132	178	106	152	126	194	132	97	104	116	114	135	48

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT				COOPÉRATIVES										MAGASINS A SUCCURSALES		Gros-sistes	
	Indice général	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation, sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale
1949 Novembre	84	81	90	92	111	101	113	96	90	108	128	198	114	95	144	61	110	98
Décembre	73	65	90	97	121	114	129	90	94	105	157	162	129	115	149	107	98	105
1950 Janvier	60	61	53	97	111	101	116	93	79	99	119	94	93	88	165	82	99	86
Février	55	57	51	59	102	98	106	83	91	92	102	84	84	91	148	77	65	81
Mars	94	95	90	99	115	112	116	104	117	120	117	83	88	110	144	86	80	95
Avril	112	112	109	134	109	106	111	96	113	109	103	95	105	107	129	91	102	89
Mai	108	106	109	109	105	110	100	111	130	136	137	110	119	119	102	123	87	
Juin	75	78	66	90	104	108	112	78	98	96	126	175	104	117	103	105	110	95
Juillet	72	74	62	129	134	102	157	83	88	82	144	158	114	117	176	114	116	160
Août	83	56	47	64	109	100	118	78	102	102	127	266	106	113	135	102	74	126
Septembre	144	154	124	174	154	109	148	204	181	139	150	254	136	102	188	117	168	148
Octobre	100	97	107	88	110	108	111	100	103	104	116	134	112	96	142	85	120	89
Novembre	72	70	78	70	p 109	p 102	p 112	p 95	96	p 107	125	225	124	p 96	p 135	76	99	79
Décembre	77	71	88	97												61	137	p 112

(*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau n° 58.

66

II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, priser et mâcher
	(milliers de pièces)			(tonnes)
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1949 Moyenne mensuelle	7.073	21.753	701.157	832
1950 Moyenne mensuelle	6.927	21.776	699.935	819
1949 Novembre	10.676	27.785	635.317	776
Décembre	9.452	26.644	613.291	800
1950 Janvier	7.551	23.672	613.402	793
Février	4.830	14.079	652.921	699
Mars	5.017	17.181	637.501	802
Avril	5.642	21.360	648.017	779
Mai	6.138	18.155	791.531	851
Juin	6.375	22.985	805.529	913
Juillet	5.928	21.461	725.378	767
Août	6.486	20.969	797.205	891
Septembre	8.358	25.011	800.677	1.004
Octobre	8.113	26.580	648.850	776
Novembre	8.853	22.493	585.614	721
Décembre	7.937	27.363	692.595	774
1951 Janvier	6.520	21.188	741.111	803

67

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1949 Moyenne mensuelle	17.261	3.533	11.386	35.784	4.815
1950 Moyenne mensuelle	17.613	3.430	11.978	40.719	6.244
1949 Novembre	20.255	3.989	9.837	45.071	13.847
Décembre	16.324	3.337	8.968	40.297	8.836
1950 Janvier	17.910	2.800	10.463	42.314	9.213
Février	15.999	2.239	11.438	39.848	6.223
Mars	19.311	2.508	15.343	46.898	5.629
Avril	16.571	2.683	13.836	39.375	3.614
Mai	19.481	3.356	16.886	48.410	2.520
Juin	16.548	2.678	13.963	40.218	1.385
Juillet	16.266	3.242	11.865	40.020	1.206
Août	18.469	4.145	11.840	37.988	1.779
Septembre	17.450	4.467	9.562	36.555	5.936
Octobre	18.118	4.258	9.435	40.208	9.945
Novembre	18.734	4.324	10.438	41.801	12.925
Décembre	16.501	4.464	8.669	34.993	14.557
1951 Janvier	20.867	5.415	11.951	40.415	9.597

LES TRANSPORTS

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes						Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)	Total général			
1938 Moyenne mensuelle (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1949 Moyenne mensuelle p	199,9	421,6	34,9	656,5	262,4	918,9	885,2	33,7	96,3
1949 Octobre	194,4	448,3	33,9	676,6	216,7	893,3	880,2	13,1	98,5
Novembre	145,8	463,4	34,7	643,9	216,7	860,6	858,7	1,9	99,8
Décembre p	186,2	499,4	35,5	721,1	766,6	1.487,7	926,3	561,4	94,9
1950 Janvier p	229,1	430,7	35,4	695,2	108,0	803,2	881,0	— 77,8	109,7
Février p	204,9	425,1	24,1	654,1	108,0	762,1	831,6	— 69,5	109,1
Mars p	224,1	490,0	23,1	737,2	108,0	845,2	880,6	— 35,4	104,2
Avril p	258,8	417,6	22,8	699,2	109,0	808,2	832,3	— 24,1	103,0
Mai p	250,6	410,2	22,6	683,4	109,0	792,4	829,0	— 36,6	104,6
Juin p	235,2	428,6	38,0	701,8	108,0	809,8	838,0	— 28,2	103,5
Juillet p	302,6	368,0	23,2	693,8	108,0	801,8	911,3	— 109,5	113,7
Août p	294,3	399,0	25,1	718,4	109,0	827,4	813,1	14,3	98,3
Septembre p	254,8	531,3	27,5	813,6	234,0	1.047,6	835,0	212,6	79,7
Octobre p	235,8	577,0	46,2	859,0	123,0	982,0	852,2	129,8	89,8
Novembre p	211,5	541,2	48,6	801,3	113,0	914,3	814,2	100,1	89,1

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2) 1° Trafic général						
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			Total
Service interne belge	Service internat.	Transit									
1938 Moyen. mens. (3)	388.982	114.745	90.665	479.647	16.004	511	6.169	186	154	88	428
1949 Moyen. mens.	300.931	95.949	45.426	346.357	18.451	593	5.011	195	178	99	472
1950 Moyen. mens.	296.111	94.630	49.696	345.807			5.055				455
1949 Octobre	336.613	113.383	45.189	381.802	18.575	579	5.553	233	168	85	486
Novembre	328.574	111.098	46.108	374.682	18.963	576	5.615	225	173	105	503
Décembre	320.919	114.594	52.581	373.500	18.948	579	5.474	212	173	116	501
1950 Janvier	278.782	108.221	41.334	320.116	18.325	563	4.671	190	168	79	437
Février	265.247	96.583	44.578	309.825	17.788	543	4.442	171	165	79	415
Mars	308.554	99.755	51.406	359.960	18.626	577	5.158	199	180	93	472
Avril	267.160	81.957	45.744	312.904	17.695	580	4.507	175	153	81	409
Mai	267.607	78.518	46.393	314.000	19.060	620	4.534	172	157	83	412
Juin	285.812	81.210	46.706	332.518	17.040	577	4.794	176	163	87	426
Juillet	231.065	65.552	41.494	272.559	16.087	609	3.856	157	130	77	364
Août	276.562	87.435	41.236	317.798	17.231	643	4.319	209	109	45	363
Septembre	343.036	110.922	52.945	395.981	17.959	584	5.839	241	180	92	513
Octobre	376.617	112.717	61.030	437.647	18.214	582	6.637	265	198	116	579
Novembre	344.850	107.697	62.084	406.934	20.078	582	6.296	230	193	134	557
Décembre	308.037	104.694	61.399	369.436			5.605				515

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)

2° Transport des principales grosses marchandises

A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silice et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1949 Moyenne mensuelle	472	5.011	289	1.796	583	632	428	508	38	209	70	398
1950 Moyenne mensuelle	455	5.055										
1949 Octobre	486	5.553	645	2.105	475	578	418	659	30	180	67	396
Novembre	503	5.615	837	2.074	486	570	393	563	30	223	71	368
Décembre	501	5.474	585	2.190	439	635	350	541	28	260	71	375
1950 Janvier	437	4.671	148	2.089	387	583	348	413	34	268	71	330
Février	415	4.442	171	1.859	356	570	330	442	32	303	69	310
Mars	472	5.158	240	1.934	442	593	441	670	39	336	78	385
Avril	409	4.507	183	1.594	414	588	403	678	30	213	70	334
Mai	412	4.534	139	1.579	422	602	431	738	33	186	72	332
Juin	426	4.794	112	1.670	386	657	461	861	26	210	74	337
Juillet	364	3.856	113	1.392	315	476	383	636	20	176	73	272
Août	363	4.319	117	1.779	275	367	400	709	71	181	82	338
Septembre	513	5.839	191	2.219	444	768	484	892	62	282	88	409
Octobre	579	6.637	758	2.299	522	821	479	875	36	311	97	439
Novembre	557	6.296	860	2.205	504	852	433	641	30	259	93	410
Décembre	515	5.605										

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge.

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

B — Service interne belge

11

Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux

Tonnes-km. trans-portées (milliers)

70

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Mat. de constr. verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	
1938 Moyenne mensuelle (1).....	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1949 Moyenne mensuelle.....	3.188	162	1.606	12	194	308	458	12	104	26	306	3.633
1950 Moyenne mensuelle.....												3.523
1949 Décembre.....	3.563	398	1.849	11	182	242	441	4	111	27	298	5.125
1950 Janvier.....	2.974	55	1.756	9	178	239	336	4	123	23	251	2.284
Février.....	2.792	44	1.594	11	169	224	358	4	116	24	248	2.206
Mars.....	3.276	45	1.045	13	179	319	566	5	159	27	318	3.123
Avril.....	2.901	51	1.404	11	165	299	563	3	118	26	261	2.664
Mai.....	2.888	38	1.364	7	170	313	612	3	96	29	256	2.739
Juin.....	3.035	47	1.320	13	193	327	731	4	114	29	257	2.895
Juillet.....	2.413	52	1.135	10	119	252	524	5	89	23	204	2.533
Août.....	3.242	54	1.583	10	193	320	614	51	120	28	269	3.097
Septembre.....	3.862	121	1.912	11	224	329	745	20	144	37	319	3.893
Octobre.....	4.366	625	1.925	13	228	329	712	6	139	37	352	6.586
Novembre.....	4.009	685	1.811	9	219	280	522	4	117	30	332	6.211
Décembre.....												3.952

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

71

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME					NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES		ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)
chargés				sur lest							
1936-1938											
Moy. mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317		3.762	1.268
1949 Moy. m.	795	1.817	942	655	140	707	2.803	1.095	401	2.794	1.095
1950 Moy. m.	807	1.884	870	669	135	900	2.978	1.228	568	2.937	1.207
1950 Janvier	804	1.981	890	669	126	989	2.937	1.225	480	2.683	1.105
Février	727	1.633	774	595	140	768	2.562	1.056	465	2.658	1.100
Mars	875	1.950	950	717	164	954	3.075	1.308	583	3.092	1.280
Avril	794	1.831	784	658	137	859	2.705	1.153	560	2.700	1.108
Mai	941	2.004	930	787	149	740	3.051	1.248	618	3.102	1.285
Juin	902	1.936	795	769	125	908	3.137	1.313	646	3.057	1.248
Juillet	808	1.798	739	699	148	982	2.786	1.091	532	2.875	1.171
Août	230	558	444	79	94	563	2.019	775	280	1.905	692
Septem.	775	1.885	792	685	132	429	3.485	1.416	647	3.414	1.403
Octob.	992	2.415	1.140	840	128	969	3.630	1.500	689	3.492	1.462
Novem.	906	2.238	1.121	773	125	1.036	3.019	1.282	617	3.222	1.351
Décem.	933	2.376	1.085	756	155	1.544	3.215	1.371	693	3.041	1.272
1951 Janvier	909	2.106		795	156		3.360	1.439	672	3.587	1.553

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL.							
	Objets d'alimentation et boissons		Matières brutes ou simplement préparées		Produits fabriqués		Total (1)	
	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli
	<i>Marchandises sorties (chargements) : milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>							
1949 Moyenne mensuelle.....	6	12	259	84	258	99	524	195
1950 Moyenne mensuelle.....	16	10	345	112	233	184	594	306
1949 Décembre.....	8	17	271	220	171	162	450	400
1950 Janvier.....	11	8	463	140	202	163	676	312
Février.....	10	25	308	91	165	169	483	285
Mars.....	11	14	345	162	236	196	592	362
Avril.....	11	6	341	120	232	147	584	274
Mai.....	6	6	283	111	209	125	498	242
Juin.....	28	9	315	162	242	212	685	383
Juillet.....	20	7	387	106	270	192	677	305
Août.....	5	7	165	105	105	175	275	288
Septembre.....	5	2	230	35	116	41	351	78
Octobre.....	11	10	360	96	279	213	650	319
Novembre.....	33	11	382	72	323	215	738	298
Décembre.....	42	15	556	156	416	359	1.014	530

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.
 (2) Commerce spécial.

III — MOUVEMENT DES PORTS (suite)

a) Port d'Anvers

Source : Institut National de Statistique.

71

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL.											
	Objets d'alimentation et boissons			Matières brutes ou simplement préparées			Produits fabriqués			Total (1)		
	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit
<i>Marchandises entrées (déchargements) : Milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>												
1949 Moyenne mensuelle	167	7	87	461	41	131	20	3	21	651	51	240
1950 Moyenne mensuelle	157	6	86	423	46	109	19	3	20	600	55	215
1949 Décembre	204	2	99	468	38	113	21	2	21	693	42	234
1950 Janvier	183	1	99	422	41	107	15	4	18	621	46	224
Février	119	1	129	361	34	80	25	3	21	505	38	231
Mars	206	21	84	465	36	87	26	3	21	697	60	193
Avril	128	15	75	376	36	111	17	5	21	521	56	207
Mai	204	18	53	419	69	127	19	3	18	642	91	198
Juin	129	1	84	388	31	117	19	4	21	536	36	222
Juillet	121	2	41	380	45	114	15	2	18	516	49	174
Août	121	1	66	140	55	46	3	—	12	264	56	124
Septembre	166	3	90	383	47	59	27	3	12	576	53	162
Octobre	209	3	88	593	51	161	21	3	20	814	57	269
Novembre	138	2	122	589	53	159	23	3	30	751	58	312
Décembre	175	2	102	560	60	140	21	2	22	756	64	265

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.
(2) Commerce spécial.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1) (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moy. mens.	169	177	208	170	178	92	174	152
1949 Moyenne mens.	105	118	132	105	119	60	82	35
1950 Moyenne mens.	122	117	108	121	116	74	117	43
1949 Décembre	102	126	108	107	135	59	76	34
1950 Janvier	128	130	120	120	115	122	100	35
Février	102	104	51	108	114	61	75	40
Mars	135	121	110	132	118	110	124	35
Avril	120	109	98	120	113	75	133	51
Mai	122	135	127	124	130	66	132	64
Juin	127	125	139	122	135	99	141	62
Juillet	112	117	85	114	113	59	115	23
Août	34	32	39	30	31	24	60	44
Septembre	118	110	96	129	121	38	156	23
Octobre	150	135	157	133	114	63	148	35
Novembre	162	153	147	174	172	44	117	48
Décembre	154	134	127	144	119	124	104	54
1951 Janvier	170	136		178	146			

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Source : Institut National de Statistique.

72

PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
1948 Moyenne mensuelle	4.860	1.400	1.477	227	7.964	1.152	482	479	61	2.174	118,0	26,1	32,1	7,8	184,0
1949 Moyenne mensuelle	5.541	1.983	1.623	336	9.483	1.302	633	520	90	2.545	138,6	35,3	33,3	11,4	219,1
1949 Novembre	5.764	2.462	2.049	299	10.574	1.353	717	565	68	2.703	139,5	42,6	41,1	9,0	232,2
Décembre	6.086	2.096	2.064	247	10.493	1.514	708	637	58	2.917	180,9	48,1	45,2	7,4	291,6
1950 Janvier	5.243	1.947	1.717	222	9.129	1.333	744	546	51	2.674	141,2	40,2	36,8	6,4	224,6
Février	4.880	1.645	1.435	225	8.185	1.231	590	475	50	2.346	132,7	29,7	28,8	4,9	196,1
Mars	5.807	2.520	2.058	310	10.695	1.405	929	650	70	3.054	152,4	49,3	44,9	8,8	255,4
Avril	6.051	2.448	1.844	386	10.729	1.401	917	582	83	2.983	148,1	51,3	40,2	10,3	249,9
Mai	6.151	2.674	1.957	321	11.103	1.482	1.010	637	71	3.180	152,1	57,2	44,6	8,8	282,7
Juin	6.227	2.754	1.947	305	11.233	1.418	1.037	667	68	3.190	150,8	57,8	45,4	8,6	282,6
Juillet	5.923	2.592	1.802	295	10.612	1.339	950	587	68	2.944	142,9	51,4	38,0	8,8	241,1
Août	5.525	2.450	1.616	391	9.882	1.233	774	451	90	2.548	123,3	47,6	33,3	11,5	215,7
Septembre	7.116	2.787	1.840	314	12.037	1.641	979	621	71	3.312	168,2	54,4	38,0	9,1	269,7
Octobre	7.413	2.892	1.933	395	12.693	1.779	1.144	697	92	3.712	185,0	64,3	43,9	11,6	304,8
Novembre	6.282	2.484	2.011	339	11.116	1.594	918	746	79	3.337	116,0	51,9	44,0	9,8	221,7

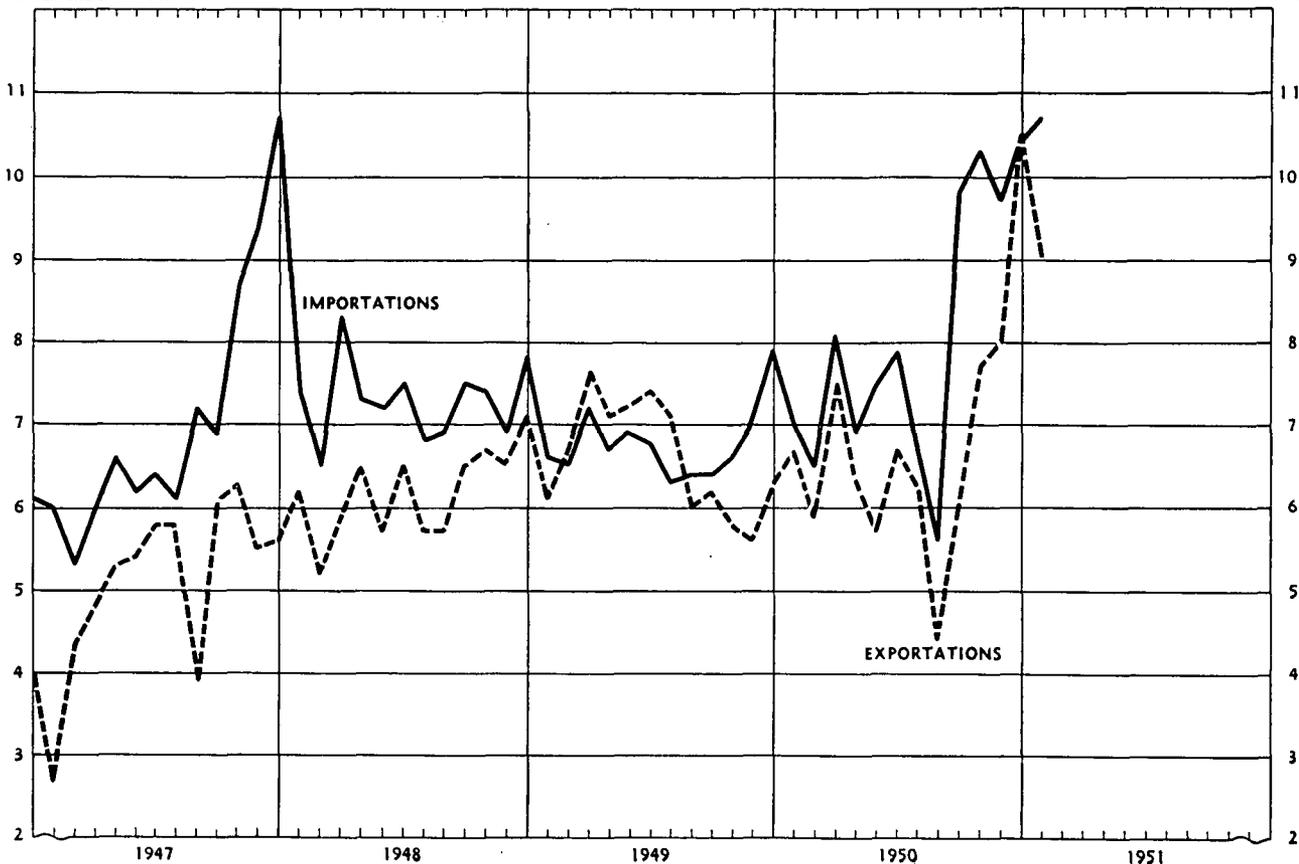
LE COMMERCE SPÉCIAL DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS

RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE
ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.	
	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabri- qués	Or et argent non ouvrés et monnaies				Totaux
IMPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,6	704		
1949 Moy. mens. ...	4,3	251,4	1.974,1	65,8	2.295,6	72,9	1.603,1	2.952,8	2.129,1	52,0	6.809,9	2.960		
1950 Moy. mens. ...	1,5	256,1	2.125,1	95,8	2.478,5	22,4	1.613,2	3.833,2	2.595,3	61,2	8.125,3	3.278		
1949 Novembre....	2,9	268,2	1.949,3	76,5	2.296,9	44,7	1.681,6	2.910,3	2.315,2	79,5	7.031,3	3.061		
1949 Décembre....	1,6	302,6	1.948,4	78,1	2.330,7	27,4	2.052,5	3.468,2	2.338,3	54,6	7.941,0	3.407		
1950 Janvier.....	0,7	271,1	1.787,4	64,5	2.123,7	9,5	1.641,3	3.245,6	2.006,8	55,6	6.958,8	3.277		
1950 Février.....	0,7	177,9	1.563,6	74,3	1.816,5	9,9	1.401,0	2.949,8	2.110,1	69,8	6.540,6	3.601		
1950 Mars.....	2,3	308,6	2.148,4	93,0	2.552,3	38,5	1.648,7	3.748,4	2.640,9	71,9	8.148,4	3.193		
1950 Avril.....	2,6	216,0	1.982,5	84,2	2.285,2	42,9	1.247,8	3.152,6	2.392,3	71,3	6.906,9	3.022		
1950 Mai.....	2,6	308,4	2.051,9	94,6	2.457,9	44,0	1.526,0	3.408,8	2.451,4	64,3	7.494,5	3.049		
1950 Juin.....	1,2	229,2	2.111,5	100,0	2.441,9	18,5	1.265,1	3.866,2	2.687,2	47,1	7.884,1	3.229		
1950 Juillet.....	0,9	213,1	1.941,7	89,5	2.245,2	12,7	1.304,5	3.069,8	2.294,1	63,8	6.744,9	3.004		
1950 Août.....	0,8	223,3	1.702,8	77,7	2.004,6	11,4	1.270,5	2.357,9	1.918,7	52,2	6.610,7	2.799		
1950 Septembre....	1,3	282,8	2.177,3	120,7	2.582,1	18,2	2.121,2	4.459,9	3.107,3	52,5	9.769,1	3.780		
1950 Octobre....	1,3	313,7	2.690,0	108,9	3.113,9	17,6	2.290,5	4.704,8	3.230,7	97,5	10.341,1	3.321		
1950 Novembre....	1,2	238,9	2.555,8	117,4	2.913,3	17,8	1.816,7	4.816,6	3.005,4	40,1	9.695,6	3.328		
1950 Décembre....	2,0	276,9	2.492,9	99,1	2.870,9	26,6	1.720,3	5.721,5	2.847,5	38,1	10.354,0	3.607		
1951 Janvier.....p					2.656,3						10.684,6	4.022		
EXPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	-159,4	92,1
1949 Moy. mens. ...	—	27,9	782,5	399,8	1.210,2	3,7	262,1	1.993,2	4.374,6	15,4	6.649,1	5.493	-160,8	97,6
1950 Moy. mens. ...	0,1	47,4	928,1	387,8	1.363,4	4,4	406,7	2.374,4	4.072,5	22,9	6.880,9	5.047	-1.244,4	84,7
1949 Novembre....	—	50,3	857,0	297,9	1.205,2	2,9	348,4	1.801,7	3.486,6	3,2	5.642,8	4.682	-1.388,5	80,3
1949 Décembre....	0,2	43,2	959,2	335,9	1.338,5	5,9	401,7	2.185,5	3.719,4	18,8	6.331,3	4.730	-1.609,7	79,7
1950 Janvier.....	0,3	52,8	1.082,2	360,8	1.496,1	7,2	349,9	2.301,5	3.959,5	42,7	6.660,9	4.452	-298,0	95,7
1950 Février.....	0,2	37,2	715,8	305,8	1.059,0	6,5	331,4	2.013,0	3.556,0	30,9	5.937,8	5.607	-602,8	90,8
1950 Mars.....	0,2	50,2	1.078,2	407,8	1.536,4	7,3	431,3	2.547,0	4.467,6	27,0	7.480,2	4.869	-668,2	91,8
1950 Avril.....	0,1	59,3	934,7	369,5	1.363,6	3,2	337,4	2.099,8	3.945,6	17,9	6.403,9	4.686	-503,0	92,7
1950 Mai.....	0,1	22,8	827,6	330,5	1.181,0	1,7	236,9	1.873,2	3.586,3	7,7	5.705,8	4.831	-1.788,7	76,1
1950 Juin.....	—	49,3	990,0	381,5	1.420,8	1,2	432,7	2.433,2	3.857,5	18,6	6.743,2	4.746	-1.140,9	85,5
1950 Juillet.....	0,2	41,2	950,2	403,1	1.394,7	5,3	387,3	2.164,5	3.698,9	19,4	6.265,4	4.492	-479,5	92,9
1950 Août.....	—	27,7	829,0	236,8	893,5	1,1	278,3	1.536,2	2.510,6	44,1	4.370,8	4.892	-1.239,9	77,9
1950 Septembre....	0,1	26,2	768,2	323,7	1.118,2	2,7	282,3	2.427,1	3.418,5	15,7	6.146,2	5.497	-3.612,9	63,0
1950 Octobre....	0,1	44,9	905,0	433,7	1.383,7	3,9	396,4	2.675,5	4.614,2	21,7	7.711,7	5.574	-2.620,4	74,6
1950 Novembre....	0,1	75,1	1.005,1	471,2	1.551,5	6,1	646,6	2.643,9	4.719,8	12,9	8.029,3	5.175	-1.666,3	82,8
1950 Décembre....	0,1	77,9	1.222,5	581,0	1.881,5	6,1	737,7	3.651,7	6.049,0	15,4	10.459,9	5.559	+105,9	101,0
1951 Janvier.....p	0,1	51,5	950,1	488,5	1.490,2	2,7	553,0	2.979,3	5.463,9	19,0	9.017,9	6.051	-1.666,7	84,4

MILLIARDS DE FR.

MILLIARDS DE FR.



LE CHOMAGE

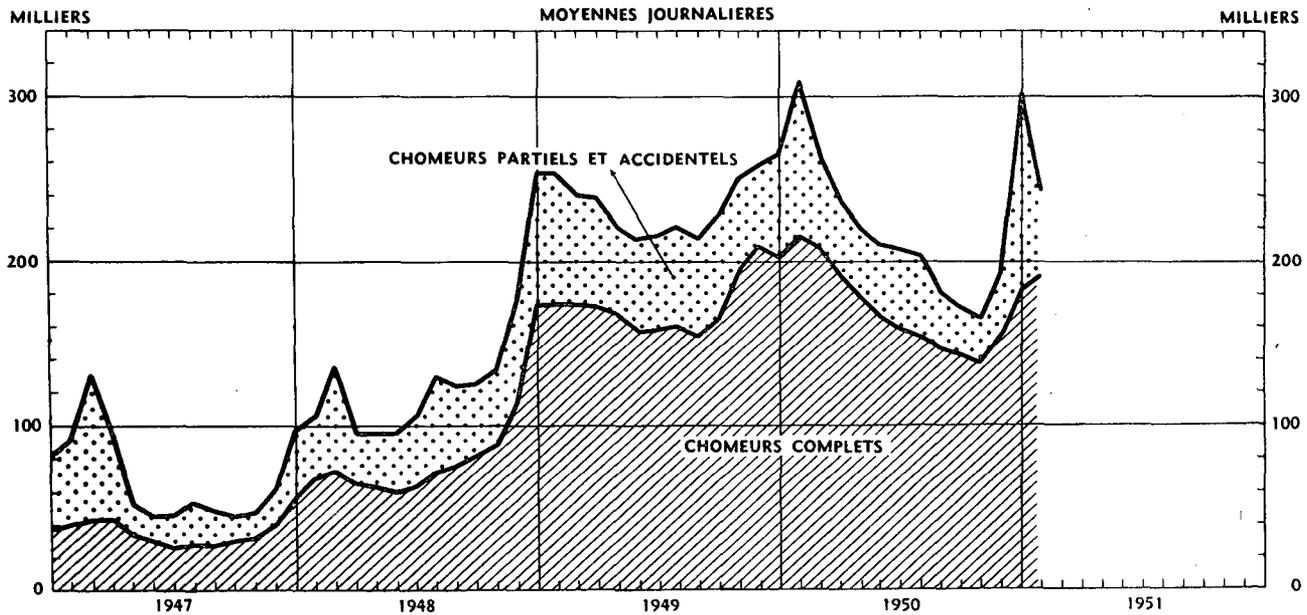
I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

81

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHOMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1950 Janvier	263.579	264.995	528.574	216.096	92.872	308.968	6.494	2.807	9.301
Février	247.795	154.712	402.507	209.156	55.105	264.261	5.026	1.313	6.339
Mars	228.287	133.242	361.529	190.845	45.994	236.839	4.591	1.095	5.686
Avril	216.774	147.190	363.964	177.987	41.968	219.955	4.985	1.174	6.159
Mai	200.056	173.482	373.538	165.467	45.522	210.989	3.646	1.000	4.646
Juin	193.744	187.294	381.038	157.480	50.843	208.323	3.784	1.226	5.010
Juillet	199.923	255.090	455.013	152.934	51.632	204.566	4.419	1.503	5.922
Août	183.882	125.951	309.833	146.063	33.319	179.982	3.376	759	4.135
Septembre	180.892	98.072	278.964	143.920	26.351	170.271	3.462	627	4.089
Octobre	178.835	109.471	288.306	138.000	25.994	163.994	4.014	751	4.765
Novembre	186.693	127.119	313.812	153.198	37.826	191.024	3.531	871	4.402
Décembre	222.195	296.331	518.526	181.316	120.314	301.630	5.077	3.415	8.492
1951 Janvier	231.259	151.077	382.336	189.888	50.949	240.837	4.563	1.194	5.757

NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS



II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
Moyenne journalière par mois													
1950 Janvier	—	—	30	308.968	75.475	52.897	51.655	63.010	31.655	16.320	9.067	2.816	6.078
Février	—	—	24	264.261	68.700	46.634	41.745	50.695	27.056	13.805	7.317	2.728	5.581
Mars	—	—	24	236.839	65.241	41.865	37.080	44.132	25.854	11.121	6.234	1.172	4.140
Avril	—	—	29	219.955	62.110	39.666	34.114	42.238	22.188	9.705	5.478	818	3.638
Mai	—	—	23	210.989	58.684	36.964	32.560	40.568	22.265	8.715	7.559	515	3.159
Juin	—	—	24	208.323	57.261	36.224	30.608	40.783	23.246	8.568	8.282	468	2.883
Juillet	—	—	25	204.566	55.208	35.825	29.922	40.172	23.078	9.574	7.255	526	3.006
Août	—	—	23	179.982	49.897	34.302	26.180	35.740	17.214	7.604	5.756	569	2.720
Septembre	—	—	24	170.271	50.240	31.803	26.766	32.383	14.752	6.448	4.679	595	2.605
Octobre	—	—	28	163.994	49.640	29.780	27.051	30.296	13.248	6.312	4.339	655	2.673
Novembre	—	—	23	191.024	54.518	34.371	31.842	35.445	16.508	8.246	5.273	1.455	3.366
Décembre	—	—	28	301.630	70.039	51.941	50.904	57.622	30.938	16.655	10.640	5.065	7.826
1951 Janvier	—	—	24	240.837	63.375	44.885	40.095	45.147	20.208	11.330	7.630	3.289	4.878
Moyenne journalière par semaine													
1950 Décembre	3	9	6	240.872	59.356	42.113	37.574	43.751	25.735	13.279	8.547	4.072	6.445
	10	16	6	254.566	63.162	44.293	41.526	47.392	23.577	13.830	9.154	4.964	6.668
	17	23	6	311.612	72.761	52.454	51.815	60.826	32.864	16.969	10.748	5.220	7.955
	24	30	5	357.221	78.380	60.725	63.762	70.274	37.013	20.088	12.394	5.400	9.185
	31	6	5	363.451	79.502	63.510	64.205	70.047	37.635	20.283	13.051	5.857	9.361
1951 Janvier	7	13	6	269.511	67.974	48.881	44.815	51.232	24.087	13.215	8.826	4.421	6.060
	14	20	6	244.922	64.091	45.236	40.243	45.766	20.764	11.855	7.914	4.028	5.025
	21	27	6	228.879	61.216	43.310	38.230	42.735	18.643	10.480	7.067	2.692	4.470
	28	3	6	220.046	60.220	42.114	37.093	40.823	17.341	9.772	6.711	2.016	3.956
Février	4	10	6	214.279	58.777	41.095	36.635	39.844	17.328	8.964	6.087	1.785	3.764
	11	17	6	205.657	55.850	39.332	35.272	37.176	18.550	8.095	6.367	1.486	3.529

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

81

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussures	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels, restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Manœuvres	Total	
Chômeurs complets																											
1949 Octobre	3.700	977	237	493	1.466	5.201	10.578	8.763	19.018	443	707	1.232	36.243	8.696	3.270	4.485	9.645	—	—	3.826	1.213	567	12.884	1.074	61.745	196.463	
1949 Novembre	6.341	1.000	314	570	1.507	4.479	12.638	9.149	19.841	450	685	1.226	36.085	9.448	3.432	4.676	9.961	—	—	4.108	1.245	575	13.407	1.058	68.208	210.403	
1949 Décembre	8.175	997	375	595	1.596	4.128	14.609	9.417	19.862	408	516	1.147	20.240	10.770	3.788	4.522	9.779	—	—	4.059	1.112	552	13.296	1.043	71.130	202.116	
1950 Janvier	9.411	1.086	389	704	2.043	3.973	17.819	10.268	21.299	428	509	1.269	13.716	13.038	4.089	5.114	10.549	—	—	4.014	1.094	573	13.911	1.019	79.871	216.096	
1950 Février	9.513	984	387	681	2.087	3.883	16.371	10.064	21.248	423	524	1.243	11.627	11.323	3.314	5.255	10.425	—	—	4.029	1.130	571	13.849	1.056	79.169	209.156	
1950 Mars	8.363	806	373	582	1.616	4.497	12.622	9.112	20.326	385	538	1.211	10.529	8.875	2.947	5.269	10.098	—	—	3.970	1.060	553	13.622	1.077	72.414	190.845	
1950 Avril	12.227	1.051	1.373	1.450	3.968	4.741	26.012	10.438	32.875	2.350	1.472	1.594	14.215	8.855	3.567	12.396	15.812	—	—	4.693	3.501	587	13.513	1.297	(1)	177.987	
1950 Mai	8.897	1.140	1.333	1.188	3.417	4.439	22.412	9.732	31.608	2.290	1.480	1.529	13.694	8.714	3.555	11.591	15.299	—	—	4.413	3.473	591	13.353	1.319	(1)	165.467	
1950 Juin	8.674	1.219	1.246	1.110	2.875	4.632	19.934	8.819	28.798	2.193	1.371	1.470	13.589	9.362	3.534	10.762	15.294	—	—	3.988	3.428	561	13.245	1.336	(1)	157.480	
1950 Juillet	9.420	1.089	1.130	956	2.983	4.641	19.496	8.888	27.570	2.012	1.283	1.482	12.691	10.183	3.907	9.954	13.990	—	—	3.345	3.286	482	12.979	1.187	(1)	152.934	
1950 Août	7.592	1.030	1.135	884	2.912	2.435	18.727	8.994	26.921	1.970	1.126	1.440	11.700	11.321	3.961	9.559	13.586	—	—	3.270	3.310	479	13.082	1.229	(1)	146.663	
1950 Septembre	7.633	1.147	1.099	783	3.117	3.238	18.575	8.479	25.068	1.837	1.148	1.461	11.058	9.291	3.214	9.605	13.489	—	—	4.518	3.791	511	13.587	1.271	(1)	143.920	
1950 Octobre	6.247	979	983	675	4.211	3.068	17.898	7.878	23.109	1.645	1.064	1.418	10.354	7.989	2.910	9.359	13.282	—	—	5.457	4.120	532	13.677	1.154	(1)	138.000	
1950 Novembre	10.313	1.003	1.087	783	5.272	3.165	21.754	8.676	23.360	1.726	1.091	1.430	10.771	9.653	3.514	10.097	14.162	—	—	5.728	4.188	547	13.748	1.130	(1)	153.198	
1950 Décembre	13.582	1.239	1.109	944	6.476	3.086	30.599	11.401	25.617	1.933	1.122	1.456	12.425	13.151	4.682	11.530	15.067	—	—	5.741	4.346	582	14.099	1.129	(1)	181.316	
Chômeurs partiels et accidentels																											
1949 Octobre	467	406	6.361	265	425	353	1.502	1.288	5.661	263	421	259	8.909	3.863	2.902	1.089	3.709	8.101	—	233	109	37	373	64	7.554	54.614	
1949 Novembre	482	478	766	279	426	250	2.107	1.391	5.961	229	304	178	7.882	4.682	2.990	1.079	3.528	7.622	—	272	119	49	365	75	7.470	48.984	
1949 Décembre	617	669	869	313	875	279	7.377	2.049	6.547	276	322	210	9.977	8.212	5.760	1.423	3.877	6.518	—	294	136	54	567	72	9.316	62.959	
1950 Janvier	1.180	1.031	189	931	1.561	264	20.221	3.791	7.733	386	456	297	9.490	8.468	3.959	1.922	4.312	7.100	—	330	146	92	523	73	18.417	92.872	
1950 Février	801	1.172	527	498	871	265	5.244	2.126	6.582	216	330	293	5.835	5.253	1.878	1.543	3.256	7.014	—	315	124	61	483	60	10.358	55.105	
1950 Mars	325	378	1.151	299	813	399	1.650	1.532	7.566	232	303	317	5.807	3.689	1.597	1.710	2.879	7.309	—	308	103	54	571	63	6.949	45.994	
1950 Avril	542	422	621	508	1.042	374	3.238	1.611	6.650	420	440	374	6.256	4.068	2.348	2.194	2.262	6.393	1.050	338	223	50	481	63	(1)	41.968	
1950 Mai	437	254	3.851	265	1.089	323	1.920	1.612	7.333	449	391	316	8.032	4.217	2.839	1.877	2.107	6.069	1.024	328	247	40	446	56	(1)	45.522	
1950 Juin	761	248	7.796	241	836	458	1.688	1.493	6.433	468	330	296	7.844	5.528	4.067	2.278	2.426	5.554	970	344	269	45	409	61	(1)	50.843	
1950 Juillet	809	245	4.868	574	1.167	301	3.536	1.875	8.605	548	377	380	8.049	6.135	4.899	1.941	2.038	3.768	480	292	263	47	398	47	(1)	51.632	
1950 Août	536	233	1.125	173	752	85	2.029	1.633	4.495	372	355	296	6.064	5.006	2.870	1.543	1.763	1.604	1.389	281	275	55	343	42	(1)	33.319	
1950 Septembre	788	422	319	209	699	132	2.274	1.233	3.228	172	197	235	4.432	2.838	1.303	1.211	1.527	2.567	1.529	306	243	61	346	80	(1)	26.351	
1950 Octobre	794	336	86	103	544	155	2.079	1.223	2.879	212	214	169	3.699	3.040	1.383	1.893	1.961	3.110	1.080	347	243	48	324	72	(1)	25.994	
1950 Novembre	957	670	89	488	737	134	6.469	1.663	3.010	493	248	189	4.037	5.926	3.540	2.163	2.337	2.682	857	359	250	51	402	75	(1)	37.826	
1950 Décembre	3.311	2.432	336	4.829	2.109	179	54.627	7.760	7.066	588	324	257	9.544	10.053	5.333	2.842	4.391	2.424	445	388	355	70	579	72	(1)	120.314	
Total des chômeurs contrôlés																											
1949 Octobre	4.167	1.383	6.598	758	1.891	5.554	12.080	10.051	24.679	706	1.128	1.491	45.152	12.559	6.172	5.574	13.354	8.101	—	4.059	1.322	604	13.257	1.138	69.299	251.077	
1949 Novembre	6.823	1.478	1.080	849	1.933	4.729	14.745	10.540	25.802	679	989	1.404	43.967	14.130	6.422	5.755	13.489	7.622	—	4.380	1.364	624	13.772	1.133	75.678	259.387	
1949 Décembre	8.792	1.666	1.244	908	2.471	4.407	18.346	11.466	26.409	684	838	1.357	30.217	18.982	9.548	5.945	13.656	6.518	—	4.353	1.248	606	13.853	1.115	80.446	265.075	
1950 Janvier	10.591	2.117	578	1.635	3.604	4.237	38.040	14.059	29.032	814	965	1.666	23.206	21.506	8.048	7.036	14.771	7.100	—	4.344	1.240	665	14.434	1.092	98.288	308.968	
1950 Février	10.314	2.156	914	1.179	2.958	4.143	21.615	12.190	27.830	639	854	1.536	17.462	16.576	6.192	6.798	13.681	7.014	—	4.344	1.254	632	14.332	1.116	89.527	264.261	
1950 Mars	8.688	1.184	1.524	881	2.429	4.896	14.272	10.644	27.892	617	841	1.528	16.336	12.564	6.544	6.979	12.977	7.309	—	4.278	1.163	607	14.193	1.130	79.363	236.839	
1950 Avril	12.769	1.473	1.994	1.958	5.010	5.115	29.250	12.049	39.525	2.770	1.912	1.968	20.471	12.923	5.155	14.590	18.074	6.393	1.050	5.031	3.724	637	13.994	1.360	(1)	219.955	
1950 Mai	9.334	1.394	5.184	1.453	4.506	4.762	24.332	11.344	38.941	2.739	1.871	1.845	21.726	12.931	6.394	13.468	17.406	6.069	1.024	4.741	3.720	631	13.799	1.375	(1)	210.989	
1950 Juin	9.435	1.467	9.042	1.351	3.711	5.140	21.622	10.312	35.231	2.681	1.701	1.766	21.433	14.890	7.601	13.030	17.720	5.554	970	4.332	3.697	606	13.654	1.397	(1)	208.323	
1950 Juillet	10.229	1.334	5.998	1.530	4.150	4.942	23.032	10.763	36.175	2.560	1.640	1.862	20.740	16.318	8.796	11.895	16.028	3.768	480	3.637	3.549	529	13.377	1.234	(1)	204.566	
1950 Août	8.128	1.263	2.260	1.057	3.664	2.520	20.756	10.627	31.416	2.342	1.481	1.736	17.764	16.327	6.831	11.102	15.349	1.604	1.389								

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

85

I — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1) (millions de francs)

RUBRIQUES	31 août 1950	30 sept. 1950	31 oct. 1950	30 nov. 1950
ACTIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.300	2.170	2.007	2.340
Prêts au jour le jour	1.598	1.764	1.519	1.561
Banquiers	3.304	3.623	4.195	4.098
Maison-mère, succursales et filiales	1.067	952	1.155	1.142
Autres valeurs à recevoir à court terme	2.170	2.674	2.868	3.210
Portefeuille-effets	35.484	37.324	38.210	37.311
a) Portefeuille commercial (2)	7.193	8.330	8.526	7.720
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique	10.112	8.824	8.468	9.133
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	18.179	20.169	21.216	20.458
Reports et avances sur titres	741	753	760	795
Débiteurs par acceptations	4.525	4.572	4.904	5.466
Débiteurs divers	13.126	13.045	13.274	13.660
Portefeuille-titres	8.102	8.135	8.136	8.096
a) Valeurs de la réserve légale	192	189	189	189
b) Fonds publics belges	6.305	6.335	6.320	6.295
c) Fonds publics étrangers	89	100	89	102
d) Actions de banques	774	771	788	788
e) Autres titres	742	737	740	722
Divers	294	367	376	370
Capital non versé	3	3	3	3
Total disponible et réalisable	72.714	75.382	77.407	78.058
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement	3	3	3	3
Immeubles	691	692	692	691
Participations dans les filiales immobilières	268	268	268	268
Créances sur filiales immobilières	156	162	167	169
Matériel et mobilier	76	75	77	79
Total de l'immobilisé	1.194	1.200	1.207	1.210
Total général actif	73.908	76.582	78.614	79.268
PASSIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis	323	269	263	262
Emprunts au jour le jour	11	10	7	7
Banquiers	4.858	5.444	5.426	5.380
Maison-mère, succursales et filiales	1.081	1.048	1.408	1.346
Acceptations	4.523	4.572	4.904	5.466
Autres valeurs à payer à court terme	1.330	1.738	2.091	2.259
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.789	1.952	1.985	2.188
Dépôts et comptes courants	52.440	53.922	54.672	54.246
a) A vue et à un mois au plus	46.520	47.951	48.700	48.277
b) A plus d'un mois	5.920	5.971	5.972	5.969
Obligations et bons de caisse	214	224	238	256
Montants à libérer sur titres et participations	570	570	572	558
Divers	1.772	1.835	2.049	2.254
Total de l'exigible	68.911	71.584	73.615	74.222
C. Non exigible :				
Capital	2.916	2.916	2.916	2.962
Fonds indisponible, par prime d'émission	336	337	336	337
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	195	195	195	195
Réserve disponible	1.488	1.488	1.489	1.489
Provisions	62	62	63	63
Total du non exigible	4.997	4.998	4.999	5.046
Total général passif	73.908	76.582	78.614	79.268

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 31 août 1950, 30 septembre 1950, 31 octobre 1950 et 30 novembre 1950 respectivement à 4.727, 4.629, 5.474 et 7.066 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ACTIF

	7-12-1950	14-12-1950	21-12-1950	28-12-1950	4-1-1951	11-1-1951	18-1-1951	25-1-1951
Encaisse en or	29.041	29.041	29.430	29.369	29.353	29.345	29.565	29.565
Avoirs sur l'étranger :								
a) en devises étrangères	1.791	1.283	1.293	1.129	1.155	1.034	1.393	1.341
b) en francs belges	1	1	1	1	1	1	1	1
Accord « Union Européenne de Paiements » : fr. b	2.203	2.203	2.203	2.203	2.203	2.203	2.203	2.010
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) en devises étrangères	6.225	6.655	5.620	5.730	5.973	6.172	5.013	5.154
b) en francs belges	1.287	1.310	1.033	1.101	1.172	1.162	1.032	1.095
Devises étrangères et or à recevoir	2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	—
Débiteurs pour change et or, à terme	2.864	2.188	1.798	1.834	1.256	1.002	1.015	896
Effets commerciaux sur la Belgique	8.712	8.368	9.014	10.110	10.451	10.098	9.947	9.368
Avances sur fonds publics	390	298	327	456	609	383	352	313
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :								
a) certificats du Trésor	2.845	2.835	3.290	3.370	2.350	2.780	2.125	3.055
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	4.117	3.950	3.764	4.105	5.017	4.856	4.725	4.182
c) autres effets publics	37	43	78	160	203	202	176	134
Monnaies divisionnaires et d'appoint	375	377	351	327	271	265	276	287
Avoirs à l'Office des Comptes A	2	4	2	2	2	2	1	1
Chèques Postaux - Compte B	615	616	689	695	701	710	710	713
Avance spéciale à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire International	113	113	113	113	113	113	113	113
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.939	34.910
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.079	1.076	1.076	1.076	1.076	1.066	1.066	1.066
Immeubles, matériel et mobilier	341	341	341	341	341	341	341	542
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	489	489	489	489	516	517	517	581
Divers	666	716	724	781	873	877	950	300
	98.134	96.846	96.575	98.331	98.575	98.068	96.460	95.627

PASSIF

	7-12-1950	14-12-1950	21-12-1950	28-12-1950	4-1-1951	11-1-1951	18-1-1951	25-1-1951
Billets en circulation	86.290	85.696	86.142	87.218	88.638	88.086	87.190	86.808
Comptes courants :								
Trésor public { Compte ordinaire	4	1	6	6	5	3	4	2
Comptes Accord de Coopération Economique	10	12	79	15	14	13	121	13
Fonds Monétaire International	113	113	113	113	113	113	113	112
Banques à l'étranger : comptes ordinaires	44	44	1.261	1.260	1.259	1.261	1.244	1.244
Comptes courants divers	1.987	1.825	1.605	2.299	1.646	1.819	1.713	1.949
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :								
1° Banques à l'étranger { a)	1.434	1.570	476	371	414	410	360	330
b)	615	616	689	695	701	710	710	713
2° Union Européenne de Paiements	2.203	2.203	1.812	1.812	1.812	1.812	1.112	1.112
Total des engagements à vue ...	92.700	92.080	92.183	93.789	94.602	94.227	92.567	92.343
Devises étrangères et or à livrer	2.888	2.216	1.830	1.963	1.293	1.144	1.179	1.229
Créditeurs pour change et or, à terme	2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	—
Caisse de Pensions du Personnel	489	489	489	489	516	517	517	581
Divers	976	982	994	1.011	1.085	1.101	1.118	203
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement	679	679	679	679	679	679	679	871
	98.134	96.846	96.575	98.331	98.575	98.068	96.460	95.627

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

BILAN AU 31 DECEMBRE 1950

85

ACTIF

(millions de francs)

PASSIF

Encaisse en or	29.367	Billets en circulation	88.599
Avoirs sur l'étranger :		Comptes courants et divers :	
a) en devises étrangères	1.055	Trésor public :	
b) en francs belges	1	compte ordinaire	33
Accord « Union Européenne de Paiements » : francs belges.	2.203	comptes Accord de Coopération Economique	15
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :		Fonds Monétaire International	113
a) en devises étrangères	5.879	Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	639
b) en francs belges	1.148	Banques en Belgique	1.661
Devises étrangères et or à recevoir	0,3	Banques à l'étranger : comptes ordinaires	1.284
Débiteurs pour change et or, à terme	1.278	Particuliers	324
Effets commerciaux sur la Belgique	10.930	Valeurs à payer	534
Avances sur fonds publics	757		4.603
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :		Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :	
a) certificats du Trésor	3.945	Banques à l'étranger... { a/	464
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	4.530	b/	700
c) autres effets publics	191	Union Européenne de Paiements	1.812
Monnaies divisionnaires et d'appoint	307		2.976
Avoirs à l'Office des chèques postaux :		Total des engagements à vue...	96.178
Compte A	1	Devises étrangères et or à livrer	1.338
Compte B	700	Créditeurs pour change et or, à terme	0,3
Avance spéciale à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire International	113	Caisse de Pensions du Personnel	553
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.939	Comptes transitoires	202
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.077	Capital	400
Valeurs à recevoir	122	Fonds de réserve :	
Immeubles, matériel et mobilier	542	a) Réserve statutaire	190
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	553	b) Fonds de prévision	228
Valeurs amorties et à réaliser	p. m.	c) Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	436
Comptes transitoires	91	Bénéfice net à répartir	204
Total de l'actif...	99.729	Total du passif...	99.729

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 1950

DEBIT

(millions de francs)

CREDIT

Frais généraux	265	Escompte, change, intérêts et commissions	648
Frais d'expédition d'or	2	Revenus des fonds publics et autres titres acquis en vertu des statuts	47
Subvention à la Caisse de Pensions du personnel	85	Droits de garde, courtages et loyers des coffres	9
Amortissement sur immeubles, matériel et mobilier	17	Rentrées sur valeurs amorties et à réaliser	0,1
Amortissement sur immeubles nouveaux	173	Redevances et bonifications de l'Etat :	
Redevances à l'Etat :		a) Ristourne du droit de timbre sur la circulation fiduciaire (arrêté royal du 24 août 1939, article 34)	97
a) Produit des opérations d'escompte et d'avances sur fonds publics excédant 3 ½ %	20	b) Bonification de 0,25 % par an sur la dette de l'Etat (arrêté royal du 24 août 1939, article 33)	94
b) Droit de timbre sur la circulation fiduciaire	125	c) Bonification de 0,10 % par an sur le montant des petites coupures émises pour compte du Trésor (convention du 18 mars 1946)	2
Virement aux comptes transitoires du passif pour prévision fiscale	65	Transfert du compte « Provision pour agrandissement de l'immeuble de la Banque à Bruxelles »	59
Bénéfice net à répartir	204		
	956		956

(millions de francs)

VALEURS A L'ENCAISSEMENT		76
CRÉDITS DOCUMENTAIRES OUVERTS		115
OFFICE DE COMPENSATION BELGO-LUXEMBOURGEOIS. — Comptes de compensation à l'étranger (Liquidation confiée à l'Institut belgo-luxembourgeois du Change. Arrêté-loi du 25-2-1947).....		2
DÉPÔTS DIVERS :		
Nantissement des comptes d'avances sur fonds publics belges	9.130	
Garanties données par les cédants d'escompte	50	
Obligations de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire	19	
Fonds Monétaire International	8.325	
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	1.908	
Autres dépôts	18.601	
		38.033
CAUTIONNEMENTS DIVERS REÇUS		95
CERTIFICATS DE GARANTIE REÇUS DU TRÉSOR PUBLIC		19.369
CAUTIONS DONNÉES EN FAVEUR DU PERSONNEL		37
ENDOSSEMENTS DE CERTIFICATS EN DOLLARS E.-U. POUR COMPTE DU TRÉSOR PUBLIC		1.254
TRÉSOR PUBLIC :		
Portefeuille et avoirs divers		20
Valeurs diverses dont l'Etat est propriétaire :		
Actions ordinaires S. N. C. F. B.	1.000	
Obligations participantes S. N. C. F. B.	639	
Annuités souscrites par la Colonie du Congo belge	904	
Bons du Trésor du Gouvernement Grand-Ducal (Accord belgo-luxembourgeois)	1.625	
Certificats 2 ½ % 1950 du Royaume des Pays-Bas (Convention signée à Paris le 7-9-49)	1.900	
Valeurs diverses	535	
		6.603
Valeurs diverses dont l'Etat est dépositaire :		
Valeurs déposées par des tiers	2.831	
Service de la Dette inscrite	15.618	
Caisse des Dépôts et Consignations	34.762	
Valeurs déposées en cautionnement	1.327	
		54.538
Valeurs remises en exécution de l'Arrêté du Régent du 17 janvier 1949 relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés		90
Valeurs à délivrer		2.624
Titres retirés de la circulation		65
Fonds d'amortissement de la Dette publique		5.874
Fonds monétaire :		
Fonds publics		3.009
		72.823
FONDS DES RENTES, titres déposés		5.858
CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE :		
Placements provisoires	2.339	
Nantissements de prêts	29	
Dépôts de garanties	44	
		2.412

REPARTITION DU BÉNÉFICE NET

(millions de francs)

1. Aux actionnaires : un premier dividende de 6 % du capital nominal ..	24
2. De l'exoédent, soit fr. 180.467.911,37 :	
a) 10 % à la réserve	18
b) 8 % au personnel	14
3. Du surplus, soit fr. 147.983.687,33 :	
a) A l'Etat 1/5 ^e	30
b) Aux actionnaires, un second dividende	118
c) Le solde à la réserve	0,4
Total du bénéfice net à répartir...	204

OPERATIONS FAITES PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE POUR SON PROPRE COMPTE

(en milliers de francs)

1950

— 119 —

LOCALITÉS	EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTÉS				COMPTES COURANTS D'AVANCES			COMPTES COURANTS DIVERS					CHÈQUES DÉPLACÉS			
	Nombre	Montant	Impayés		Nombre de comptes ouverts	Débit	Crédit	Débit (2)	Crédit (2)	Effets remis à l'encaissement par les titulaires		Versements au crédit de comptes ouverts dans d'autres localités (2)	émis		payés	
			Nombre	Montant		Montant	Montant			Montant	Nombre		Montant	Montant	Nombre	Montant
Antwerpen	28.437	2.410.630	413	6.970	157	1.862.877	1.858.957	202.902.898	203.089.671	14.536	920.065	109.631.838	706	199.849	859	314.052
Aalst	5.101	387.165	24	252	14	6.007	6.267	1.328.494	1.328.091	386	40.230	2.396.737	140	14.520	109	42.064
Boom	—	—	4	119	27	9.784	10.511	124.978	125.198	12	972	161.650	3	1.791	85	45.341
Brugge	3.939	304.245	88	3.185	64	102.241	103.932	1.242.237	1.238.285	—	—	1.483.929	28	5.362	244	26.128
Dendermonde	1.616	120.663	1	3	16	16.371	17.250	496.470	497.393	—	—	383.896	2	74	35	5.232
Eeklo	1.802	277.461	8	52	26	11.453	13.216	534.452	533.204	—	—	433.547	11	35.663	117	12.798
Gent	6.184	569.700	222	6.668	99	101.930	107.380	4.213.834	4.218.416	8.127	514.905	4.886.042	44	4.959	341	248.407
Geraardsbergen	9.423	201.784	16	76	16	18.759	18.218	357.012	356.316	42	2.654	283.781	25	2.690	194	14.172
Hasselt	2.349	224.015	40	580	53	13.814	14.124	1.435.600	1.436.415	13	4.581	1.680.602	8	159	44	5.305
Ieper	—	—	10	130	22	10.704	10.560	149.080	147.420	—	—	94.587	2	5	136	17.903
Kortrijk	10.918	1.407.261	67	1.745	53	16.031	16.495	3.140.848	3.126.603	55	22.656	4.647.840	7	663	126	43.237
Leuven	10.013	526.867	53	1.348	34	20.354	20.669	1.754.787	1.755.520	—	—	3.197.898	76	17.596	136	42.016
Mechelen	5.150	359.657	95	890	29	11.975	11.737	1.169.469	1.163.790	21	349	978.777	2	194	74	27.285
Oostende	257	27.270	78	1.268	27	12.180	11.982	879.175	877.961	—	—	694.751	18	2.589	63	48.349
Oudenaarde	601	49.844	2	68	21	9.815	10.584	255.415	254.693	13	1.170	247.376	7	145	64	6.213
Roeseleare	2.781	270.270	9	209	24	250.677	249.515	1.231.302	1.228.608	—	—	1.042.134	14	12.276	116	20.887
Ronse	3.814	225.387	17	274	52	3.543	4.604	599.748	595.568	5	141	601.109	4	875	41	11.460
Sint-Niklaas	1.400	151.751	16	324	11	35.607	35.799	519.835	516.959	4	126	764.409	2	198	91	37.901
Tienen	20.696	2.790.781	23	357	24	103.056	102.869	4.181.893	4.188.066	—	—	2.422.883	84	111.095	143	41.558
Tongeren	4.260	294.917	30	416	29	925	1.064	574.619	574.354	60	14.114	108.000	3	420	60	6.751
Turnhout	2.189	210.135	24	131	8	879	853	1.340.645	1.338.007	—	—	882.571	3	235	112	27.082
Veurne	—	—	13	72	15	15.041	15.903	72.008	71.650	—	—	113.330	—	—	77	37.049
Liège	18.865	1.752.226	358	5.103	558	245.170	244.648	11.476.899	11.439.491	1.099	373.247	6.173.555	128	10.728	337	366.096
Arlon	298	9.937	17	82	25	1.137	1.003	655.531	654.979	7	124	422.488	2	67	56	3.517
Ath	204	69.901	11	138	36	674	806	321.606	321.573	15	1.597	108.765	—	—	119	53.674
Charleroi	8.346	599.263	103	2.284	163	203.980	171.594	4.639.340	4.637.255	927	215.861	3.262.336	25	2.815	188	145.916
Dinant	718	28.966	19	289	26	1.424	1.476	94.758	94.688	—	—	39.494	—	—	95	18.415
Huy	5.616	273.693	36	944	40	148.770	145.109	1.814.798	1.813.404	430	81.969	617.022	162	19.596	108	21.202
La Louvière	3.036	274.988	25	429	73	26.414	26.640	1.197.569	1.199.080	2	220	1.701.008	5	602	57	12.235
Malmédy	—	—	31	429	5	145	67	110.555	110.336	641	4.558	30.590	2	385	100	13.570
Marche	—	—	4	35	39	5.814	5.470	5.655	5.758	—	—	23.077	2	350	50	5.865
Mons	16.557	306.132	36	271	133	53.357	78.548	1.862.357	1.859.842	22	383	1.632.400	—	—	61	9.360
Mouscron	473	126.906	4	16	26	48.691	48.145	374.583	372.298	6	178	408.057	6	587	88	7.824
Namur	3.448	125.563	95	1.907	94	51.570	33.918	1.870.959	1.872.231	15	634	1.306.147	8	1.180	95	55.655
Neufchâteau	516	13.208	2	12	21	610	817	163.368	163.381	3	517	35.188	—	—	76	5.678
Nivelles	11.957	231.908	5	21	17	383	419	328.959	329.667	—	—	250.860	2	192	92	13.965
Péruwelz	1.571	346.384	2	23	38	2.722	2.618	566.294	566.379	95	3.645	245.878	9	730	28	2.164
Philippeville	461	32.560	1	5	148	7.568	10.103	89.586	89.780	18	349	28.540	56	4.337	81	5.547
Soignies	47	3.706	10	36	22	440	429	152.727	152.907	4	513	8.375	—	—	41	3.835
Tournai	1.997	160.650	40	420	111	62.905	61.389	1.049.635	1.042.970	12	666	1.275.934	5	247	81	49.240
Verviers	11.113	1.336.585	64	869	157	251.621	252.195	4.380.370	4.382.279	117	8.806	3.437.424	41	4.938	201	49.046
Wavre	—	—	12	84	22	8.118	7.642	238.164	236.825	5	171	265.754	—	—	29	8.105
Luxembourg	14	1.073	35	220	5	30.347	31.597	4.936.239	4.915.421	64	320	1.687.485	46	869	18	831
Total...	206.167	16.503.452	2.163	38.654	2.580	3.785.883	3.767.122	264.834.751	264.922.732	26.756	2.215.721	160.098.064	1.688	458.981	5.268	1.932.310
Bruxelles.....	99.854	42.307.450	(1) 4.399	(1) 63.249	1.399	11.148.111	10.853.852	578.507.126	578.554.967	107.300	2.043.962	113.002.558	3.880	1.560.087	295	79.567
Total général...	306.021	58.810.902	6.562	101.903	3.979	14.933.994	14.620.974	843.341.877	843.477.699	134.056	4.259.683	273.100.622	5.568	2.019.068	5.563	2.011.877

(1) Y compris les effets impayés présentés par l'Administration des Postes.

(2) Y compris des opérations de call money.

OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE POUR LE COMPTE D'AUTRES ORGANISMES

(en milliers de francs)

1950

LOCALITÉS	TRÉSOR				NOMBRE DE COUPONS PAYÉS		CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE						S. N. C. I.		CHAMBRES DE COMPENSATION (1)		
	COMPTE COURANT ET OPÉRATIONS EN NUMÉRAIRE		FONDS PUBLICS ET VALEURS DU TRÉSOR		pour l'Etat	pour divers	COMPTE COURANT		Effets escomptés		Prêts sur fonds publics		Escompte et prêts réalisés par l'intermédiaire des comptoirs		Nombre de membres affiliés	Pièces compensées	
	Recettes	Paiements	Entrées	Sorties			Recettes	Paiements	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant
	Montant	Montant	Montant	Montant			Montant	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant		Nombre	Montant
Antwerpen	13.242.406	20.828.657	269.621	238.788	3.238.863	439.503	55.928	299.167	—	—	12	357	—	—	22	622.596	299.666.224
Aalst	431.404	1.275.933	15.063	16.864	481.496	152.166	3.836	109.805	2.978	386.498	3	630	136	5.505	5	53.465	8.624.081
Boom	339.600	350.126	1.186	1.575	74.426	19.270	8.211	17.492	—	—	2	13	—	—	5	10.102	2.283.699
Brugge	2.771.211	1.020.113	33.094	36.308	390.284	128.957	20.577	73.090	1.251	188.745	7	712	125	6.442	6	53.893	6.911.150
Dendermonde	48.144	263.444	4.743	5.178	58.726	17.477	2.398	12.791	2.136	243.981	—	—	44	2.770	6	17.281	2.177.461
Eeklo	108.239	272.234	1.638	1.370	46.700	24.525	995	20.604	1.344	166.316	—	—	—	—	5	15.860	2.174.823
Gent	6.118.735	4.254.268	203.026	202.285	1.453.012	409.001	345.725	422.506	524	78.263	10	475	4	400	7	108.420	23.577.810
Geraardsbergen	134.108	66.839	2.144	2.308	43.608	14.109	1.865	9.593	1.724	175.912	—	—	21	2.635	5	14.960	1.002.813
Hasselt	1.930.497	2.860.812	1.441	1.487	126.851	34.034	8.465	91.719	3.766	378.316	—	—	272	14.744	5	33.915	10.729.945
Ieper	89.761	239.265	1.415	6.123	75.932	31.837	367	5.319	—	—	—	—	—	—	5	10.021	1.277.741
Kortrijk	2.708.008	2.942.817	149.731	158.316	863.219	262.384	37.705	119.304	2.329	225.624	1	22	40	3.825	6	96.173	21.096.998
Leuven	1.548.370	2.525.794	35.022	78.798	671.165	186.337	61.406	93.254	1.316	150.489	9	275	44	4.900	6	58.031	13.688.905
Mechelen	1.141.857	19.860	23.635	25.901	249.152	68.774	27.242	55.059	1.559	151.641	—	—	83	16.400	5	27.145	3.199.217
Oostende	783.686	499.424	16.892	17.346	193.643	48.153	41.913	59.751	324	42.515	12	733	—	—	8	44.728	4.040.438
Oudenaarde	116.258	266.278	1.139	1.835	67.952	31.236	965	8.347	481	50.891	2	47	79	3.070	6	16.338	1.854.752
Roeselare	728.541	460.793	36.928	38.051	114.700	44.265	1.442	7.409	417	71.646	2	150	18	900	6	58.070	6.548.158
Ronse	367.390	662.446	552	720	45.061	27.107	9.281	19.616	455	61.305	3	38	63	5.315	5	23.408	4.101.512
Sint-Niklaas	472.320	576.694	1.359	1.546	106.329	41.160	14.872	71.644	541	69.869	2	90	32	1.156	5	22.482	4.193.137
Tienen	1.132.841	1.097.702	16.849	16.007	235.205	75.538	18.095	44.429	111	15.374	—	—	—	—	5	22.746	8.654.420
Tongeren	70.691	28.253	58	54	18.372	6.322	3.747	20.554	1.589	177.154	—	—	39	2.430	5	10.861	550.104
Turnhout	390.330	772.944	2.092	1.477	74.276	16.167	11.015	30.043	1.561	145.730	—	—	50	6.130	6	19.507	2.923.280
Veurne	101.117	80.569	3.410	3.825	49.598	25.894	9.905	11.481	—	—	—	—	—	—	5	8.785	629.850
Liège	6.412.520	8.448.901	142.892	144.966	2.245.098	276.642	359.248	584.817	3.390	320.614	257	33.850	165	27.526	11	140.768	31.978.351
Arlon	843.492	613.995	19.532	22.212	209.370	72.024	1.088	25.893	786	95.300	2	12	30	575	4	11.861	2.336.445
Ath	553.686	111.331	329	419	53.620	23.468	1.952	11.136	167	15.795	—	—	—	—	4	5.489	504.962
Charleroi	4.414.303	3.922.610	47.540	47.820	1.380.171	366.568	11.700	118.675	3.322	316.050	72	3.157	68	3.827	7	97.080	21.576.421
Dinant	113.776	14.352	1.129	785	35.779	12.825	286	9.009	252	40.620	5	711	36	25.112	—	—	—
Huy	630.596	419.887	3.771	3.619	137.029	24.259	1.579	23.228	1.452	211.301	4	148	125	31.357	7	24.309	2.976.479
La Louvière	434.251	1.399.670	42.364	40.763	663.253	544.282	8.023	52.813	1.258	105.866	15	1.404	39	5.625	4	30.220	10.986.949
Malmédy	153.965	29.645	147	212	8.598	933	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche	62.078	10.077	517	362	15.189	4.856	2.457	11.627	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	1.885.385	1.736.219	56.955	57.138	1.173.717	216.792	12.721	87.171	610	68.501	26	2.938	9	1.497	5	36.666	10.722.273
Mouscron	169.833	416.516	378	569	61.779	20.294	2.652	23.884	185	19.346	—	—	23	870	7	19.695	3.046.946
Namur	1.838.123	1.251.167	38.154	41.834	766.160	239.014	2.914	76.183	2.359	274.021	1	30	8	1.980	6	39.594	5.279.801
Neufchâteau	64.203	3.182	192	449	8.547	4.162	1.845	11.567	705	72.645	—	—	1	400	—	—	—
Nivelles	209.941	51.422	897	981	43.149	19.562	401	1.740	594	84.316	—	—	151	17.555	5	6.203	648.055
Péruwelz	85.459	132.512	1.203	1.076	42.833	12.416	475	59	182	35.458	9	865	9	2.000	6	6.643	872.941
Philippeville	26.173	6.152	664	743	11.935	11.141	3.036	11.899	400	46.626	20	998	33	1.730	—	—	—
Soignies	41.408	40.629	278	781	24.703	5.839	207	508	514	75.102	—	—	18	400	4	3.975	461.126
Tournai	1.163.319	1.370.760	66.381	76.006	720.087	208.926	26.190	46.784	308	27.000	4	34	25	3.910	6	37.195	6.646.822
Verviers	1.054.934	1.603.646	25.020	24.041	705.155	130.235	93.609	95.812	910	137.562	15	1.809	12	2.225	8	77.506	15.241.434
Wavre	95.031	101.524	1.298	5.244	46.963	18.538	626	16.735	—	—	3	303	—	—	5	13.851	1.152.269
Luxembourg	—	—	—	—	20.924	6.983	—	—	—	—	2	85	—	—	—	—	—
Total...	55.027.990	63.049.462	1.270.679	1.326.182	17.052.629	4.323.975	1.216.964	2.812.517	41.809	4.726.392	502	49.923	1.802	203.211	—	1.899.842	544.327.792
Bruxelles	173.281.340	165.078.883	54.945.633	52.958.428	10.299.811	5.688.978	111.143.046	109.920.740	4.855	729.353	249	22.587	—	—	38	1.770.288	2.341.228.878
Total général...	228.309.330	228.128.345	56.216.312	54.284.610	27.352.440	10.012.953	112.360.010	112.733.257	46.664	5.455.745	751	72.510	1.802	203.211	—	3.670.130	2.885.558.670

(1) Y compris des opérations de *call money*.

SITUATIONS MENSUELLES DE LA BANQUE DU CONGO BELGE

85

(millions de francs)

ACTIF

	31-7-1950	31-8-1950	30-9-1950	31-10-1950	30-11-1950	31-12-1950
Encaisse-or	1.115	1.115	1.137	1.156	1.162	1.171
Compte spécial de la Colonie (1)	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses	25	24	38	30	35	34
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	11	12	14	12	19	12
Avoirs en banque { en Belgique	433	464	348	714	618	684
{ à l'étranger	1.766	1.853	1.932	2.082	2.290	2.163
Portefeuille-titres	467	468	468	468	468	468
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	8.790	9.463	9.993	10.063	10.283	10.715
Effets commerciaux	746	764	794	852	861	1.036
Débiteurs	406	379	360	399	401	369
Etat belge	443	—	—	—	—	—
Immeubles et matériel	34	38	45	49	50	49
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	4	1	18	22	21	19
Débiteurs pour contrats de change à terme	642	724	760	1.043	1.148	1.111
Divers	29	32	34	37	40	40
	15.016	15.442	16.046	17.032	17.501	17.976

PASSIF

	31-7-1950	31-8-1950	30-9-1950	31-10-1950	30-11-1950	31-12-1950
Capital	20	20	20	20	20	20
Réserves	48	48	48	48	48	48
Circulation (billets et monnaies métalliques)	2.719	2.699	2.670	2.622	2.779	2.911
Créditeurs à vue	9.657	9.762	10.606	11.267	11.312	11.532
Créditeurs à terme	1.213	1.268	1.209	1.222	1.361	1.272
Créditeurs pour contrats de change à terme	4	1	18	22	21	19
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	642	724	760	1.043	1.148	1.111
Transferts en route et divers	713	920	715	788	812	1.063
	15.016	15.442	16.046	17.032	17.501	17.976

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES
Banque de France
(millions de francs)

DATES	Encaisse or	Or affecté en garantie (conv. du 17-11-1947 et loi du 25-11-1947)	Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements (6)	Bon du Trésor remboursable en or (1)	Portefeuille d'escompte (2)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants créditeurs Total
							sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totales (3)	Dont avances provisoires (4)		
1949 Moyenne annuelle...	52.917	10.491	22.066	(5) 2.951	282.026	126.978	5.209	13.710	759.238	583.810	1.110.129	155.294
1950 Moyenne annuelle...	102.905	(7) 9.293	(8)	(9) 2.951	370.247	132.945	5.456	13.918	775.962	589.175	1.389.244	143.247
1949 8 décembre	52.981	9.293	61.064	2.951	324.064	148.873	5.308	16.785	758.569	582.800	1.241.612	140.300
1950 5 janvier	52.981	9.293	55.053	2.951	351.662	140.948	5.629	16.272	783.500	585.300	1.295.210	132.630
9 février	52.981	9.293	59.468	2.951	350.493	135.070	5.621	15.086	779.841	589.200	1.285.452	129.073
9 mars	52.981	9.293	61.783	2.951	366.696	129.308	5.155	18.161	783.283	591.200	1.315.729	119.270
6 avril	52.981	9.293	66.918	2.951	379.989	133.613	5.318	21.144	790.110	597.000	1.346.383	125.376
4 mai	52.981	9.293	87.596	2.951	358.758	128.435	5.729	19.406	790.123	596.200	1.348.335	116.531
8 juin	52.981	9.293	110.536	2.951	367.219	125.073	5.057	18.479	888.600	788.741	1.360.688	122.794
6 juillet	52.981	9.293	123.816	2.951	372.645	156.687	6.042	23.816	780.885	584.300	1.407.579	139.257
10 août	52.981	9.293	162.593	2.951	367.609	153.100	5.462	20.180	787.861	591.800	1.433.913	135.403
7 septembre (*)	182.785	—	152.508	—	379.976	137.916	5.313	15.032	731.129	591.000	1.461.624	151.167
5 octobre	182.785	—	176.430	—	370.978	131.812	5.450	12.378	740.800	594.900	1.500.077	138.354
9 novembre	182.785	—	146.628	—	386.613	123.388	6.133	13.289	792.648	584.800	1.495.641	164.266
7 décembre	182.785	—	148.332	—	351.868	143.257	5.859	18.509	786.732	582.400	1.511.713	142.093
1951 4 janvier	182.785	—	157.282	—	392.995	153.092	6.265	20.579	804.902	589.800	1.581.938	152.346
8 février	182.785	—	177.617	—	397.451	139.377	5.539	15.768	802.189	591.500	1.575.842	155.846

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 8 juin 1950.
précédent : 3 % depuis le 30 septembre 1948.

(1) Convention du 17 novembre 1947 et du 25 novembre 1947
(2) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger. Depuis le 5 janvier 1950, cette rubrique comprend également les « effets de mobilisation de crédits à moyen terme ».

(3) La dette totale comprend : l'avoir de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (convent. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 12.000 millions de francs.

(4) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élèvent à 426.000 millions de francs.

(5) Moyenne des sept derniers mois.

(6) Avant le 19 octobre 1950, ce compte s'intitulait « Disponibilités à vue à l'étranger ».

(7) Moyenne du 5 janvier au 10 août 1950.

(8) Moyenne du 5 janvier au 12 octobre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger) : 105.398 millions de francs; moyenne du 19 octobre au 28 décembre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements) : 147.083 millions de francs.

(9) Moyenne du 5 janvier au 10 août 1950.

(*) Réévaluation de l'encaisse or en vertu de la loi du 4 août 1950.

Bank of England
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »				Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)					Rapport de l'encaisse du Bank Department au solde de ses dépôts %
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs	Total			Organismes publics		Banques	Autres dépôts	Total	
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (3)				
1949 Moyenne annuelle...	0,28	4,61	354,3	19,7	25,8	399,8	1.269,0	1.314,4	12,3	23,6	296,4	94,6	431,9	11,6
1949 Moyen. du 5 jan. au 14 septembre...	0,25	4,26	334,8	20,1	25,8	380,7	1.266,7	1.314,9	12,9	17,0	295,4	89,9	415,2	12,7
Moyen. du 21 sept. au 28 décembre...	0,36	5,48	402,3	18,8	26,0	447,1	1.274,6	1.313,3	11,0	57,3	298,9	106,5	473,7	9,4
1950 Moyenne annuelle...	0,36	4,77	519,8	22,4	26,6	568,8	1.287,4	1.328,4	14,7	195,6	292,2	94,3	596,8	7,7
1949 7 décembre	0,36	5,24	467,1	15,2	23,9	506,2	1.283,7	1.300,0	9,1	80,9	308,9	111,0	509,9	4,3
1950 4 janvier	0,36	5,24	440,9	23,7	23,4	488,0	1.299,7	1.350,0	19,8	97,9	292,9	115,1	525,7	10,6
8 février	0,36	5,25	448,1	21,9	32,5	502,5	1.246,4	1.300,0	8,4	131,7	288,9	114,3	543,3	10,9
8 mars	0,36	5,26	447,9	20,9	23,6	492,4	1.257,6	1.300,0	15,9	150,5	281,2	74,3	521,9	9,2
5 avril	0,36	5,50	496,3	12,2	23,5	532,0	1.282,1	1.300,0	9,3	160,0	285,4	83,4	538,1	4,4
10 mai	0,36	6,11	520,4	15,5	29,6	565,5	1.283,8	1.300,0	23,6	178,8	275,2	92,8	570,4	4,0
7 juin	0,36	6,28	551,3	15,9	24,0	591,2	1.289,6	1.300,0	12,1	196,2	285,9	95,9	590,1	2,9
5 juillet	0,36	6,51	537,6	23,1	24,0	584,7	1.302,6	1.350,0	13,4	217,9	292,4	97,1	620,8	8,7
9 août	0,36	6,50	600,3	11,1	25,4	636,8	1.329,4	1.350,0	15,8	246,5	285,7	97,9	645,9	4,3
6 septembre	0,36	4,79	549,6	22,2	24,6	596,4	1.299,0	1.350,0	13,4	246,5	279,1	95,2	634,2	8,9
4 octobre	0,36	2,71	562,3	18,8	24,3	605,4	1.282,7	1.350,0	12,9	254,8	296,0	93,5	657,2	10,7
8 novembre	0,36	2,35	558,1	30,6	31,6	620,3	1.278,4	1.350,0	15,3	266,4	308,4	86,7	676,8	11,0
6 décembre	0,36	1,57	581,9	35,9	25,0	642,8	1.308,0	1.350,0	14,2	266,4	302,7	85,4	668,7	6,6
1951 10 janvier	0,36	1,07	339,0	20,4	24,7	384,1	1.314,0	1.350,0	18,7	2,4	297,4	84,8	403,3	9,3
7 février	0,36	0,62	292,7	16,6	46,4	355,7	1.286,4	1.350,0	21,6	9,3	285,3	85,8	402,0	16,1

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1939.
précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.

(2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

(millions de florins)

86

DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Créances en valeurs libellées en monnaies étrangères (1)	Moyens de paiement à l'étranger	Avances nanties en compte courant (y compris les prêts) sur titres, marchandises et warrants	Cert. de Trésor. repris par la Banque à l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créance comptable sur l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances en florins décaissant d'accords de paiement (2)	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						Avoirs libellés en monnaies étrangères (6)	
									Anciennes émissions	Nouvelles émissions	du Trésor		Avoirs des banques en Hollande	Avoirs décaissant d'accords de paiement (3)	Autres avoirs (4)	Avoirs de non-résidents (5)		Avoirs bloqués
											ordinaire	spécial						
1949 Moyen. ann...	499	1,3	469	4,1	150	1.797	1.500	254	86	2.993	316	347	47	396	407	—	3	44
1949 Moy. du 3 janv au 19 sept.	437	1,9	385	4,8	150	1.800	1.500	227	91	3.001	224	279	46	377	398	—	4	58
Moy. du 26 sept au 27 déc.	667	—	697	2,2	148	1.789	1.500	329	72	2.973	566	534	49	449	431	—	2	7
1950 Moyen. ann...	867	2,6	1.066	1,4	114	1.404	1.500	383	63	2.879	392	941	40	477	421	—	2	55
1949 5 décembre	740	—	724	2,6	145	1.800	1.500	344	71	2.996	652	643	39	441	392	—	2	6
1950 9 janvier	740	—	731	1,6	140	1.750	1.500	381	70	3.012	608	610	37	481	319	—	3	12
6 février	871	—	785	1,1	175	1.600	1.500	360	69	2.988	571	642	33	507	385	—	2	13
6 mars	871	3,6	799	1,6	157	1.600	1.500	347	67	2.991	414	770	31	540	381	—	2	13
11 avril	871	—	862	1,7	162	1.350	1.500	357	66	2.965	407	540	37	444	474	—	2	25
8 mai	871	5,3	950	1,4	141	1.350	1.500	387	65	2.935	472	715	27	445	448	—	2	31
5 juin	871	—	1.039	1,0	140	1.350	1.500	395	64	2.861	422	795	30	454	584	—	2	33
10 juillet	871	—	1.144	1,1	142	1.350	1.500	378	62	2.869	272	911	47	497	642	—	2	30
7 août	871	9,7	1.214	2,5	56	1.350	1.500	380	61	2.855	358	1.021	44	476	482	—	2	24
4 septembre	871	—	1.254	1,7	51	1.350	1.500	369	60	2.873	213	1.210	44	545	371	—	2	24
9 octobre	873	—	1.296	1,3	55	1.350	1.500	369	59	2.774	191	1.346	57	641	276	—	2	45
6 novembre	873	—	1.285	1,2	51	1.350	1.500	409	58	2.791	210	1.388	56	427	402	—	1	79
4 décembre	873	—	1.288	1,1	79	1.350	1.500	412	57	2.844	279	1.318	31	469	256	—	—	195
1951 8 janvier	1.175	2,3	893	2,1	60	1.600	1.500	282	56	2.864	171	1.348	40	410	213	104	—	284
5 février	1.175	0,4	939	3,5	91	1.500	1.500	285	55	2.831	191	1.325	29	421	185	106	—	323

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 26 septembre 1950.
précédent : 2 1/2 % depuis le 27 juin 1941.

(1) Avant le 2 janvier 1951, ce compte se décomposait en « Papier sur l'étranger » et « Avoirs des correspondants à l'étranger ».

(2) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires ». Ce changement d'intitulé signifie que cette rubrique enregistre désormais uniquement les créances décaissant d'accords de paiement avec l'étranger et dont les comptes sont libellés en florins. Les créances qui ne doivent plus être portées sous cette rubrique ont été transférées à un compte « Divers ».

(3) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Avoirs libres de banques d'émission étrangères et institutions similaires ».

(4) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Autres avoirs libres ». Par suite de la disparition du compte « Avoirs bloqués », ce compte s'intitule à présent : « Autres avoirs ».

(5) Ce compte enregistre les avoirs en florins de non-résidents ne décaissant pas d'accords de paiement.

(6) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créditeurs en monnaies étrangères ».

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1949 Moyenne annuelle	6.047	305,2	104,9	27,6	9,7	4.266	1.817	104,41
1950 Moyenne annuelle	6.176	297,4	88,7	23,3	11,3	4.249	2.119	101,67
1949 7 décembre	6.202	254,3	86,3	28,3	8,6	4.304	1.936	103,47
1950 7 janvier	6.247	260,0	79,9	22,7	8,8	4.391	1.882	103,73
7 février	6.245	267,2	72,9	20,4	7,0	4.170	2.098	103,89
7 mars	6.247	264,1	72,7	17,1	8,3	4.196	2.077	103,82
6 avril	6.249	279,9	72,0	18,0	8,8	4.236	2.054	103,80
6 mai	6.241	296,1	69,3	20,9	7,7	4.208	2.092	103,77
7 juin	6.240	295,9	71,3	19,9	7,6	4.168	2.210	102,48
7 juillet	6.252	281,2	72,6	24,2	8,9	4.218	2.264	100,79
7 août	6.179	325,6	83,2	22,6	8,3	4.210	2.270	100,39
7 septembre	6.146	344,3	91,0	26,3	8,8	4.232	2.249	100,14
7 octobre	6.101	366,9	110,1	26,0	7,0	4.276	2.196	99,93
7 novembre	6.071	328,3	113,7	27,3	10,7	4.299	2.116	99,77
7 décembre	6.020	277,3	118,3	26,5	11,9	4.380	1.943	99,59
1951 6 janvier	5.976	275,7	193,9	34,1	14,6	4.503	1.848	98,42
7 février	5.991	285,1	133,9	25,9	10,6	4.303	2.004	99,53

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

Federal Reserve Banks

(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1949 Moyenne annuelle	22.610	584	23.194	288	19.594	23.396	19.704	53,8
1950 Moyenne annuelle	22.143	533	22.676	247	18.411	23.001	18.315	54,9
1949 7 décembre	22.674	554	23.228	224	17.931	23.501	18.003	56,0
1950 4 janvier	22.620	552	23.172	262	18.829	23.440	18.906	54,7
8 février	22.584	540	23.124	333	17.656	22.929	18.064	56,4
8 mars	22.582	538	23.120	287	17.846	22.995	18.145	56,2
5 avril	22.489	541	23.030	238	17.572	22.968	17.760	56,5
10 mai	22.524	524	23.048	192	17.591	22.845	17.754	56,8
7 juin	22.473	525	22.998	179	17.672	22.831	17.859	56,5
5 juillet	22.459	523	22.982	193	18.586	23.048	18.369	55,5
9 août	22.264	522	22.786	255	18.349	22.859	18.465	55,1
6 septembre	21.821	518	22.339	215	18.942	23.054	18.342	54,0
4 octobre	21.739	526	22.265	214	19.375	23.012	18.763	53,3
8 novembre	21.460	534	21.994	213	19.311	23.193	18.247	53,1
6 décembre	21.183	551	21.734	232	20.239	23.488	18.809	51,4
1951 10 janvier	20.704	589	21.293	320	20.461	23.341	18.947	50,4
7 février	20.513	597	21.110	359	21.641	23.101	21.071	47,8

Taux d'escompte { actuel : 1,75 % depuis le 21 août 1950.
précédent : 1,50 % depuis le 13 août 1948.

Sveriges Riksbank

(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs	Droit d'émission total (2)	Rapport en % (3)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circul.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1949 Moyenne annuelle	163	140	3.068	111	609	497	3.015	610	178	83	871	701	3.350	10,03	9,02
1949 Moyenne des 8 premiers mois	166	105	3.112	110	470	521	2.958	639	178	80	897	630	3.275	9,19	8,30
Moyenne des 4 derniers mois	155	208	2.979	112	886	449	3.128	553	178	88	819	843	3.500	11,61	10,37
1950 Moyenne annuelle	169	228	2.890	163	970	300	3.200	436	203	73	712	809	3.500	12,42	11,36
1949 Novembre	155	208	2.934	110	906	483	3.109	577	178	95	850	839	3.500	11,67	10,36
1949 Décembre	154	208	3.184	138	954	332	3.287	467	361	79	907	775	3.500	11,01	10,34
1950 Janvier	154	208	2.794	140	958	335	3.111	479	185	79	743	735	3.500	11,63	10,34
Février	154	207	2.909	123	983	339	3.133	470	271	84	825	756	3.500	11,52	10,31
Mars	153	206	2.650	151	959	387	3.161	409	40	83	532	815	3.500	11,37	10,27
Avril	156	210	2.898	158	874	274	3.206	437	103	81	621	742	3.500	11,41	10,45
Mai	158	212	2.789	170	968	273	3.092	442	224	79	745	733	3.500	11,96	10,57
Juin	157	212	2.833	131	948	345	3.178	533	75	72	680	767	3.500	11,60	10,53
Juillet	157	211	2.675	136	964	282	3.105	431	109	75	615	704	3.500	11,84	10,50
Août	156	211	2.936	150	958	263	3.163	330	379	79	788	723	3.500	11,60	10,48
Septembre	191	257	2.745	184	1.085	266	3.197	394	131	65	590	940	3.500	14,01	12,80
Octobre	199	269	2.957	188	1.084	277	3.250	394	342	67	803	922	3.500	14,41	13,38
Novembre	199	268	3.046	211	940	304	3.285	404	263	63	730	953	3.500	14,22	13,35
Décembre	198	267	3.443	209	920	251	3.513	511	312	44	867	910	3.500	13,25	13,30
1951 Janvier	206	278	3.425	189	871	200	3.336	568	337	51	956	876	3.500	14,50	13,82

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 1^{er} décembre 1950.
précédent : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.
(2) Le droit d'émission est fixé par la loi du 28 mai 1948 à 3.200 millions de Kr., puis à 3.500 millions de Kr. par la loi du 3 juin 1949.
(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 31 janvier 1951)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	27 octobre 1950	6,—	Hongrie	1 ^{er} novembre 1947	5,—
Autriche	10 juillet 1935	3,50	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Belgique	11 septembre 1950	3,75 (1)	Italie	6 avril 1950	4,—
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	2 novembre 1950	5,—	Pologne	1 ^{er} août 1947	6,—
Espagne	22 mars 1949	4,—	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	21 août 1950	1,75	Roumanie	25 mars 1948	5,—
Finlande	3 novembre 1950	7,75	Suède	1 ^{er} décembre 1950	3,—
France	8 juin 1950	2,50	Suisse	26 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	26 octobre 1939	2,—	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12,—	Turquie	1 ^{er} juillet 1938	4,—
Hollande	25 septembre 1950	3,—	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

(1) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

III — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en milliers de francs suisses or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

87

	30 novembre 1950			31 décembre 1950			31 janvier 1951			30 novembre 1950			31 décembre 1950			31 janvier 1951											
			%			%			%			%			%			%									
ACTIF																			PASSIF								
I. Or en lingots et monnayé.....	487.165	46,1		509.709	47,6		429.924	42,3		I. Capital :																	
II. Encaisse.										Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses or chacune.....	500.000			500.000			500.000										
A la Banque et en compte courant dans d'autres banques.....	34.213	3,2		61.667	5,8		43.329	4,3		Actions libérées de 25 %,.....	125.000	11,8		125.000	11,7		125.000	12,3									
III. Fonds à vue placés à intérêts..	3.160	0,3		3.289	0,3		3.375	0,3		II. Réserves :																	
IV. Portefeuille réescomptable :										1. Fonds de Réserve légale.....	6.527			6.527			6.527										
1. Effets de commerce et acceptations de Banque.....	30.825	2,9		27.573	2,6		33.594	3,3		2. Fonds de Réserve générale.....	13.343			13.343			13.343										
2. Bons du Trésor.....	106.794	10,1		88.886	8,3		122.184	12,0		III. Dépôts à court terme et à vue (or) :																	
V. Effets divers remobilisables sur demande.....	137.619			116.459			155.778			1. Banques Centrales pour leur compte :																	
VI. Fonds à terme et avances :										a) De 3 à 6 mois.....	31.138	2,9		31.142	2,9		—										
1. A 3 mois au maximum.....	22.572	2,1		31.354	2,9		17.331	1,7		b) A 3 mois au maximum...	6.891	0,7		12.251	1,1		43.399	4,3									
2. De 3 à 6 mois.....	—	—		12.884	1,2		10.703	1,0		c) A vue.....	334.771	31,6		296.644	27,7		214.521	21,1									
3. De 6 à 9 mois.....	12.867	1,2		—	—		—	—		2. Autres déposants :																	
4. De 9 à 12 mois.....	—	—		322	0,0		917	0,1		A vue.....	7.727	0,7		7.728	0,7		10.583	1,0									
5. A plus d'un an.....	1.007	0,1		698	0,1		651	0,1		IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :																	
VII. Effets et placements divers :										1. Banques Centrales pour leur compte :																	
1. Bons du Trésor.										a) De 9 à 12 mois.....	—	—		—	—		—										
a) A 3 mois au maximum....	70.138	6,7		54.188	5,1		74.713	7,4		b) De 6 à 9 mois.....	18.343	1,7		—	—		—										
b) De 3 à 6 mois.....	52.302	4,9		67.952	6,4		30.235	3,0		c) De 3 à 6 mois.....	—	—		22.639	2,1		22.661	2,2									
c) De 6 à 9 mois.....	—	—		—	—		—	—		d) A 3 mois au maximum....	341.411	32,3		343.602	32,1		366.865	36,1									
2. Autres effets et placements divers :										e) A vue.....	38.220	3,6		60.041	5,6		61.673	6,1									
a) A 3 mois au maximum....	88.923	8,4		71.479	6,7		72.742	7,2		2. Banques Centrales pour le compte d'autres déposants :																	
b) De 3 à 6 mois.....	—	—		23.877	2,2		39.600	3,9		a) A 3 mois au maximum...	1.679	0,2		763	0,1		—										
c) De 6 à 9 mois.....	20.567	1,9		3.583	0,3		1.581	0,2		b) A vue.....	252	0,0		241	0,0		241	0,0									
d) De 9 à 12 mois.....	1.578	0,2		11.654	1,1		544	0,1		3. Autres déposants :																	
e) A plus d'un an.....	9.397	0,9		—	—		11.529	1,1		a) De 3 à 6 mois.....	—	—		—	—		—										
VIII. Actifs divers.....	242.905			232.733			230.944			b) A 3 mois au maximum...	13.282	1,3		15.377	1,4		14.671	1,5									
IX. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placements en Allemagne (voir ci-dessous).....	1.534	0,1		1.576	0,1		1.497	0,1		c) A vue.....	2.220	0,2		17.532	1,6		17.678	1,7									
Total actif..	1.058.083	100,0		1.070.523	100,0		1.015.593	100,0		V. Divers.....	415.407			460.195			483.789										
										VI. Compte de profits et pertes — report à nouveau.....	10.204	1,0		10.618	1,0		11.355	1,1									
										VII. Provision pour charges éventuelles.....	2.627	0,2		2.627	0,3		2.627	0,3									
										Total passif..	104.448	9,9		104.448	9,8		104.449	10,3									
											1.058.083	100,0		1.070.523	100,0		1.015.593	100,0									

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne :				Dépôts à long terme :			
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank : effets de la Golddiskontbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus).....	221.019			1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir Note 2)....	152.606		
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181			2. Dépôt du Gouvernement allemand.....	76.303		
Total...	297.200			Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir poste IX ci-dessus).....	68.291		
				Total...	297.200		

Note 1 : L'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants, les fonds détenus en qualité d'Agent de l'O.E.C.E. (Union Européenne de Paiements) et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux, dont la Banque est le mandataire-trustee ou l'agent financier, ne sont pas inclus dans la présente situation.

Note 2 : Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250.—, la Banque a reçu jusqu'à présent, de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 143.251.486,88, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

IV — STOCK MONÉTAIRE EN FRANCS BELGES (1)

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge	P.c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraséparatistes (*)	Stock de monnaie scripturale			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9) = (3) / (8)	(10)
1948 Décembre.....	4.503	84.861	88.488	2.251	18.654	40.668	61.573	150.061	59,0	10.112
1949 Octobre.....	4.112	87.415	90.502	616	18.265	43.694	62.575	153.077	59,1	8.230
Novembre.....	4.107	86.615	89.709	1.076	19.021	42.002	62.099	151.808	59,1	8.172
Décembre.....	4.118	87.890	91.040	1.531	20.204	43.149	64.884	155.924	58,4	8.340
1950 Janvier.....	4.189	87.287	90.448	702	18.145	43.743	62.590	153.038	59,1	8.482
Février.....	4.259	87.494	90.737	715	18.143	42.547	61.405	152.142	59,6	8.085
Mars.....	4.314	87.530	90.710	650	18.425	43.477	62.552	153.262	59,2	8.575
Avril.....	4.388	87.062	90.216	839	18.422	43.459	62.720	152.936	59,0	8.969
Mai.....	4.431	86.083	89.417	802	18.661	43.318	62.781	152.198	58,7	9.148
Juin.....	4.517	87.304	90.696	689	19.157	43.709	63.555	154.251	58,8	10.080
Juillet.....	4.626	88.812	92.157	506	18.696	43.248	62.450	154.607	59,6	9.710
Août.....	4.654	88.188	91.652	516	18.839	42.651	62.006	153.658	59,6	9.225
Septembre.....	4.664	86.352	89.983	554	18.460	43.501	62.515	152.498	59,0	10.417
Octobre.....	4.668	86.496	90.023	582	18.890	43.822	63.294	153.317	58,7	10.839
Novembre.....	4.687	86.238	89.734	563	18.125	43.812	62.500	152.234	58,9	10.584
Décembre.....	4.770	88.599		988						

(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6 : « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », p. 333 et suivantes.

V — VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE EN BELGIQUE

Mois	Comptes chèques postaux (1)	Dépôts à vue dans les banques
1950 Mai.....	3,59	1,46
Juin.....	3,27	1,51
Juillet.....	3,38	1,43
Août.....	3,30	1,37
Septembre.....	3,31	1,55
Octobre.....	3,51	1,63
Novembre.....	3,79	1,65
Décembre.....	3,55	1,85

(1) Voir tableau n° 36.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONÉTAIRE EN FRANCS BELGES

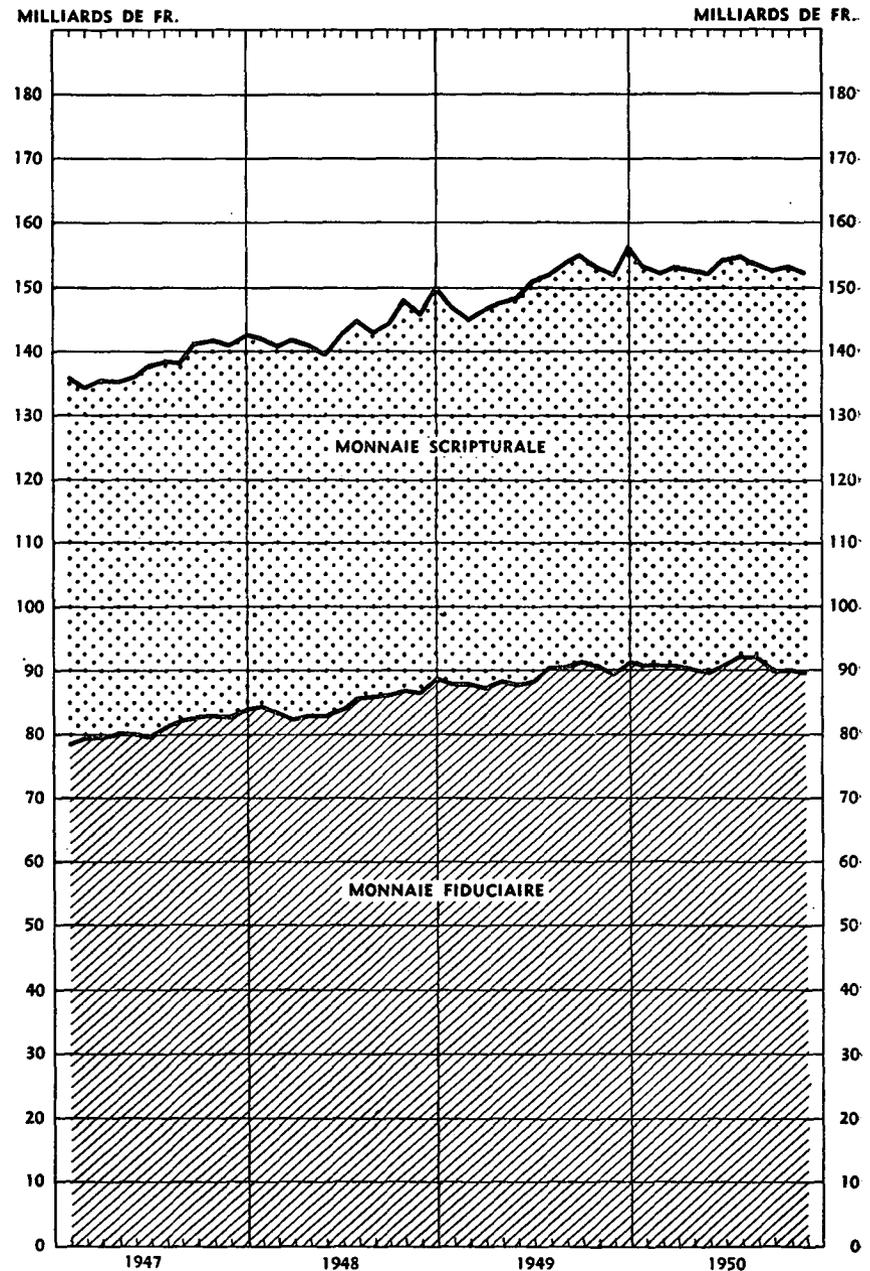


TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
LE MARCHE DE L'ARGENT		LES PRIX	
I — Taux d'escompte et de prêts	2	a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45
II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne	4	b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45
LE MARCHE DES CHANGES ET DES METAUX PRECIEUX		c) Indices des prix de détail en Belgique..	46
I — Cours des métaux précieux	9	LA PRODUCTION	
II — Cours officiels des changes	10	I — Production charbonnière et métal- lurgique	55
LE MARCHE DES CAPITAUX		II — Industrie textile	56
I — Cours comparés de quelques fonds publics	14	III — Productions diverses	58
II — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15	IV — Energie électrique	58
III — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15	V — Gaz	59
IV — Cours et rendements des principaux types de valeurs à revenu fixe ..	16	LA CONSOMMATION	
Valeur globale et rendement des titres belges à revenu fixe au 3 janvier 1950 et au 2 janvier 1951	16	I — Indices des ventes à la consom- mation	65
V — Emissions de capitaux en Belgique et au Congo belge	17	II — Consommation de tabac	66
Tableau rétrospectif		III — Abatages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
Emissions des sociétés congolaises en octobre 1950 :		LES TRANSPORTS	
Détail des émissions		I — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges	70
Groupement par importance du capital		a) recettes et dépenses d'explo- tation	
Emissions des sociétés belges en novembre 1950 :		b) wagons fournis à l'industrie	
Détail des émissions		c) trafic :	
Groupement par importance du capital		1° trafic général	
VI — Emprunts des pouvoirs publics	18	2° grosses marchandises :	
VII — Opérations bancaires du Crédit Com- munal	19	A) ensemble du trafic	
VIII — Inscriptions hypothécaires	20	B) service interne belge	
LES FINANCES PUBLIQUES		II — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70
I — Situation de la Dette publique	25	III — Les ports	71
II — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Bel- gique	25	a) Anvers	
III — Rendement des impôts	26	b) Gand	
LES REVENUS ET L'EPARGNE		IV — Mouvement général de la navigation intérieure	72
I — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises	30	LE COMMERCE EXTERIEUR	
Dividendes et coupons d'obliga- tions mis en paiement : en novembre 1950		Classification adoptée par la convention de Bruxelles	75
Tableau rétrospectif		LE CHOMAGE	
II — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	31	I — Chômage complet et partiel	81
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne		II — Répartition des chômeurs contrôlés par province	81
b) Versements inscrits aux comp- tes des affiliés à la Caisse de Retraite		III — Répartition des chômeurs inscrits par groupe de professions	81
III — Indice trimestriel des salaires	32	STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES	
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		I — Belgique et Congo belge :	
I — Chambres de compensation	35	Situations globales des banques ..	85
a) Mouvement du débit		Banque Nationale de Belgique :	
b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles		Situations hebdomadaires	85
II — Chèques postaux	36	Bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 1950	85
		Mouvement des opérations pen- dant l'exercice 1950	85
		Banque du Congo belge :	
		Situations mensuelles	85
		II — Banques d'émission étrangères :	
		Situations	86
		Banque de France	
		Bank of England	
		Nederlandsche Bank	
		Banque Nationale Suisse	
		Federal Reserve Banks	
		Sveriges Riksbank	
		Taux d'escompte	
		III — Banque des Règlements Internatio- naux, à Bâle	87
		IV — Stock monétaire en francs belges ..	89
		V — Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	89

Prix de l'abonnement annuel : { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
